

# **ELECTIONS CAMEROON ELECAM**

## **CODE ELECTORAL**



**REPUBLIQUE DU CAMEROUN**

-----  
PAIX – TRAVAIL – PATRIE

**LOI N° 2012/001 DU 19 AVRIL 2012  
PORTANT CODE ELECTORAL,  
MODIFIEE ET COMPLETEE  
PAR LA LOI N° 2012/017  
DU 21 DECEMBRE 2012**

**DGE**



## SOMMAIRE

<b>TITRE 1<sup>ER</sup> :</b>	DISPOSITIONS GENERALES.....	<b>7</b>
<b>TITRE II :</b>	DISPOSITIONS SPECIFIQUES A L'ORGANE CHARGE DE L'ORGANISATION, DE LA GESTION ET DE LA SUPERVISION DU PROCESSUS ELECTORAL ET REFERENDAIRE.....	<b>8</b>
<b>TITRE III :</b>	DISPOSITIONS COMMUNES A L'ELECTION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, DES DEPUTES ET DES CONSEILLERS MUNICIPAUX ET AU REFERENDUM.....	<b>25</b>
<b>TITRE IV :</b>	DISPOSITIONS SPECIFIQUES A L'ELECTION ET A LA VACANCE A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE.....	<b>54</b>
<b>TITRE V :</b>	DISPOSITIONS SPECIFIQUES A L'ELECTION DES DEPUTES A L'ASSEMBLEE NATIONALE.....	<b>66</b>
<b>TITRE VI :</b>	DISPOSITIONS SPECIFIQUES A L'ELECTION DES CONSEILLERS MUNICIPAUX.....	<b>75</b>
<b>TITRE VII :</b>	DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU REFERENDUM..	<b>86</b>
<b>TITRE VIII :</b>	DISPOSITIONS RELATIVES A L'ELECTION DES SENATEURS.....	<b>91</b>
<b>TITRE IX :</b>	DISPOSITIONS RELATIVES A L'ELECTION DES CONSEILLERS REGIONAUX.....	<b>101</b>

Elections Cameroon - ELECAM

<b>TITRE X :</b>	DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU VOTE DES CITOYENS CAMEROUNAIS ETABLIS OU RESIDANT A L'ETRANGER.....	<b>112</b>
<b>TITRE XI :</b>	DISPOSITIONS RELATIVES AU FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES ET DES CAMPAGNES ELECTORALES ET REFERENDAIRES.....	<b>114</b>
<b>TITRE XII :</b>	DISPOSITIONS PENALES, DIVERSES ET FINALES.....	<b>119</b>



*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

## **TITRE PREMIER** **DISPOSITIONS GENERALES**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>**.- (1) La présente loi porte code électoral.

(2) Elle fixe notamment :

- les dispositions spécifiques à l'organe chargé de l'organisation, de la gestion et de la supervision du processus électoral et référendaire ;
- les dispositions communes à l'élection du Président de la République, des députés, des conseillers municipaux et au référendum ;
- les dispositions spécifiques à l'élection et à la vacance à la Présidence de la République ;
- les dispositions spécifiques à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale ;
- les dispositions spécifiques à l'élection des conseillers municipaux ;
- les dispositions spécifiques au référendum ;
- les dispositions applicables à l'élection des sénateurs ;
- les dispositions applicables à l'élection des conseillers régionaux ;
- les dispositions spécifiques au vote des citoyens camerounais établis ou résidant à l'étranger ;
- les dispositions relatives au financement des partis politiques et des campagnes électorales et référendaires.

**ARTICLE 2**.- (1) L'élection a lieu au suffrage universel, égal et secret.

(2) Le suffrage peut être direct ou indirect dans les conditions et selon les modalités prévues par la Constitution et par la présente loi.

Elections Cameroon - ELECAM

**ARTICLE 3.-** L'organisation, la gestion et la supervision du processus électoral et référendaire sont assurées par « Elections Cameroon », en abrégé « ELECAM ».

## TITRE II

### DISPOSITIONS SPECIFIQUES A L'ORGANE CHARGE DE L'ORGANISATION, DE LA GESTION ET DE LA SUPERVISION DU PROCESSUS ELECTORAL ET REFERENDAIRE

#### CHAPITRE I

#### DISPOSITIONS GENERALES

**ARTICLE 4.-** (1) « Elections Cameroon » est un organisme indépendant chargé de l'organisation, de la gestion et de la supervision de l'ensemble du processus électoral et référendaire.

(2) Elections Cameroon exécute ses missions dans le respect des dispositions de la Constitution ainsi que des lois et règlements en vigueur.

(3) Elections Cameroon est doté de la personnalité juridique et jouit d'une autonomie de gestion.

(4) Le siège d'Elections Cameroon est fixé à Yaoundé.

**ARTICLE 5.-** (1) Les membres d'Elections Cameroon doivent s'abstenir de toute activité qui peut compromettre l'indépendance et la dignité de leurs fonctions. Il leur est interdit en particulier pendant

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

la durée de leur mandat d’user de leur statut pour des motifs autres que ceux relatifs à l’exercice de leurs fonctions.

(2) Les membres d’Elections Cameroon, dans l’exercice de leurs fonctions, ne doivent, en aucun cas, solliciter ou recevoir d’instruction ni d’ordre d’une autorité publique ou privée, nationale ou étrangère.

**ARTICLE 6.-** (1) Les membres d’Elections Cameroon ne peuvent être poursuivis, recherchés, arrêtés, détenus ou jugés pour des opinions émises dans le cadre de leurs fonctions.

(2) Sauf cas de flagrant délit, les membres d’Elections Cameroon ne peuvent faire l’objet de poursuites répressives pendant l’exercice de leurs fonctions.

## **CHAPITRE II** **DES MISSIONS**

**ARTICLE 7.-** (1) Elections Cameroon est chargé de l’organisation, de la gestion et de la supervision du processus électoral et référendaire.

(2) A cet effet, Elections Cameroon est investi de tous les pouvoirs nécessaires à l’exercice de ses missions.

## **CHAPITRE III** **DE L’ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT**

**ARTICLE 8.-** Pour l’exécution de ses missions, Elections Cameroon dispose des organes ci-après :

Elections Cameroon - ELECAM

- un Conseil Electoral (CE) ;
- une Direction Générale des Elections (DGE).

**ARTICLE 9.-** (1) Elections Cameroon est placé sous l'autorité du Conseil Electoral.

(2) Le Conseil Electoral veille au bon fonctionnement d'Elections Cameroon.

**SECTION I**  
**DU CONSEIL ELECTORAL**

**PARAGRAPHE I**  
**DES ATTRIBUTIONS**

**ARTICLE 10.-** (1) Le Conseil Electoral veille au respect de la loi électorale par tous les intervenants de manière à assurer la régularité, l'impartialité, l'objectivité, la transparence et la sincérité des scrutins.

(2) A ce titre, le Conseil Electoral :

- opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns ;
- examine les dossiers de candidature et publie la liste ou les listes définitives des candidats à l'élection présidentielle, aux élections législatives, sénatoriales, régionales et municipales ;
- transmet les procès-verbaux des élections au Conseil Constitutionnel ou aux instances prévues par la loi ;
- veille à ce que la liste des membres des commissions locales de vote soit publiée et notifiée, dans les délais

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

impartis, à tous ceux qui, selon la loi électorale, doivent la recevoir, notamment les représentants des listes des candidats ou les candidats ;

- contrôle la mise en place du matériel électoral et des documents électoraux dans les délais impartis par la loi ;
- connaît des contestations et réclamations portant sur les opérations préélectorales et électorales, sous réserve des attributions du Conseil Constitutionnel et des juridictions ou administrations compétentes ;
- ordonne les rectifications rendues nécessaires à la suite de l'examen des réclamations ou contestations reçues, relatives aux élections ou aux opérations référendaires.

**ARTICLE 11.-** (1) Dans le cadre de ses missions, le Conseil Electoral :

- adopte le règlement intérieur d'Elections Cameroon ;
- soumet des rapports et/ou des propositions aux autorités compétentes sur les questions relevant de celles-ci ;
- examine et approuve les projets de budgets élaborés par le Directeur Général des Elections ;
- approuve le programme d'actions élaboré par le Directeur Général des Elections ;
- approuve les rapports d'activités élaborés par le Directeur Général des Elections ;
- émet un avis ou formule des suggestions sur tout projet de texte qui lui est soumis dans le domaine des élections ;
- fixe, sur proposition du Directeur Général des Elections, l'organisation et les modalités de fonctionnement des démembrements.

Elections Cameroon - ELECAM

(2) Le Conseil Electoral organise des concertations avec l'Administration, la Justice, les partis politiques et éventuellement la société civile, dans le cadre de la gestion du processus électoral.

**PARAGRAPHE II**  
**DE LA COMPOSITION ET DE LA DUREE DU MANDAT**

**ARTICLE 12.-** (1) Le Conseil Electoral comprend dix-huit (18) membres, dont un (01) Président et un (01) Vice-Président.

(2) Les membres du Conseil Electoral sont choisis parmi des personnalités de nationalité camerounaise, reconnues pour leur compétence, leur intégrité morale, leur honnêteté intellectuelle, leur sens patriotique **et** leur esprit de neutralité et d'impartialité.

(3) Le Président, le Vice-Président et les membres du Conseil Electoral sont nommés par décret du Président de la République après consultation des partis politiques représentés à l'Assemblée Nationale et de la société civile.

(4) Le Président et le Vice-Président du Conseil Electoral assurent les fonctions de Président et de Vice-Président d'Elections Cameroon.

(5) Le mandat des membres du Conseil Electoral est de quatre (04) ans, éventuellement renouvelable.

(6) Avant leur prise de fonctions, les membres du Conseil Electoral prêtent le serment suivant devant le Conseil Constitutionnel : « Je jure de bien et fidèlement remplir mes fonctions, de les exercer en toute impartialité dans le respect de la Constitution et des lois en vigueur, de garder le secret des délibérations et des votes, de ne prendre aucune position publique, de ne donner aucune consultation sur les questions relevant de la compétence d'Elections Cameroon».

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

(7) Ils sont soumis à l'obligation de déclaration de leurs biens et avoirs.

**ARTICLE 13.-** (1) Le mandat d'un membre du Conseil Electoral prend fin dans l'un des cas ci-après :

- non renouvellement du mandat ;
- démission ;
- décès.

(2) La démission évoquée à l'alinéa 1<sup>er</sup> ci-dessus est dûment constatée par le Conseil Electoral. Dans ce cas, le Président de la République procède au remplacement du membre dont la démission a été constatée, après consultation du Président du Conseil Electoral. Le membre nommé achève le mandat du membre démissionnaire. Il prête serment selon les dispositions de l'article 12 alinéa 6 ci-dessus.

**ARTICLE 14.-** (1) L'empêchement temporaire d'un membre est dûment constaté par le Conseil Electoral. Si cet empêchement se prolonge au-delà d'une durée de six (06) mois, il peut être mis fin aux fonctions de l'intéressé, par décret du Président de la République.

(2) Le membre nommé en remplacement du membre empêché achève le mandat de celui-ci. Il prête serment selon les dispositions de l'article 12 alinéa 6 ci-dessus.

**ARTICLE 15.-** Il peut être mis fin au mandat d'un membre du Conseil Electoral dans l'un des cas ci-après :

- incapacité physique ou mentale, dûment constatée par le Conseil Electoral ;
- faute lourde, dûment constatée par le Conseil Electoral, notamment, la violation du serment ;
- condamnation définitive à une peine afflictive ou infamante.



Elections Cameroon - ELECAM

**ARTICLE 16.-** Un membre dont le mandat a pris fin, en application des dispositions des articles 13, 14 et 15 ci-dessus, ne peut être candidat à l'élection qui suit la fin de son mandat.

**PARAGRAPHE III**  
**DES INCOMPATIBILITES**

**ARTICLE 17.-** Les fonctions de Président, de Vice-Président et de membre du Conseil Electoral sont incompatibles avec les fonctions ou la qualité de :

- Membre du Gouvernement et assimilés ;
- Membre du Conseil Constitutionnel ;
- Magistrat en activité ;
- Secrétaire Général de Ministère et assimilés ;
- Directeur Général d'un établissement public ou d'une entreprise du secteur public et parapublic ;
- Directeur d'Administration centrale et assimilés ;
- personne exerçant un mandat électif national, régional ou local ;
- Gouverneur, Secrétaires Généraux et Inspecteurs Généraux dans les services du Gouverneur ;
- Préfet, Sous-Préfet et leurs Adjoints;
- Chef traditionnel ;
- Président d'une chambre consulaire ;
- responsable ou personnel des forces de maintien de l'ordre en activité ;
- personne inéligible ou frappée d'une incapacité électorale;
- candidat aux élections contrôlées par Elections Cameroon ;
- membre d'un parti politique ou d'un groupe de soutien à un parti politique, à une liste de candidats ou à un candidat.

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

#### **PARAGRAPHE IV** **DU FONCTIONNEMENT**

**ARTICLE 18.-** Le Conseil Electoral tient quatre (04) sessions ordinaires par an, sur convocation de son Président. Toutefois, en cas de nécessité ou à la demande des deux tiers (2/3) de ses membres, le Conseil se réunit en session extraordinaire.

**ARTICLE 19.-** (1) En période électorale, le Conseil Electoral se réunit aussi souvent que nécessaire.

(2) Dès la convocation du corps électoral, le Conseil Electoral se réunit au moins une fois tous les quinze (15) jours.

**ARTICLE 20.-** Les sessions du Conseil Electoral sont convoquées par le Président ou, en cas d'empêchement de ce dernier, par le Vice-Président.

**ARTICLE 21.-** (1) Les décisions du Conseil Electoral sont prises par consensus ou, à défaut, à la majorité simple des membres présents. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

(2) La présence des deux tiers (2/3) au moins des membres est nécessaire pour la validité des délibérations.

(3) Les réunions du Conseil Electoral donnent lieu à l'établissement de procès-verbaux signés du Président et du secrétaire.

(4) Le secrétariat des réunions du Conseil Electoral est assuré par la Direction Générale des Elections.

## **CHAPITRE IV** **DE LA DIRECTION GENERALE DES ELECTIONS**

**ARTICLE 22.-** La Direction Générale des Elections est chargée de la préparation et de l'organisation matérielle des opérations électorales et référendaires, sous l'autorité du Conseil Electoral.

**ARTICLE 23.-** (1) La Direction Générale des Elections est placée sous l'autorité d'un Directeur Général, assisté éventuellement d'un Directeur Général Adjoint.

(2) Les fonctions de Directeur Général et de Directeur Général Adjoint des Elections sont incompatibles avec les fonctions ou qualités visées à l'article 17 de la présente loi.

### **SECTION I** **DE LA DESIGNATION**

**ARTICLE 24.-** (1) Le Directeur Général et le Directeur Général Adjoint des Elections sont nommés par décret du Président de la République pour un mandat de cinq (05) ans, éventuellement renouvelable, après consultation du Conseil Electoral.

(2) En cas de vacance du poste de Directeur Général ou de Directeur Général Adjoint des Elections, il est procédé au remplacement de ceux-ci selon la procédure décrite à l'alinéa 1 ci-dessus, pour la durée restante du mandat.

**ARTICLE 25.-** (1) Les fonctions de Directeur Général ou de Directeur Général Adjoint des Elections prennent fin dans l'un des cas ci-après :

- non renouvellement du mandat;
- démission ;
- décès.

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

(2) Il peut être mis fin au mandat du Directeur Général ou du Directeur Général Adjoint des Elections dans l'un des cas ci-après :

- incapacité physique ou mentale, dûment constatée par le Conseil Electoral ;
- faute lourde, dûment constatée par le Conseil Electoral ;
- condamnation définitive à une peine afflictive ou infamante.

## SECTION II DES ATTRIBUTIONS

**ARTICLE 26.-** (1) Le Directeur Général des Elections est chargé, sous l'autorité du Conseil Electoral, des opérations électorales ou référendaires, notamment :

- la constitution, la gestion, la mise à jour et la conservation du fichier électoral national ainsi que des documents et matériels électoraux ;
- l'acquisition et la distribution du matériel et des documents électoraux ;
- l'établissement des listes électorales, en liaison avec les commissions mixtes compétentes ;
- la publication des listes électorales ;
- l'établissement des cartes électorales ;
- la distribution des cartes électorales, en liaison avec les commissions mixtes compétentes ;
- l'organisation ou la supervision de la formation du personnel chargé des scrutins ;
- l'élaboration du projet de budget annuel du Conseil Electoral et de la Direction Générale des Elections ;

Elections Cameroon - ELECAM

- l'élaboration du projet de budget des élections ;
- l'exécution du budget de la Direction Générale des Elections et du budget des élections ;
- la gestion des ressources de toute nature et des matériels mis à sa disposition ;
- la réception et la transmission au Conseil Electoral des dossiers de candidatures à l'élection présidentielle et aux élections législatives, sénatoriales, régionales et municipales ;
- la réception et la transmission au Conseil Electoral des demandes de participation à la campagne référendaire ;
- la remise, dans les délais impartis par la loi, des spécimens de bulletins de vote aux candidats ou aux partis politiques prenant part aux scrutins, en vue des campagnes électorales ou référendaires ;
- la coordination des actions des observateurs accrédités par les autorités nationales compétentes ;
- l'organisation des bureaux de vote ;
- la coordination de l'ensemble des structures chargées des opérations électorales ;
- la coordination de l'acheminement des procès-verbaux des élections et autres documents électoraux à partir des bureaux de vote jusqu'au siège d'Elections Cameroon ;
- la transmission des procès-verbaux des élections au Conseil Electoral.

(2) A cet effet, le Directeur Général des Elections est investi de tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

(3) Il rend compte de ses activités au Conseil Electoral au

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

moins une fois par trimestre et aussi souvent que nécessaire en période électorale.

(4) Après chaque scrutin, le Directeur Général des Elections est chargé de la centralisation de tous les documents et matériels électoraux ainsi que de leur conservation.

(5) Il élabore le rapport final sur le déroulement des élections.

**ARTICLE 27.-** (1) Le Directeur Général des Elections assure l'administration d'Elections Cameroon sous l'autorité du Conseil Electoral.

(2) Il assiste avec voix consultative aux réunions du Conseil Electoral.

(3) Il représente Elections Cameroon dans le cadre de ses attributions et peut ester en justice.

(4) Le Directeur Général Adjoint des Elections exerce les attributions et exécute les missions qui lui sont confiées par le Directeur Général des Elections dans le cadre de l'administration d'Elections Cameroon.

### SECTION III DES STRUCTURES D'APPUI

**ARTICLE 28.-** (1) La Direction Générale des Elections dispose de structures d'appui.

(2) L'organisation et le fonctionnement des structures visées à l'alinéa 1 ci-dessus sont fixés par le Conseil Electoral, sur proposition du Directeur Général des Elections.

(3) Les responsables des structures d'appui sont nommés par le Directeur Général des Elections, après approbation du Conseil Electoral.



Elections Cameroon - ELECAM

SECTION IV  
DES PERSONNELS

**ARTICLE 29.-** (1) Le Directeur Général des Elections recrute les personnels pour le compte d'Elections Cameroon, dans le respect des lois et règlements en vigueur.

(2) Il peut également solliciter le détachement des fonctionnaires ou l'affectation des personnels de l'Etat relevant du Code du Travail ainsi que des agents décisionnaires.

(3) Les personnels d'Elections Cameroon sont régis par un statut propre adopté par le Conseil Electoral, dans le respect des lois et règlements en vigueur.

(4) Pendant toute la durée de leur emploi, les personnels de l'Etat, détachés ou affectés, sont soumis à la législation du travail, sous réserve des dispositions du Statut Général de la Fonction Publique de l'Etat relatives à la retraite, à l'avancement et à la fin du détachement.

(5) En période électorale, le Directeur Général des Elections peut recruter des personnels temporaires, pour la durée des tâches à effectuer.

SECTION V  
DES DEMEMBREMENTS

**ARTICLE 30.-** (1) Elections Cameroon dispose de démembrements territoriaux aux niveaux régional, départemental et communal.

(2) L'organisation et les modalités de fonctionnement des démembrements territoriaux sont fixées par le Conseil Electoral, sur proposition du Directeur Général des Elections.

(3) Les responsables des démembrements territoriaux au

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

niveau régional sont nommés par le Conseil Electoral, sur proposition du Directeur Général des Elections.

(4) Les responsables des démembrements territoriaux au niveau départemental et communal sont nommés par le Directeur Général des Elections, après approbation du Conseil Electoral.

## **CHAPITRE V** **DES DISPOSITIONS FINANCIERES**

**ARTICLE 31.-** Les ressources d'Elections Cameroon sont des deniers publics, gérés conformément aux règles de la comptabilité publique.

**ARTICLE 32.-** (1) Elections Cameroon dispose d'un budget annuel et d'un budget des élections programmées dans l'année.

(2) Le Directeur Général des Elections est l'ordonnateur du budget d'Elections Cameroon et du budget des élections.

**ARTICLE 33.-** (1) Les projets des budgets mentionnés à l'article 32 ci-dessus sont élaborés par le Directeur Général des Elections et approuvés par le Conseil Electoral.

(2) Le Président du Conseil Electoral transmet les projets visés à l'alinéa 1 ci-dessus au Gouvernement pour examen concerté et présentation au Parlement, aux fins d'adoption dans le cadre de la loi de finances.

**ARTICLE 34.-** (1) Le Conseil Electoral dispose d'une dotation spéciale inscrite dans la loi de finances, destinée à la prise en charge des emplois visés à l'article 41 ci-dessous.



Elections Cameroon - ELECAM

(2) L'Agent Comptable du Trésor prévu à l'article 36 ci-dessous, exécute les dépenses du Conseil Electoral conformément aux textes en vigueur.

(3) A la fin de l'exercice, il élabore un compte d'emploi qu'il adresse au Ministre chargé des finances pour apurement. Ce compte d'emploi accompagne les autres documents comptables adressés à la Chambre des Comptes.

**ARTICLE 35.-** (1) Après l'adoption du budget de l'Etat par le Parlement, le Ministre chargé des finances effectue des débloquages de fonds au profit d'Elections Cameroon au titre des dépenses prioritaires de l'Etat, conformément aux dotations inscrites dans la loi de finances.

(2) En cas d'élection non prévue au cours d'une année, l'Etat prend les mesures appropriées pour mettre à la disposition d'Elections Cameroon les moyens nécessaires à l'organisation du scrutin.

**ARTICLE 36.-** Le Ministre chargé des finances désigne un Agent Comptable du Trésor Public auprès d'Elections Cameroon.

**ARTICLE 37.-** (1) Un Commissaire aux comptes est nommé auprès d'Elections Cameroon par le Ministre chargé des finances pour un mandat de trois (03) ans, renouvelable une (01) fois.

(2) A la fin de chaque année, le Commissaire aux comptes adresse au Ministre chargé des finances un rapport sur la gestion financière d'Elections Cameroon.

**ARTICLE 38.-** Le compte administratif et le compte de gestion d'Elections Cameroon sont transmis annuellement au Ministre chargé des finances et à la Chambre des Comptes de la Cour Suprême.

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

**ARTICLE 39.-** Elections Cameroon est soumis à un audit financier annuel des services compétents de l'Etat.

## **CHAPITRE VI** **DISPOSITIONS DIVERSES**

**ARTICLE 40.-** Un décret du Président de la République fixe les rangs protocolaires et les privilèges du Président et du Vice-Président du Conseil Electoral, ceux des membres du Conseil Electoral, ainsi que ceux du Directeur Général et du Directeur Général Adjoint des Elections.

**ARTICLE 41.-** (1) Le Président et le Vice-Président du Conseil Electoral ainsi que le Directeur Général adjoint des Elections bénéficient d'une rémunération mensuelle et des avantages en nature.

(2) Les membres du Conseil Electoral bénéficient d'une indemnité de session à l'occasion de ses réunions et au remboursement des frais occasionnés par ces réunions sur présentation des pièces justificatives.

(3) Des indemnités et frais de mission sont accordés aux membres du Conseil Electoral.

(4) La rémunération mensuelle, l'indemnité de session, les indemnités et frais de mission prévus aux alinéas 1, 2 et 3 ci-dessus sont fixés par décret du Président de la République.

**ARTICLE 42.-** Les règles de procédure et les modalités de fonctionnement d'Elections Cameroon font l'objet d'un règlement intérieur.

Elections Cameroon - ELECAM

**ARTICLE 43.-** (1) Les administrations de l'Etat apportent leur collaboration et leur appui à Elections Cameroon dans le cadre de l'exécution des missions qui lui sont assignées.

(2) Le Ministère chargé de l'administration territoriale assure la liaison permanente entre le Gouvernement et Elections Cameroon. Il reçoit notamment de ce dernier, copies des procès-verbaux de séances et des rapports d'activités.

**ARTICLE 44.-** (1) En cas de défaillance ou de dysfonctionnement d'Elections Cameroon, le Président de la République prend, les mesures qu'il juge nécessaires pour y remédier.

(2) Le Président de la République peut, en vertu des articles 5 et 8 de la Constitution, mettre fin, selon le cas, aux fonctions du Président, du Vice-Président et des membres du Conseil Electoral, ainsi que du Directeur Général et du Directeur Général Adjoint des Elections.

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

## **TITRE III**

# **DISPOSITIONS COMMUNES A L'ELECTION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, DES DEPUTES ET DES CONSEILLERS MUNICIPAUX ET AU REFERENDUM**

## **CHAPITRE I DE L'ELECTORAT**

### **SECTION I DE LA CAPACITE ELECTORALE**

**ARTICLE 45.-** Est électeur, toute personne de nationalité camerounaise, sans distinction de sexe, âgée de vingt (20) ans révolus, inscrite sur une liste électorale et ne se trouvant dans aucun cas d'incapacité prévue par la loi.

**ARTICLE 46.-** (1) Peuvent être inscrits sur la liste électorale d'une commune, les citoyens camerounais jouissant du droit de vote et qui ont leur domicile d'origine ou résident effectivement dans ladite commune depuis au moins six (6) mois.

(2) Peuvent également être inscrits sur les listes électorales, les citoyens qui, ne remplissant pas les conditions d'âge ou de résidence requises lors de la révision des listes, les rempliront avant la clôture définitive des inscriptions ou le cas échéant, le jour du scrutin.

(3) Les militaires et assimilés de toutes armes peuvent être inscrits sans condition de résidence sur les listes électorales du lieu où se trouve leur unité ou leur port d'attache.

## Elections Cameroon - ELECAM

(4) Peuvent également être inscrits sur les listes électorales, les citoyens qui justifient de leur inscription au rôle des contributions directes dans la circonscription électorale concernée pour la cinquième année consécutive.

(5) Dans le cas visé à l'alinéa 4 ci-dessus, la demande d'inscription doit obligatoirement être accompagnée d'un certificat de non-inscription sur les listes électorales ou de radiation, délivré par le démembrement communal d'Elections Cameroon du lieu du domicile ou de résidence habituelle de l'intéressé.

## SECTION II DES INCAPACITES ELECTORALES

**ARTICLE 47.**- Ne doivent pas être inscrits sur la liste électorale :

- les personnes condamnées pour crime, même par défaut ;
- les personnes condamnées à une peine privative de liberté sans sursis supérieure à trois (03) mois ;
- les personnes condamnées à une peine privative de liberté assortie de sursis simple ou avec probation supérieure à six (06) mois ;
- les personnes qui font l'objet d'un mandat d'arrêt ;
- les faillis non réhabilités dont la faillite a été déclarée soit par les tribunaux camerounais, soit par un jugement rendu à l'étranger et exécutoire au Cameroun ;
- les aliénés mentaux.

**ARTICLE 48.**- (1) Ne peuvent pas être inscrites sur les listes électorales pendant un délai de dix (10) ans, sauf réhabilitation ou amnistie, les personnes condamnées pour atteinte à la sûreté de l'Etat.

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

(2) Le délai de dix (10) ans prévu à l'alinéa 1 ci-dessus court du jour de la libération, pour les condamnés à une peine privative de liberté, et du jour de paiement de l'amende, le cas échéant.

## **CHAPITRE II** **DES COMMISSIONS ELECTORALES**

**ARTICLE 49.**- Il est créé des commissions électorales mixtes chargées respectivement des opérations préparatoires aux élections, de l'organisation et de la supervision des opérations électorales, des opérations de vote et du recensement général des votes.

### **SECTION I** **DES COMMISSIONS CHARGEES DES** **OPERATIONS PREPARATOIRES AUX ELECTIONS**

**ARTICLE 50.**- Sont considérés comme opérations préparatoires aux élections, l'établissement et la révision des listes électorales, ainsi que l'établissement et la distribution des cartes électorales.

#### **PARAGRAPHE I** **DES COMMISSIONS DE REVISION DES LISTES ELECTORALES**

**ARTICLE 51.**- Les listes électorales sont établies par les démembrements territoriaux d'Élections Cameroon, en relation avec les commissions mixtes compétentes.

**ARTICLE 52.**- (1) Il est créé dans chaque commune, une commission chargée de la révision des listes électorales. Lorsque l'étendue ou le chiffre de la population de la commune le justifie, le Directeur Général des Élections peut créer plusieurs commissions de révision des listes électorales.

Elections Cameroon - ELECAM

(2) La commission de révision des listes électorales est composée ainsi qu'il suit :

**Président** : un représentant d'Elections Cameroon, désigné par le responsable du démembrement départemental d'Elections Cameroon.

**Membres** :

- un représentant de l'Administration, désigné par le sous-préfet ;
- le maire, ou un adjoint au maire ou un conseiller municipal désigné par le maire ;
- un représentant de chaque parti politique légalisé et présent sur le territoire de la commune concernée.

(3) Le sous-préfet, le maire et chaque parti politique doivent notifier au moins quinze (15) jours avant le début des opérations de révision des listes électorales, au démembrement communal d'Elections Cameroon, les noms de leurs représentants désignés pour siéger au sein de la commission.

(4) Si un parti politique n'a pas désigné de représentant en temps utile, le responsable du démembrement communal d'Elections Cameroon peut, après une mise en demeure restée sans effet, adjoindre à la commission une personnalité issue de la société civile.

(5) Si le maire n'a pas désigné de représentant en temps utile, le responsable du démembrement communal d'Elections Cameroon, après une mise en demeure restée sans effet, saisit le préfet qui désigne un responsable de la commune pour siéger au sein de la commission en qualité de représentant de la commune.

(6) La composition de chaque commission de révision des listes électorales est constatée par décision du responsable du démembrement départemental d'Elections Cameroon.

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

(7) Les fonctions de membre d'une commission de révision sont gratuites.

(8) Les travaux de la commission peuvent être valablement conduits par un seul de ses membres, à condition que tous les membres soient mis au courant des travaux avant leur clôture.

(9) A l'issue de ses travaux, la commission de révision des listes électorales dresse un procès-verbal signé du président et de ses membres.

**PARAGRAPHE II**  
**DES COMMISSIONS DE CONTROLE DE L'ETABLISSEMENT**  
**ET DE DISTRIBUTION DES CARTES ELECTORALES**

**ARTICLE 53.-** (1) Il est créé au niveau de chaque commune, une ou plusieurs commissions chargées du contrôle de l'établissement et de la distribution des cartes électorales.

(2) La commission de contrôle de l'établissement et de la distribution des cartes électorales est composée ainsi qu'il suit :

**Président** : un représentant d'Elections Cameroon, désigné par le responsable du démembrement départemental d'Elections Cameroon ;

**Membres** :

- un représentant de l'Administration, désigné par le sous-préfet ;
- le maire, ou un adjoint au maire ou un conseiller municipal désigné par le maire ;
- un représentant de chaque parti politique légalisé, présent sur le territoire de la commune concernée.

## Elections Cameroon - ELECAM

(3) La composition de la commission de contrôle de l'établissement et de la distribution des cartes électorales est constatée par décision du responsable du démembrement départemental d'Elections Cameroon qui, au moins quinze (15) jours avant le début des opérations de distribution des cartes électorales, transforme les commissions de révision des listes électorales en commissions de contrôle de l'établissement et de la distribution des cartes électorales .

(4) A l'issue de ses travaux, la commission de contrôle de l'établissement et de la distribution des cartes électorales dresse un procès-verbal signé du président et de ses membres.

## SECTION II DES COMMISSIONS LOCALES DE VOTE

**ARTICLE 54.-** (1) Il est créé pour chaque bureau de vote, une commission locale de vote composée ainsi qu'il suit :

**,Président** : une personnalité désignée par le responsable du démembrement départemental d'Elections Cameroon.

**Membres** :

- un représentant de l'Administration, désigné par le sous-préfet ;
- un représentant de chaque candidat, liste de candidats ou parti politique.

(2) Au plus tard le sixième jour avant le scrutin, les noms des représentants de l'Administration et des candidats, liste de candidats ou parti politique, choisis parmi les électeurs inscrits sur la liste électorale correspondant au bureau de vote concerné, sont notifiés au démembrement communal d'Elections Cameroon.

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

(3) La composition de chaque commission locale de vote est constatée par décision du responsable du démembrement départemental d'Élections Cameroon.

**ARTICLE 55.-** Lors du dépouillement, le président de la commission locale de vote désigne quatre (04) scrutateurs parmi les électeurs inscrits dans la liste du bureau de vote concerné.

**ARTICLE 56.-** Si un ou plusieurs représentants désignés par les candidats, mandataires de liste ou partis politiques font défaut à l'ouverture du scrutin, le président de la commission locale de vote doit, par décision consignée au procès-verbal, désigner, pour la compléter, des électeurs sachant lire et écrire le français ou l'anglais, inscrits sur la liste électorale correspondant au bureau de vote.

**ARTICLE 57.-** (1) Trois (03) membres de la commission au moins doivent être présents dans le bureau de vote ou à proximité immédiate pendant tout le cours des opérations électorales.

(2) Cependant, s'il éprouve des difficultés insurmontables pour constituer la commission, le président peut ouvrir le bureau de vote à l'heure d'ouverture du scrutin. Il mentionne au procès-verbal l'heure à laquelle les membres de la commission ont été désignés et ont pris leurs fonctions.

**ARTICLE 58.-** Les représentants des candidats, listes de candidats ou partis politiques, qui, sans motif valable, ne se présentent pas à l'heure de l'ouverture du scrutin et qui sont remplacés par le président dans les conditions prévues aux articles 54 et 55 ci-dessus, ne peuvent prétendre siéger au sein de la commission locale de vote.

**ARTICLE 59.-** Chaque candidat, liste de candidats ou parti politique peut désigner trois (03) représentants par arrondissement, lesquels

## Elections Cameroon - ELECAM

ont libre accès dans tous les bureaux de vote de l'arrondissement. Ils ne peuvent être expulsés qu'en cas de désordre provoqué par eux. Mention en est faite au procès-verbal. Ils peuvent présenter à la commission locale de vote des observations sur le déroulement du scrutin. Ces observations sont consignées au procès-verbal.

**ARTICLE 60.-** Le président de la commission locale de vote assure seul la police du bureau de vote.

Il doit faire expulser du bureau de vote toute personne qui n'a pas la qualité d'électeur du ressort dudit bureau de vote, à l'exception des candidats, des chefs de circonscriptions administratives dans le ressort desquelles se trouve le bureau de vote, et de leurs représentants.

Il interdit tout stationnement encombrant devant le bureau de vote. Il peut requérir la force publique pour faire rétablir l'ordre ou faire évacuer le bureau de vote.

Nul électeur ne peut entrer dans le bureau de vote s'il est porteur d'une arme quelconque.

**ARTICLE 61.-** La commission locale de vote se prononce sur toute difficulté liée à l'organisation, au déroulement et au dépouillement du scrutin. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

En cas de contestation de sa décision, soit par un membre de la commission, soit par un électeur intéressé, soit par un candidat, soit par un mandataire d'une liste ou parti politique, il est fait mention au procès-verbal de la contestation et de la décision motivée.

**ARTICLE 62.-** (1) La commission locale de vote dresse un procès-verbal de toutes les opérations du scrutin. Ce procès-verbal est

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

signé du président et des membres présents et adressé au responsable du démembrement communal d'Elections Cameroon.

(2) Dans les quarante-huit (48) heures qui suivent la clôture des opérations de vote, le responsable du démembrement communal d'Elections Cameroon transmet un exemplaire des procès-verbaux des commissions locales de vote, assorti des pièces annexes, à la commission départementale de supervision ou à la commission communale de supervision, le cas échéant.

(3) La commission départementale de supervision transmet le procès-verbal de ses travaux à la Commission nationale de recensement général des votes dans les soixante-douze (72) heures.

### SECTION III DES COMMISSIONS DEPARTEMENTALES DE SUPERVISION

**ARTICLE 63.-** Il est créé au niveau de chaque département, une commission départementale de supervision chargée de veiller au bon déroulement des opérations préparatoires aux élections et des opérations électorales proprement dites. A ce titre, la commission départementale de supervision :

- contrôle les opérations d'établissement, de conservation et de révision des listes électorales ;
- connaît des réclamations ou contestations concernant les listes et les cartes électorales ;
- assure le contrôle de la distribution des cartes électorales ;
- ordonne toutes rectifications rendues nécessaires à la suite de l'examen des réclamations ou contestations



Elections Cameroon - ELECAM

dirigées contre les actes des commissions compétentes concernant les listes et les cartes électorales ;

- centralise et vérifie les opérations de décompte des suffrages effectuées par les commissions locales de vote ainsi que tout document y relatif. En cas de simple vice de forme, elle peut en demander la régularisation immédiate aux membres de la commission locale de vote.

**ARTICLE 64.-** (1) La commission départementale de supervision, dont le siège est fixé au chef-lieu du département, est composée ainsi qu'il suit:

**Président :** le président du tribunal de grande instance du ressort.

**Membres :**

- trois (03) représentants de l'Administration, désignés par le préfet ;

- trois (03) représentants d'Elections Cameroon, désignés par le responsable du démembrement départemental d'Elections Cameroon;

- un représentant de chaque candidat.

(2) La composition de la commission départementale de supervision est constatée par un acte du responsable du démembrement régional d'Elections Cameroon.

(3) Nonobstant les dispositions de l'alinéa 1 ci-dessus, la commission départementale de supervision est présidée par un magistrat désigné par le président de la Cour d'Appel territorialement compétent, dans tout département non pourvu d'un tribunal de grande instance ou en cas d'empêchement du président du tribunal de grande instance, suivant le cas.

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

(4) Le membre défaillant peut-être remplacé par l'autorité ou le candidat qui l'a désigné, par simple notification au président de la commission départementale de supervision.

**ARTICLE 65.-** (1) La liste des membres de la commission départementale de supervision est tenue en permanence au greffe du tribunal de grande instance, à la préfecture et au démembrement départemental d'Elections Cameroon.

(2) Elle peut être consultée par tout électeur de la circonscription.

**ARTICLE 66.-** Les fonctions de président et de membre de la commission départementale de supervision sont gratuites.

**ARTICLE 67.-** (1) Les travaux de la commission départementale de supervision sont effectués au vu des procès-verbaux transmis par les responsables des démembrements communaux d'Elections Cameroon.

(2) En cas d'erreur de calcul, la commission départementale de supervision peut redresser les procès-verbaux correspondants. Toutefois, elle ne peut les annuler. En cas de rectification ou de redressement, la commission départementale de supervision est tenue de motiver sa décision et d'en faire mention dans son procès-verbal.

(3) Les travaux de la commission départementale de supervision sont consignés dans un procès-verbal signé du président et des membres présents, établi en autant d'exemplaires que de membres plus deux. Chaque membre signataire en reçoit un exemplaire. L'exemplaire détenu par les représentants d'ELECAM faisant foi. Ce procès-verbal est transmis dans les soixante-douze (72) heures à la commission nationale de recensement général des

## Elections Cameroon - ELECAM

votes, accompagné des documents provenant des commissions locales de vote.

(4) Un exemplaire dudit procès-verbal est transmis à la Direction Générale des Elections.

SECTION IV  
DE LA COMMISSION NATIONALE DE RECENSEMENT  
GENERAL DES VOTES

**ARTICLE 68.-** (1) Il est créé une commission nationale de recensement général des votes, composée ainsi qu'il suit :

**Président :** un (01) membre du Conseil Constitutionnel, désigné par le président du Conseil Constitutionnel.

**Membres :**

- deux (02) magistrats de l'ordre judiciaire, désignés par le Premier Président de la Cour Suprême ;
- cinq (05) représentants de l'Administration, désignés par le Ministre chargé de l'administration territoriale ;
- cinq (05) représentants d'Elections Cameroon, désignés par le Directeur Général des Elections ;
- un (01) représentant de chaque candidat ou parti politique en compétition, désigné par le candidat ou le parti politique.

(2) La composition de la commission nationale de recensement général des votes est constatée par résolution du Conseil Electoral.

(3) La liste des membres est communiquée au Conseil Constitutionnel et tenue à la disposition du public.

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

**ARTICLE 69.-** (1) La commission nationale de recensement général des votes procède au décompte général des votes, au vu des procès-verbaux et des pièces annexes transmis par les commissions départementales de supervision.

(2) Elle redresse les erreurs matérielles éventuelles de décompte des votes. Elle ne peut toutefois annuler les procès-verbaux correspondants.

(3) Le recensement général des votes est public et s'effectue au siège du Conseil Constitutionnel.

(4) La commission nationale de recensement général des votes dresse procès-verbal de toutes ses opérations. Ce procès-verbal, établi en autant d'exemplaire que de membres est signé du Président et des membres présents. Un exemplaire est transmis dans un délai de cinq (05) jours au Conseil Constitutionnel, accompagné des pièces annexes.

## **CHAPITRE III** **DES LISTES ELECTORALES**

### **SECTION I** **DE L'ETABLISSEMENT DES LISTES ELECTORALES**

**ARTICLE 70.-** (1) Les listes électorales sont établies et tenues au niveau de chaque commune. Une liste électorale est également établie pour chaque bureau de vote.

(2) Les listes électorales sont établies par ordre alphabétique.

(3) Il est délivré à chaque électeur nouvellement inscrit un récépissé portant la date, le lieu et le numéro d'inscription.

Elections Cameroon - ELECAM

(4) Le récépissé visé à l'alinéa 3 ci-dessus sert exclusivement aux réclamations relatives aux opérations d'inscription sur les listes électorales. Il ne peut en aucun cas remplacer la carte d'électeur.

(5) Figurent sur la liste, les noms, prénoms, date et lieu de naissance, profession, domicile ou résidence de chaque électeur.

**ARTICLE 71.-** L'inscription sur les listes électorales est un droit. Elle se fait par les soins des démembrements territoriaux d'Elections Cameroon, en relation avec les commissions mixtes compétentes.

**ARTICLE 72.- (1)** La liste électorale comprend tous les électeurs inscrits résidant dans la commune depuis au moins six (06) mois.

(2) La liste électorale comprend également les électeurs qui ont obtenu leur inscription dans les conditions prévues à l'article 46 de la présente loi.

(3) Dans ce cas, l'inscription ne peut être d'office. Elle ne l'est que sur la demande expresse de l'électeur qui doit justifier au préalable qu'il n'est pas inscrit sur une autre liste électorale.

**ARTICLE 73.- (1)** Nul ne peut être inscrit sur plus d'une liste électorale ou plusieurs fois sur la même liste.

(2) Lorsqu'un électeur a été inscrit plusieurs fois sur la même liste, il ne peut subsister qu'une seule inscription. La radiation des autres inscriptions a lieu d'office.

(3) Lorsqu'un électeur a été inscrit sur plusieurs listes, seule la dernière inscription est prise en compte, sauf option contraire de l'électeur. La radiation sur les autres listes a lieu d'office.

(4) Tout refus d'inscrire un électeur doit être motivé et notifié à l'intéressé. Ce refus peut faire l'objet de réclamation ou de

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

contestation devant la commission départementale de supervision ou le Conseil Electoral, suivant le cas.

## SECTION II DE LA REVISION ANNUELLE DES LISTES ELECTORALES

**ARTICLE 74.-** (1) Les listes électorales sont permanentes. Elles font l'objet d'une révision annuelle sur l'ensemble du territoire national.

(2) La révision annuelle des listes électorales commence le 1<sup>er</sup> janvier et s'achève le 31 août de chaque année.

**ARTICLE 75.-** (1) Le Directeur Général des Elections peut, à l'occasion de la révision annuelle, après avis conforme du Conseil Electoral, ordonner par décision une refonte des listes électorales.

(2) Par dérogation aux dispositions de l'article 74 alinéa 2 et de l'alinéa 1 du présent article, la révision annuelle ou, le cas échéant, la refonte des listes électorales est suspendue à compter de la date de convocation du corps électoral.

(3) En cas de refonte, le Directeur Général des Elections peut proroger la période prévue à l'article 74 alinéa 2 ci-dessus pour une durée n'excédant pas trois (03) mois.

(4) Pendant la période de révision des listes électorales, les commissions prévues à l'article 52 ci-dessus reçoivent les demandes de radiation ou de modification. Elles procèdent aux opérations correspondantes.

**ARTICLE 76.-** (1) En cas de refonte, il est procédé à la reconstitution intégrale des listes électorales.

Elections Cameroon - ELECAM

(2) En période de révision, sont ajoutés à la liste électorale, les citoyens :

- qui remplissent les conditions exigées par la loi ;
- qui ont été précédemment omis.

(3) Sont retranchées de la liste électorale :

- les personnes décédées ;
- celles dont la radiation a été ordonnée par l'autorité judiciaire compétente ;
- celles qui ne remplissent plus les conditions exigées par la loi ;
- celles qui ont été indûment inscrites.

(4) Sont apportées à la liste électorale toutes les modifications relatives aux changements de résidence ou à des erreurs matérielles constatées notamment sur les noms, prénoms, filiation, date et lieu de naissance des électeurs.

**ARTICLE 77.-** (1) Les inscriptions, radiations et modifications sur les listes électorales sont effectuées sur des registres et des fiches fournis à cet effet par Elections Cameroon.

(2) Les registres visés à l'alinéa 1 ci-dessus sont tenus et conservés au niveau du démembrement communal d'Elections Cameroon. Ils peuvent être consultés par tout intéressé.

(3) Pendant la période de révision, tout citoyen omis sur la liste électorale peut demander son insertion.

**ARTICLE 78.-** (1) Au plus tard le 5 septembre, le président de la commission de révision des listes électorales adresse le procès-verbal des travaux de ladite commission au démembrement départemental d'Elections Cameroon. Sont annexés à ce procès-verbal, les documents relatifs aux radiations et modifications.

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

(2) Après la saisie, les vérifications techniques et l'établissement du fichier électoral provisoire du département, le responsable du démembrement départemental d'Elections Cameroon transmet les listes électorales provisoires correspondantes aux démembrements communaux concernés pour affichage au plus tard le 20 octobre.

(3) Dès la publication des listes électorales provisoires, tout parti politique, tout électeur peut saisir la commission de révision ou, le cas échéant, la commission départementale de supervision des irrégularités ou omissions constatées.

**ARTICLE 79.-** (1) La commission de révision des listes électorales adresse au démembrement départemental d'Elections Cameroon le procès-verbal des opérations rectificatives opérées le cas échéant sur les listes électorales provisoires, au plus tard le 10 novembre.

(2) A la suite de l'établissement du fichier électoral révisé du département, le démembrement départemental d'Elections Cameroon transmet ledit fichier au Directeur Général des Elections, par l'intermédiaire du démembrement régional, au plus tard le 10 décembre.

**ARTICLE 80.-** A l'issue des opérations de révision, et au vu des documents et données communiqués par les démembrements régionaux d'Elections Cameroon, le Directeur Général des Elections établit et rend publique la liste électorale nationale au plus tard le 30 décembre.

**ARTICLE 81.-** (1) Le Directeur Général des Elections est chargé de la tenue du fichier électoral national.

(2) Tout parti politique, tout électeur, tout mandataire d'un parti ou d'un candidat peut saisir le Conseil Electoral de toute

## Elections Cameroon - ELECAM

demande en réclamation ou contestation relative notamment à une omission, une erreur ou une inscription d'un électeur plusieurs fois sur la liste électorale nationale.

(3) En cas de rejet de la demande, l'intéressé peut former un recours devant la Cour d'appel du ressort d'Elections Cameroon qui statue en dernier ressort, sans frais ni forme de procédure, dans les cinq (05) jours de la saisine.

**SECTION III**  
**DE L'INSCRIPTION SUR LES LISTES ELECTORALES**  
**EN DEHORS DES PERIODES DE REVISION**

**ARTICLE 82.-** (1) Peuvent être inscrits sur les listes électorales en dehors des périodes de révision, sans conditions de résidence et lorsque ces mutations entraînent un changement de résidence :

a) les fonctionnaires et agents des administrations publiques mutés ou admis à faire valoir leurs droits à la retraite après la clôture des délais d'inscription, ainsi que les membres de leurs familles domiciliés avec eux à la date de la mutation ou de la mise à la retraite ;

les militaires démobilisés après la clôture des délais d'inscription.

(2) Les dispositions de l'alinéa 1 ci-dessus s'appliquent également aux agents du secteur privé mutés ou admis à faire valoir leurs droits à la retraite.

(3) Les demandes d'inscription sur les listes électorales en dehors des périodes de révision sont accompagnées des indications nécessaires et déposées dans les services du démembrement communal d'Elections Cameroon.

**ARTICLE 83.-** (1) Les demandes sont examinées par la commission de révision des listes électorales dans un délai de neuf (09) jours, et

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

au plus tard six (06) jours avant la date du scrutin. Les décisions de la commission sont notifiées sans délai aux intéressés.

(2) La commission inscrit l'électeur sur la liste électorale ainsi que sur le tableau additif qui est publié au plus tard quatre (04) jours avant la date du scrutin.

## **CHAPITRE IV** **DES CARTES ELECTORALES**

**Art. 84** - (nouveau) (1) Tout électeur inscrit reçoit une carte électorale biométrique sur laquelle figurent ses noms, prénoms, date et lieu de naissance, filiation, photo, empreintes digitales, profession, domicile ou résidence.

(2) Les cartes électorales sont permanentes.

(3) En cas de renouvellement des cartes électorales ou de nouvelles inscriptions sur les listes électorales, la distribution des cartes a lieu dans les quarante jours précédant la tenue du scrutin.

(4) Toutefois, en cas de refonte, la distribution des cartes électorales peut se faire lors de l'inscription ou dès leur établissement lorsque les conditions techniques sont remplies.

**ARTICLE 85.-** (1) La distribution des cartes électorales est faite sous le contrôle de la commission prévue à l'article 53 de la présente loi.

(2) Les cartes électorales qui n'ont pas été remises à leurs titulaires sont déposées aux bureaux de vote où ceux-ci sont inscrits. Elles y restent à la disposition des intéressés jusqu'à la clôture du scrutin.

(3) Elles ne peuvent être délivrées aux intéressés qu'au vu

Elections Cameroon - ELECAM

de la carte d'identité de chaque titulaire ou du récépissé visé à l'article 70 ci-dessus.

(4) Dans chaque bureau de vote, lors de la clôture du scrutin, les cartes non retirées sont comptées par la commission, mises sous pli, cachetées et apportées au démembrement communal d'Elections Cameroon avec le procès-verbal des opérations qui en mentionne le nombre.

## **CHAPITRE V** **DE LA CONVOCATION DU CORPS ELECTORAL**

**ARTICLE 86.-** (1) Le corps électoral est convoqué par décret du Président de la République.

(2) L'intervalle entre la publication du décret convoquant le corps électoral et la date fixée pour le scrutin est de quatre-vingt dix (90) jours au moins.

(3) Le scrutin doit avoir lieu un dimanche ou un jour qui est déclaré férié et chômé. Il ne peut durer qu'un jour.

(4) Le décret convoquant le corps électoral précise les heures d'ouverture et de fermeture des bureaux de vote.

## **CHAPITRE VI** **DE LA CAMPAGNE ELECTORALE**

**ARTICLE 87.-** (1) La campagne électorale est ouverte à partir du quinzième jour précédant le scrutin. Elle prend fin la veille du scrutin à minuit.

(2) Les candidats peuvent faire établir à leurs frais ou à ceux

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

du parti qui présente leur candidature, des circulaires, des professions de foi ou des affiches.

(3) Ces documents sont établis sur papier de la couleur retenue pour le candidat ou le parti. Ils portent le sigle qui a été retenu pour l'impression des bulletins de vote.

(4) Le format maximum des affiches établies en vue de la campagne électorale est fixé par décision du Directeur Général des Elections.

**ARTICLE 88.-** (1) La Direction Générale des Elections établit pour chaque candidat, parti ou liste de candidats en compétition, un nombre de bulletins de vote correspondant à celui des électeurs inscrits majoré d'un quart, ainsi que des bulletins de campagne.

(2) Le format des bulletins est fixé par décision du Directeur Général des Elections, après avis du Conseil Electoral.

**ARTICLE 89.-** (1) Le texte des circulaires ou professions de foi et des affiches, signé par le mandataire de la liste, du candidat ou du parti, doit être soumis en double exemplaire au visa préalable d'Elections Cameroon.

(2) Un exemplaire est conservé aux archives, l'autre, revêtu du visa, est remis au candidat ou au mandataire du candidat, de la liste ou du parti politique. Mention du visa est faite sur le document imprimé.

(3) Le visa est refusé à tout texte constituant un appel à la violence, une atteinte à l'intégrité du territoire national, à la forme républicaine de l'Etat, à la souveraineté, à l'unité nationale ou une incitation à la haine contre une autorité publique, un citoyen ou un groupe de citoyens.

Elections Cameroon - ELECAM

(4) Le visa mentionne la couleur et le sigle attribués à chaque candidat ou parti politique.

**ARTICLE 90.-** Tout document établi ou distribué en violation des dispositions des articles 87, 88 et 89 ci-dessus est, sur réquisition d'Elections Cameroon, saisi par l'autorité administrative, sans préjudice des poursuites pénales pouvant être engagées contre son auteur et contre les personnes qui l'ont distribué.

**ARTICLE 91.-** (1) Des emplacements sont réservés par les municipalités à la demande d'Elections Cameroon, pour l'apposition des affiches et du matériel de campagne de chaque candidat ou liste de candidats.

(2) Tout affichage public, même par affiche timbrée, relatif à l'élection, en dehors de ces emplacements, est interdit, aussi bien pour les candidats que pour tout autre personne ou groupement.

(3) Il en est de même pour les affiches ou inscriptions apposées dans un lieu ouvert au public ou dans un local privé, si elles n'y sont pas placées par le propriétaire du local.

(4) Il est interdit aux candidats, listes de candidats ou partis, d'afficher leurs documents de campagne sur les panneaux attribués aux autres candidats, listes de candidats ou partis politiques.

(5) Elections Cameroon fait procéder à l'enlèvement des affiches apposées irrégulièrement.

**ARTICLE 92.-** (1) Il est interdit de distribuer ou de faire distribuer, le jour du scrutin, des bulletins, circulaires, documents, articles ou objets ayant un quelconque lien avec le scrutin.

(2) Les documents et autres articles distribués en violation des dispositions de l'alinéa 1 ci-dessus sont saisis par l'autorité

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

administrative sur réquisition d'Elections Cameroon, sans préjudice des poursuites pénales pouvant être engagées contre les auteurs de la contravention.

**ARTICLE 93.-** (1) Pendant la campagne électorale, des réunions ayant pour but d'expliquer et de commenter à l'intention des électeurs les programmes et les professions de foi, peuvent être organisées par les partis politiques en compétition, ou par les candidats et leurs représentants.

(2) A cet effet, le mandataire de chaque liste ou autre représentant de chaque parti politique ou candidat ayant l'intention d'organiser des réunions électorales, dépose auprès des autorités administratives et des démembrements territoriaux d'Elections Cameroon, son calendrier de réunions, afin que des dispositions soient prises pour assurer le maintien de l'ordre public.

(3) A défaut d'un calendrier de réunion, toute réunion publique organisée à cet effet doit être déclarée à l'autorité administrative et aux démembrements territoriaux d'Elections Cameroon, au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, avec mention de l'heure et du lieu de sa tenue.

**ARTICLE 94.-** (1) En cas de menace manifeste ou de troubles graves à l'ordre public, l'autorité administrative peut, par arrêté, interdire une ou plusieurs de ces réunions.

(2) Elle doit, dans ce cas, convenir avec les organisateurs, d'une nouvelle date ou, éventuellement, d'un autre lieu pour leur permettre de tenir cette ou ces réunions. Elle en informe les démembrements compétents d'Elections Cameroon.

**ARTICLE 95.-** (1) Sauf autorisation spéciale de l'autorité administrative territorialement compétente, les réunions ne peuvent être tenues sur la voie publique.

Elections Cameroon - ELECAM

(2) L'autorité administrative peut fixer par arrêté, compte tenu des circonstances locales, l'heure au-delà de laquelle les réunions ne peuvent se prolonger.

## **CHAPITRE VII** **DES OPERATIONS ELECTORALES**

### **SECTION I** **DES BUREAUX DE VOTE**

**ARTICLE 96.**- (1) Le Directeur Général des Elections fixe, pour chaque commune, la liste des bureaux de vote.

(2) La liste indique le ressort de chaque bureau de vote.

(3) Chaque bureau de vote comprend cinq cent (500) électeurs au plus.

(4) Tout bureau de vote doit se situer dans un lieu public ou ouvert au public.

**ARTICLE 97.**- La liste des bureaux de vote est transmise aux démembrements communaux d'Elections Cameroon pour affichage au moins huit (08) jours avant la date du scrutin.

### **SECTION II** **DU DEROULEMENT DU SCRUTIN**

**ARTICLE 98.**- (1) Chaque bureau de vote dispose des listes des électeurs devant prendre part au vote. Une de ces listes est destinée aux émargements par les électeurs. Une liste est affichée devant le bureau de vote.

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

(2) Chaque bureau de vote est doté du matériel électoral nécessaire à l'accomplissement des opérations de vote.

**ARTICLE 99.**- (1) Le président de la commission locale de vote doit constater, au début des opérations de vote, l'heure à laquelle le scrutin est ouvert. Il la mentionne au procès-verbal.

(2) Préalablement au vote du premier électeur, le président de la commission locale de vote ouvre publiquement l'urne pour faire constater qu'elle est vide et ne comporte qu'une ouverture, puis la referme sous le contrôle des autres membres du bureau et en présence, le cas échéant, de toute autre personne accréditée.

**ARTICLE 100.**- (1) Le scrutin est secret. Le vote a lieu sous enveloppes réglementaires uniformes et opaques.

(2) Dans chaque bureau de vote, les bulletins de vote de chaque candidat ou liste de candidats, ainsi que les enveloppes, doivent être en nombre supérieur à celui des électeurs inscrits.

**ARTICLE 101.**- (1) Tout électeur régulièrement inscrit sur une liste électorale a le droit de prendre part au vote.

(2) Toutefois, ce droit est suspendu pour les personnes frappées d'une condamnation pénale ou faisant l'objet d'une détention préventive ou d'une garde à vue administrative ou judiciaire.

**ARTICLE 102.**- (1) Nul ne peut être admis à voter s'il n'est inscrit sur la liste électorale du bureau de vote concerné.

(2) Nonobstant les dispositions de l'alinéa 1 ci-dessus, le président et les membres de la commission locale de vote sont autorisés à y voter sur présentation de leur carte d'électeur.

(3) L'ordre d'inscrire donné en cas de recours par le tribunal

## Elections Cameroon - ELECAM

compétent, attesté par une ordonnance, vaut inscription de l'électeur sur la liste électorale concernée.

**ARTICLE 103.-** (1) A son entrée dans le bureau de vote, l'électeur doit présenter sa carte électorale. Il doit en outre prouver son identité par la présentation de la carte nationale d'identité.

(2) La commission locale peut autoriser à voter tout électeur inscrit dans ce bureau qui se trouverait, pour une cause quelconque, empêché de présenter sa carte électorale. Elle doit au préalable s'assurer de son identité, tel que prévu à l'alinéa 1 ci-dessus.

**ARTICLE 104.-** (1) L'électeur, après avoir fait constater son identité, prend lui-même une enveloppe et chacun des bulletins de vote mis à sa disposition, rentre obligatoirement dans l'isoloir et y opère son choix.

(2) Il ressort de l'isoloir, et après avoir fait constater à la commission locale de vote qu'il n'est porteur que d'une seule enveloppe, introduit celle-ci dans l'urne.

(3) L'isoloir doit être aménagé de manière à assurer le secret du vote.

**ARTICLE 105.-** (1) Tout électeur atteint d'une infirmité ou se trouvant dans un état physique le mettant dans l'impossibilité d'effectuer seul les opérations de vote décrites aux articles 103 et 104 ci-dessus, peut se faire assister par un électeur de son choix.

(2) L'électeur choisi doit être inscrit sur la liste électorale du bureau de vote concerné. Il ne doit être ni candidat, ni mandataire d'un candidat, d'une liste de candidats ou d'un parti politique. Il ne peut assister plus d'une personne le jour du scrutin.

**ARTICLE 106.-** (1) Le vote de chaque électeur est constaté par sa

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

signature et par l'apposition d'une empreinte digitale à l'encre indélébile sur la liste d'émargement.

(2) Si l'électeur ne sait ou ne peut pas signer, la constatation de son vote s'effectue par l'apposition d'une empreinte digitale à l'encre indélébile sur la liste d'émargement.

**ARTICLE 107.-** Les listes électorales émargées sont conservées par le démembrement communal d'Elections Cameroon. En cas de contestation, elles sont transmises pour consultation au Conseil Constitutionnel ou à la juridiction administrative compétente sur sa demande.

### SECTION III DU DEPOUILLEMENT DU SCRUTIN

**ARTICLE 108.-** (1) Aussitôt après l'heure prévue pour la clôture du scrutin, le président de la commission locale de vote annonce la clôture.

(2) Aucun électeur arrivé après le prononcé de la clôture ne peut être admis à voter.

(3) Cependant, les électeurs présents à ce moment-là à l'intérieur du bureau de vote ou qui attendent devant la porte pour pouvoir y pénétrer doivent être admis à voter. Le procès-verbal de la commission mentionne l'heure effective de la fin des opérations de vote.

**ARTICLE 109.-** Le dépouillement du scrutin et le recensement des votes se font dans chaque bureau de vote immédiatement après la clôture effective du scrutin, en présence des électeurs qui en manifestent le désir dans la mesure où la salle peut les contenir sans gêne pour le déroulement des opérations.

Elections Cameroon - ELECAM

**ARTICLE 110.-** (1) Cependant, si les nécessités de l'ordre public l'exigent, le président de la commission locale de vote ferme l'urne sous le contrôle des membres de la commission locale de vote et des forces du maintien de l'ordre.

(2) Accompagné des membres de la commission, il transporte l'urne au démembrement communal d'Elections Cameroon.

(3) L'ouverture de l'urne, le dépouillement et le recensement des votes se font alors en présence du responsable du démembrement communal d'Elections Cameroon, ou de son représentant et des membres de la commission locale de vote.

**ARTICLE 111.-** (1) Le dépouillement du scrutin est opéré par les membres de la commission locale de vote, assistés par des scrutateurs désignés.

(2) Les noms des scrutateurs désignés sont consignés au procès-verbal de chaque commission locale de vote.

**ARTICLE 112.-** (1) Le dépouillement est opéré de la manière suivante :

- l'urne est ouverte et le nombre des enveloppes y contenues est vérifié ;

- l'un des scrutateurs extrait le bulletin de chaque enveloppe et le passe déplié à un autre scrutateur ; celui-ci le lit à haute voix ; le nom du candidat ou de la liste de candidats, ou le choix « oui » ou « non » en cas de référendum, porté sur les bulletins est relevé par deux scrutateurs sur des feuilles de pointage préparées à cet effet. Si une enveloppe contient plusieurs bulletins, le vote est nul quand ces

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

bulletins sont différents ; ils ne comptent que pour un seul quand les bulletins sont identiques.

(2) N'entrent pas en compte dans le résultat du dépouillement :

- tous les bulletins qui porteraient des signes, mentions ou signature permettant d'identifier l'électeur ;
- les bulletins contenus dans des enveloppes portant des signes de même nature ou dans des enveloppes autres que celles qui ont été mises à la disposition des électeurs ;
- tous les bulletins autres que ceux imprimés officiellement.

(3) Les bulletins ainsi annulés et, le cas échéant, les enveloppes qui les contenaient sont annexés au procès-verbal où leur nombre est mentionné. Sont également comptés comme nuls et mentionnés au procès-verbal, les bulletins trouvés dans l'urne sans enveloppe et les enveloppes trouvées vides. Les feuilles de pointage sont annexées au procès-verbal.

**ARTICLE 113.-** Immédiatement après le dépouillement, le résultat acquis dans chaque bureau de vote est rendu public.

**ARTICLE 114.-** Les contestations qui peuvent être présentées par les électeurs à l'occasion du dépouillement font l'objet d'une décision de la commission locale de vote. Il en est fait mention au procès-verbal.

**ARTICLE 115.-** (1) Les résultats du scrutin sont immédiatement consignés au procès-verbal. Celui-ci, rédigé en autant d'exemplaires qu'il y a de membres plus deux (02), est clos et signé de ceux-ci.

(2) Un exemplaire du procès-verbal est remis à chaque membre présent de la commission locale de vote l'ayant signé.

Elections Cameroon - ELECAM

(3) L'original est transmis par le président de la commission locale de vote au responsable du démembrement communal d'Elections Cameroon pour archivage. Cet original fait foi.

(4) Un exemplaire est transmis, dans les quarante-huit (48) heures suivant la clôture des opérations de vote, au président de la commission départementale de supervision ou au président de la commission communale de supervision le cas échéant.

**TITRE IV**  
**DISPOSITIONS SPECIFIQUES A L'ELECTION ET**  
**A LA VACANCE A LA PRESIDENCE DE LA**  
**REPUBLIQUE**

**CHAPITRE I**  
**DU MANDAT ET DU MODE DE SCRUTIN**

**ARTICLE 116.-** (1) Le Président de la République est élu pour un mandat de sept (07) ans au suffrage universel direct, égal et secret.

(2) Il est rééligible.

(3) L'élection a lieu au scrutin uninominal majoritaire à un tour, vingt (20) jours au moins et cinquante (50) jours au plus avant l'expiration des pouvoirs du Président de la République en exercice.

(4) Est élu, le candidat ayant obtenu la majorité des suffrages exprimés.

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

## **CHAPITRE II** **DES CONDITIONS D'ELIGIBILITE ET DES** **INCOMPATIBILITES**

**ARTICLE 117.**- Les candidats aux fonctions de Président de la République doivent jouir de la plénitude de leurs droits civiques et politiques et avoir trente-cinq (35) ans révolus à la date de l'élection. Ils doivent être citoyens camerounais d'origine et justifier d'une résidence continue dans le territoire national d'au moins douze (12) mois consécutifs et d'une inscription sur les listes électorales à la date du scrutin.

**ARTICLE 118.**- (1) Sont inéligibles les personnes qui, de leur propre fait, se sont placées dans une situation de dépendance ou d'intelligence vis-à-vis d'une personne, d'une organisation ou d'une puissance étrangères ou d'un Etat étranger.

(2) L'inéligibilité est constatée par le Conseil Constitutionnel dans les trois (03) jours de sa saisine, à la diligence de toute personne intéressée ou du ministère public.

**ARTICLE 119.**- Les fonctions de Président de la République sont incompatibles avec toute autre fonction publique élective ou toute activité professionnelle.

## **CHAPITRE III** **DE LA DECLARATION DE CANDIDATURE**

**ARTICLE 120.**- Les candidats à l'élection du Président de la République sont tenus de faire une déclaration de candidature revêtue de leur signature légalisée.

**ARTICLE 121.**- (1) Les candidats peuvent être :

Elections Cameroon - ELECAM

1°) soit investis par un parti politique ;

2°) soit indépendants, à condition d'être présentés comme candidat à l'élection du Président de la République par au moins trois cents (300) personnalités originaires de toutes les Régions, à raison de trente (30) par Région et possédant la qualité soit de membre du Parlement ou d'une Chambre Consulaire, soit de Conseiller Régional ou de Conseiller Municipal, soit de Chef Traditionnel de premier degré.

(2) Le candidat investi par un parti politique non représenté à l'Assemblée Nationale, au Sénat, dans un Conseil régional ou dans un Conseil Municipal doit également remplir les conditions prévues à l'alinéa (1) ci-dessus applicables aux candidats indépendants.

Lesdites personnalités doivent apposer leurs signatures légalisées par les autorités administratives territorialement compétentes sur les lettres de présentation. Une même personnalité ne peut apposer qu'une seule signature et pour un seul candidat.

**ARTICLE 122.-** (1) Les déclarations de candidature doivent indiquer :

- les noms, prénoms, date et lieu de naissance, profession et domicile des intéressés ;
- la couleur, le signe et le titre choisis pour l'impression des bulletins de vote.

(2) La déclaration de candidature est accompagnée :

- de la liste de 300 signatures des personnalités requises à l'article 118 ci-dessus, le cas échéant ;
- d'un extrait d'acte de naissance du candidat datant de moins de trois (03) mois ;
- de la lettre de présentation et d'investiture du parti

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

- cautionnant la candidature du postulant, le cas échéant ;
- d'une déclaration sur l'honneur par laquelle le candidat s'engage à respecter la Constitution ;
- d'un bulletin n°3 du casier judiciaire datant de moins de trois (03) mois;
- d'un certificat d'imposition ou de non imposition;
- d'un certificat de nationalité ;
- de l'original du certificat de versement du cautionnement.

(3) Est interdit le choix d'emblème comportant à la fois les trois couleurs : VERT, ROUGE, JAUNE.

**ARTICLE 123.-** (1) Les déclarations de candidature doivent être faites en double exemplaire, dans les dix (10) jours suivant la convocation du corps électoral.

(2) Les déclarations de candidature sont faites auprès de la Direction Générale des Elections. Elles peuvent également être faites auprès des démembrements régionaux d'Elections Cameroon, qui les transmettent dans les vingt-quatre (24) heures à la Direction Générale des Elections.

(3) Copie en est immédiatement tenue au Conseil Constitutionnel par le candidat ou son mandataire, contre accusé de réception.

(4) Les déclarations de candidature peuvent également être faites par lettre recommandée, avec accusé de réception, adressée à la Direction Générale des Elections avec copie au Conseil Constitutionnel, à condition qu'elles y parviennent dans le délai prévu à l'alinéa 1 ci-dessus.

(5) Lorsque les déclarations de candidature sont déposées, il en est donné récépissé provisoire. Lorsqu'elles sont adressées par lettre recommandée, l'accusé de réception en tient lieu.

Elections Cameroon - ELECAM

**ARTICLE 124.-** (1) Le candidat doit verser au Trésor public un cautionnement fixé à trente millions (30 000 000) de francs.

(2) Suite au versement visé à l'alinéa 1, il est établi en triple exemplaire, par les services du Trésor, un certificat dudit versement. Un de ces exemplaires doit être immédiatement transmis par les services du trésor au Conseil Constitutionnel ; l'original et l'autre exemplaire sont remis au candidat.

**ARTICLE 125.-** (1) Le Conseil Electoral peut accepter ou déclarer irrecevable une candidature.

(2) La notification de la décision motivée de rejet d'une candidature est faite à l'intéressé par le Directeur Général des Elections. Une copie de ladite décision est immédiatement communiquée au Conseil Constitutionnel.

(3) La décision de rejet d'une candidature ou celle portant publication des candidatures peut faire l'objet d'un recours devant le Conseil Constitutionnel, dans les conditions fixées par les articles 128, 129 et 130 ci-dessous.

**ARTICLE 126.-** Soixante (60) jours au moins avant la date du scrutin, le Conseil Electoral arrête et publie la liste des candidats. Notification en est faite immédiatement au Conseil Constitutionnel.

**ARTICLE 127.-** (1) Lorsqu'un candidat investi par un parti politique décède avant l'ouverture de la campagne électorale, il peut être remplacé à l'initiative dudit parti.

(2) Le remplacement visé à l'alinéa 1 ci-dessus n'est possible que si la nouvelle candidature est déposée à la Direction Générale des Elections au plus tard le vingtième jour précédant le scrutin.

(3) Les candidats indépendants ne peuvent être remplacés.

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

**ARTICLE 128.-** (1) Si un candidat présenté par un parti politique est déclaré inéligible par le Conseil Constitutionnel après la publication des candidatures, il peut être remplacé par un autre candidat proposé par le même parti. Ce candidat doit remplir les conditions d'éligibilité prévues par la présente loi.

(2) Ce remplacement doit intervenir dans un délai maximum de trois (03) jours suivant la décision du Conseil Constitutionnel.

**ARTICLE 129.-** Les contestations ou les réclamations relatives au rejet ou à l'acceptation des candidatures, ainsi que celles relatives à la couleur, au sigle ou au symbole adoptés par un candidat sont soumises à l'examen du Conseil Constitutionnel par tout candidat, tout parti politique ayant pris part à l'élection ou toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour ladite élection, dans un délai maximum de deux (02) jours suivant la publication des candidatures.

**ARTICLE 130.-** (1) Les contestations ou les réclamations sont faites sur simple requête adressée au Conseil Constitutionnel.

(2) Le recours n'est pas suspensif.

(3) Il en est donné acte par le Conseil Constitutionnel.

(4) Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués.

(5) La requête est communiquée à toutes les parties intéressées par tout moyen rapide, laissant trace écrite puis affichée au Conseil Constitutionnel dans les vingt-quatre (24) heures suivant le dépôt de la requête.

(6) Les mémoires en réponse sont déposés dans les vingt-quatre (24) heures suivant la communication ou l'affichage de la requête. Il en est donné récépissé par le Conseil Constitutionnel.

**ARTICLE 131.-** (1) En cas de contestations ou de réclamations relatives au rejet ou à l'acceptation des candidatures, ainsi que celles relatives à la couleur, au sigle ou au symbole adoptés par un candidat, le Conseil Constitutionnel saisi statue dans un délai maximum de dix (10) jours suivant le dépôt de la requête.

(2) En cas de recours concernant la couleur, le sigle ou le symbole adopté par un candidat, le Conseil Constitutionnel attribue par priorité à chaque candidat sa couleur, son sigle ou son symbole traditionnel, par ordre d'ancienneté du parti qui l'a investi et, dans les autres cas, suivant la date de dépôt de la candidature, le récépissé de dépôt faisant foi.

(3) La décision survenant à la suite d'un recours contre le rejet ou l'acceptation d'une candidature, ainsi que celle relative à la couleur, au sigle et/ou au symbole sont immédiatement notifiées au Conseil Electoral et aux autres parties intéressées.

## **CHAPITRE IV** **DU CONTENTIEUX ELECTORAL**

**ARTICLE 132.-** (1) Le Conseil Constitutionnel veille à la régularité de l'élection présidentielle.

(2) Il statue sur toute requête en annulation totale ou partielle des opérations électorales introduite par tout candidat, tout parti politique ayant pris part à l'élection, ou par toute personne ayant qualité d'agent du Gouvernement pour cette élection.

**ARTICLE 133.-** (1) Toute contestation formulée en application des dispositions de l'article 132 ci-dessus doit parvenir au Conseil Constitutionnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la date de clôture du scrutin.

(2) Le Conseil Constitutionnel peut, s'il le juge nécessaire,

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

entendre tout requérant ou demander la production, contre récépissé, des pièces à conviction.

(3) Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et les moyens allégués. Elle est affichée dans les vingt-quatre (24) heures à compter de son dépôt et communiquée aux parties intéressées, qui disposent d'un délai de quarante-huit (48) heures pour déposer, contre récépissé, leur mémoire en réponse.

**ARTICLE 134.-** Le Conseil Constitutionnel peut, sans instruction contradictoire préalable, rejeter, par décision motivée, les requêtes irrecevables ou ne contenant que des griefs ne pouvant avoir aucune incidence sur les résultats de l'élection.

**ARTICLE 135.-** (1) En cas d'annulation des opérations électorales, notification immédiate en est faite au Ministre chargé de l'administration territoriale et à Elections Cameroon.

(2) Nonobstant les dispositions de l'article 86 de la présente loi, une nouvelle élection est organisée dans un délai de vingt (20) jours au moins et quarante (40) jours au plus, à compter de la date de l'annulation.

(3) Le Président de la République sortant reste en fonction jusqu'à l'élection et à la prestation de serment du Président nouvellement élu et convoque le corps électoral dans les délais prévus à l'alinéa 2 ci-dessus.

**ARTICLE 136.-** Les décisions du Conseil Constitutionnel relatives aux opérations électorales, aux résultats des élections et aux candidatures ne sont susceptibles d'aucun recours.

## **CHAPITRE V** **DE LA PROCLAMATION DES RESULTATS**

**ARTICLE 137.-** Le Conseil Constitutionnel arrête et proclame les résultats de l'élection présidentielle dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la date de clôture du scrutin.

**ARTICLE 138.-** (1) Lorsqu'à l'issue de l'élection, aucun candidat n'est proclamé élu Président de la République, le Président sortant reste en fonction jusqu'à l'élection et à la prestation de serment du Président nouvellement élu.

(2) Dans ce cas, une nouvelle élection est organisée dans les délais prévus à l'article 135 ci-dessus, à compter de l'expiration du délai légal de proclamation des résultats.

**ARTICLE 139.-** (1) Les résultats de l'élection sont publiés suivant la procédure d'urgence, puis insérés au Journal Officiel en français et en anglais.

(2) La publication prévue à l'alinéa 1 est applicable à toute décision du Conseil Constitutionnel modifiant ou annulant lesdits résultats.

## **CHAPITRE VI** **DE LA PRESTATION DE SERMENT**

**ARTICLE 140.-** (1) Le Président de la République élu entre en fonction dès sa prestation de serment. Celle-ci intervient dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de la proclamation des résultats par le Conseil Constitutionnel.

(2) Il prête serment devant le peuple camerounais, en présence des membres du Parlement, du Conseil Constitutionnel

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

et de la Cour Suprême réunis en séance solennelle, dans les formes et termes suivants :

- le Président de l'Assemblée Nationale reçoit le serment après une brève allocution qui se termine par la formule suivante :

« Monsieur le Président de la République, vous engagez-vous sur l'honneur à remplir loyalement les fonctions que le peuple vous a confiées et jurez-vous solennellement devant Dieu et devant les hommes de consacrer toutes vos forces à conserver, protéger et défendre la Constitution et les lois de la République du Cameroun, à veiller au bien général de la Nation, à soutenir et à défendre l'unité, l'intégrité et l'indépendance de la Patrie camerounaise ».

- le Président élu, debout, la main droite levée, face aux membres du Parlement, du Conseil Constitutionnel et de la Cour Suprême, en prend l'engagement en répondant :

**« JE LE JURE ».**

**ARTICLE 141.-** (1) Il est dressé, de l'acte du serment, cinq (05) originaux authentiques signés par le Président de l'Assemblée Nationale et cosignés par les Présidents du Sénat, du Conseil Constitutionnel et de la Cour Suprême.

(2) L'un des originaux de l'acte visé à l'alinéa 1 est conservé par le Secrétariat Général de l'Assemblée Nationale. Trois (3) sont déposés et conservés au rang des archives ou des minutes du greffe, respectivement au Sénat, au Conseil Constitutionnel et à la Cour Suprême.

(3) Un exemplaire est remis au Président de la République.

## **CHAPITRE VII** **DE LA VACANCE A LA PRESIDENCE DE LA** **REPUBLIQUE**

**ARTICLE 142.-** En cas de vacance de la Présidence de la République pour cause de décès, de démission ou d'empêchement définitif constaté par le Conseil Constitutionnel, l'intérim du Président de la République est exercé de plein droit jusqu'à l'élection du nouveau Président par le Président du Sénat, et si ce dernier est, à son tour, empêché, par son suppléant, suivant l'ordre de préséance du Sénat.

**ARTICLE 143.-** (1) En cas de vacance de la Présidence de la République pour cause de démission, le Président démissionnaire en informe la Nation par voie de message.

(2) Le Président de la République remet ensuite sa démission au Président du Conseil Constitutionnel qui en adresse copie au Président du Sénat.

(3) Le message visé à l'alinéa 1 est publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au Journal Officiel en français et en anglais.

(4) L'intérim du Président de la République est assuré conformément aux dispositions de l'article 142 ci-dessus.

**ARTICLE 144.-** (1) Le Président de la République par intérim - le Président du Sénat ou son suppléant - ne peut modifier ni la Constitution, ni la composition du Gouvernement. Il ne peut recourir au référendum ni être candidat à l'élection organisée pour la Présidence de la République.

(2) Toutefois, en cas de nécessité liée à l'organisation de l'élection présidentielle, le Président de la République par intérim

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

peut, après consultation du Conseil Constitutionnel, modifier la composition du Gouvernement.

**ARTICLE 145.-** (1) L'empêchement définitif du Président de la République est constaté par le Conseil Constitutionnel statuant à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres.

(2) Il est saisi à cet effet par le Président de l'Assemblée Nationale, dans les conditions fixées par voie réglementaire.

(3) La déclaration de vacance de la Présidence de la République intervenue conformément aux alinéas 1 et 2 ci-dessus, est publiée par le Conseil Constitutionnel suivant la procédure d'urgence, puis insérée au Journal Officiel en français et en anglais.

**ARTICLE 146.-** Dans les cas visés aux articles 143 et 145 ci-dessus, le scrutin pour l'élection du nouveau Président de la République doit impérativement avoir lieu vingt (20) jours au moins et cent vingt (120) jours au plus après l'ouverture de la vacance.

## **CHAPITRE VIII** **DISPOSITIONS DIVERSES**

**ARTICLE 147.-** Le cautionnement est restitué par le Trésor Public :

- soit au candidat qui retire sa candidature avant l'impression des bulletins de vote. Il est alors restitué sur présentation du certificat de versement du cautionnement et de l'attestation de retrait dûment établie par le Directeur Général des Elections ;

- soit au candidat élu ou ayant obtenu au moins 10 % des suffrages valablement exprimés. Dans ce cas, il est restitué sur présentation du certificat d'obtention des suffrages valablement



exprimés, délivré par le Conseil Constitutionnel et valant titre de paiement.

Dans le cas contraire, le cautionnement reste acquis au Trésor Public.

## **TITRE V**

### **DISPOSITIONS SPECIFIQUES A L'ELECTION DES DEPUTES A L'ASSEMBLEE NATIONALE**

#### **CHAPITRE I DU MANDAT ET DU MODE DE SCRUTIN**

**ARTICLE 148.-** (1) Les députés à l'Assemblée Nationale sont élus au suffrage universel direct et secret, pour un mandat de cinq (05) ans.

(2) Ils sont rééligibles.

(3) L'Assemblée Nationale se renouvelle intégralement tous les cinq (05) ans. L'élection a lieu au plus tard quarante (40) jours avant l'expiration du mandat des députés.

(4) Le mandat des députés commence le jour de l'ouverture de la session ordinaire de plein droit qui suit le scrutin.

(5) L'Assemblée Nationale se réunit de plein droit en session ordinaire le deuxième mardi suivant la proclamation des résultats de l'élection des députés par le Conseil Constitutionnel.

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

**ARTICLE 149.**- (1) Le département constitue la circonscription électorale.

(2) Toutefois, compte tenu de leur situation particulière, certaines circonscriptions peuvent faire l'objet d'un découpage spécial par décret du Président de la République.

**ARTICLE 150.**- (1) L'Assemblée Nationale est composée de cent quatre vingt (180) députés.

(2) Un décret du Président de la République fixe le nombre des députés représentant chaque circonscription électorale.

**ARTICLE 151.**- (1) L'élection se fait au scrutin de liste sans vote préférentiel ni panachage.

(2) Chaque parti politique existant légalement, et désireux de prendre part à l'élection dans une circonscription, présente une liste complète comportant autant de candidats choisis parmi ses membres qu'il y a des sièges à pourvoir.

(3) La constitution de chaque liste de candidats doit tenir compte des différentes composantes sociologiques de la circonscription concernée. Elle doit en outre tenir compte du genre.

**ARTICLE 152.**- (1) L'élection a lieu au scrutin mixte à un tour, comportant un système majoritaire et un système de représentation proportionnelle.

(2) Toutefois, dans les circonscriptions où il n'y a qu'un seul siège à pourvoir, l'élection se fait au scrutin uninominal majoritaire à un tour.

(3) A l'issue du scrutin :

a) dans les circonscriptions à scrutin uninominal, est déclaré

Elections Cameroon - ELECAM

élu le candidat ayant obtenu la majorité des voix, en cas d'égalité des voix, le candidat le plus âgé est proclamé élu ;

b) dans les circonscriptions à scrutin de liste :

- si une liste obtient la majorité absolue des suffrages exprimés, elle se voit attribuer la totalité des sièges à pourvoir ;

si aucune liste n'obtient la majorité absolue des suffrages exprimés, la répartition des sièges se fait de la manière suivante :

\* la liste arrivée en tête se voit attribuer un nombre de sièges égal à la moitié de sièges à pourvoir, arrondi, le cas échéant, à l'entier supérieur ; en cas d'égalité des voix entre deux (2) ou plusieurs listes, ce nombre de sièges arrondi le cas échéant à l'entier supérieur est attribué à la liste dont les candidats ont la moyenne d'âge la plus élevée ;

\* le restant des sièges est réparti aux autres listes par application de la représentation proportionnelle au plus fort reste ; en cas d'égalité des voix, la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée est privilégiée.

(4) Les listes ayant obtenu moins de 5% de suffrages exprimés au niveau de la circonscription ne sont pas admises à la répartition proportionnelle des sièges.

(5) Les sièges sont attribués aux candidats dans l'ordre de présentation sur chaque liste.

**ARTICLE 153.**- Pour chaque siège à pourvoir, il est prévu un candidat titulaire et un candidat suppléant. Le titulaire et le suppléant se présentent en même temps devant les électeurs de la circonscription.

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

**ARTICLE 154.**- Après leur élection, et dans tous les cas de vacance autres que le décès du titulaire, le suppléant est appelé à siéger à l'Assemblée Nationale à la place du titulaire jusqu'à la fin du mandat.

**ARTICLE 155.**- (1) Lorsqu'il se produit une ou plusieurs vacances définitives par suite de décès, démission du titulaire et du suppléant ou de tout autre cause dans une circonscription électorale, il est procédé à des élections partielles dans les douze (12) mois qui suivent la vacance.

(2) Les élections partielles se déroulent à l'échelon de la circonscription électorale concernée, comme précisé aux articles 153 et 154 ci-dessus.

(3) Lorsqu'il se produit une vacance définitive dans une circonscription électorale ayant plusieurs sièges, l'élection a lieu au scrutin uninominal.

(4) Seuls les partis politiques ayant pris part aux élections générales dans la circonscription électorale concernée peuvent participer aux élections partielles.

(5) Il n'y a pas lieu à l'élection partielle si la vacance se produit moins d'un an avant la fin de la législature.

## **CHAPITRE II** **DES CONDITIONS D'ELIGIBILITE**

**ARTICLE 156.**- Peut être candidat aux élections des députés à l'Assemblée Nationale, tout citoyen camerounais sans distinction de sexe, jouissant du droit de vote et régulièrement inscrit sur une liste électorale, âgé de vingt-trois (23) ans révolus à la date du scrutin et sachant lire et écrire le français ou l'anglais.

Elections Cameroon - ELECAM

**ARTICLE 157.**- L'étranger qui a acquis la nationalité camerounaise par naturalisation n'est éligible qu'à l'expiration d'un délai de dix (10) ans à compter de la date d'acquisition.

**ARTICLE 158.**- (1) Sont inéligibles les personnes qui, de leur propre fait, se sont placées dans une situation de dépendance ou d'intelligence vis-à-vis d'une personne, d'une organisation, d'une puissance étrangère ou d'un Etat étranger.

(2) L'inéligibilité est constatée par le Conseil Constitutionnel dans les trois (03) jours de sa saisine, à la diligence de toute personne intéressée ou du ministère public.

**ARTICLE 159.**- (1) Sont également inéligibles et ne peuvent être candidats aux élections des députés à l'Assemblée Nationale, pendant l'exercice de leurs fonctions et pendant les six (06) mois qui suivent la cessation de ces fonctions par démission, destitution, mutation ou de toute autre manière, les personnels des services concourant à la défense et à la sécurité du territoire, notamment de la sûreté et de la police, ainsi que les militaires et assimilés des forces armées.

(2) Cette inéligibilité s'applique dans les mêmes conditions aux personnes exerçant ou ayant exercé pendant une durée d'au moins six (06) mois les fonctions visées à l'alinéa 1 ci-dessus, sans être ou sans en avoir été titulaires.

**ARTICLE 160.**-(1) Tout fonctionnaire élu député est de plein droit en position de détachement auprès de l'Assemblée Nationale pendant la durée de son mandat.

(2) Pour l'agent public relevant du Code du Travail élu député, le contrat de travail est suspendu pour la durée de son mandat.

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

**ARTICLE 161.-** (1) Les conditions d'éligibilité doivent continuer d'être remplies, pour le député et pour le suppléant, pendant toute la durée du mandat.

(2) Est déchu de plein droit de sa qualité de député ou de suppléant celui dont l'inéligibilité se révèle postérieurement à la proclamation des résultats de l'élection ou qui, pendant la durée du mandat, se trouve ne plus être éligible dans les conditions fixées par la présente loi.

(3) La déchéance du député est constatée par le Conseil Constitutionnel à la diligence du bureau de l'Assemblée Nationale. Celle du suppléant est d'office.

(4) En cas de condamnation définitive postérieure à l'élection et entraînant une privation du droit d'éligibilité, la déchéance est constatée par le Conseil Constitutionnel.

### **CHAPITRE III** **DES INCOMPATIBILITES**

**ARTICLE 162.-** (1) L'exercice du mandat de député à l'Assemblée Nationale est incompatible avec les fonctions de membre du Gouvernement ou assimilés, de membre du Conseil Constitutionnel et de membre du Conseil Economique et Social.

(2) Le mandat de député est également incompatible avec celui de sénateur, avec les fonctions de maire, de délégué du Gouvernement auprès d'une communauté urbaine, de président du conseil régional, avec toute fonction publique non électorale et avec les fonctions de président de chambre consulaire, de président du conseil d'administration ou de statut de salarié dans un établissement public ou une entreprise du secteur public et parapublic.

Elections Cameroon - ELECAM

**ARTICLE 163.**- (1) L'accession à l'une des fonctions visées à l'article 162 ci-dessus entraîne la vacance du poste de député.

(2) Il est interdit à tout député de faire ou de laisser suivre son nom de l'indication de sa qualité dans une publicité relative à une entreprise financière, industrielle ou commerciale.

## **CHAPITRE IV** **DES DECLARATIONS DE CANDIDATURE**

**ARTICLE 164.**- (1) Les candidatures font l'objet, dans les quinze (15) jours suivant la convocation du corps électoral, d'une déclaration en triple exemplaire, revêtue des signatures légalisées des candidats.

(2) Cette déclaration est déposée et enregistrée, contre récépissé, à la Direction Générale des Elections ou au niveau du démembrement départemental d'Elections Cameroon de la circonscription concerné. Copie en est immédiatement tenue au Conseil Constitutionnel par le candidat ou le mandataire, contre accusé de réception.

(3) Les déclarations de candidature déposées au niveau du démembrement départemental d'Elections Cameroon sont transmises sans délai à la Direction Générale des Elections.

(4) La déclaration de candidature mentionne :

- les nom, prénoms, date et lieu de naissance, filiation, profession et domicile des candidats ;
- le titre de la liste et le parti politique auquel elle se rattache ;
- le signe choisi pour l'impression des bulletins de vote ou pour identifier le parti ;

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

- le nom du mandataire de la liste, candidat ou non et l'indication de son domicile ;
- les indications sur la prise en compte des composantes sociologiques de la circonscription dans la constitution de la liste ;
- les indications sur la prise en compte du genre dans la constitution de la liste.

(5) Est interdit le choix d'un emblème comportant à la fois les trois (3) couleurs : vert, rouge, jaune.

**ARTICLE 165.**- La déclaration de candidature est accompagnée, pour chaque candidat titulaire ou suppléant :

- d'un extrait d'acte de naissance datant de moins de trois (03) mois ;
- d'un certificat de nationalité ;
- d'un bulletin n° 3 du casier judiciaire datant de moins de trois (03) mois ;
- d'une déclaration par laquelle chaque candidat titulaire ou suppléant certifie sur l'honneur qu'il n'est candidat que sur cette liste et qu'il ne se trouve dans aucun cas d'inéligibilité prévu par la loi ;
- d'un certificat d'imposition ou de non imposition ;
- d'une attestation d'inscription sur une liste électorale ;
- de l'original de versement du cautionnement ;
- d'une attestation par laquelle le parti politique investit l'intéressé en qualité de candidat.

**Art. 166** - (nouveau) (1) Le candidat titulaire et son suppléant doivent conjointement verser au trésor public un cautionnement fixé à un

## Elections Cameroon - ELECAM

million de FCFA, selon les formes et modalités prévues par l'article 124 alinéa 2.

(2) Le cautionnement est restitué par le trésor public dans les cas visés à l'article 147 de la présente loi.

**ARTICLE 167.-** Les dispositions des articles 125, 126, 127, 128, 129, 130 et 131 de la présente loi relatives aux déclarations de candidature, aux contestations, aux réclamations en cas de rejet ou d'acceptation d'une candidature, ainsi qu'à celles portant sur la couleur, le sigle ou le symbole adopté par un candidat ou une liste de candidats, s'appliquent à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale.

## **CHAPITRE V** **DU CONTENTIEUX ELECTORAL** **ET DE LA PROCLAMATION DES RESULTATS**

**ARTICLE 168.-** (1) Le Conseil Constitutionnel veille à la régularité de l'élection des députés à l'Assemblée Nationale. Il en proclame les résultats dans un délai maximal de vingt (20) jours à compter de la date de clôture du scrutin.

(2) Le contentieux électoral et l'organisation, le cas échéant, d'une nouvelle élection se font en application des dispositions des articles 132 à 136 de la présente loi.

(3) Le procès-verbal des opérations électorales et de proclamation des résultats est dressé par le Conseil Constitutionnel en quadruple exemplaire dont il conserve l'original. Les autres exemplaires sont transmis au ministère chargé de l'administration territoriale, à l'Assemblée Nationale et au Conseil Electoral.

Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012

## **TITRE VI** **DISPOSITIONS SPECIFIQUES A L'ELECTION** **DES CONSEILLERS MUNICIPAUX**

### **CHAPITRE I** **DU MANDAT ET DU MODE DE SCRUTIN**

**ARTICLE 169.-** (1) Les conseillers municipaux sont élus pour cinq (05) ans au suffrage universel, direct et secret.

(2) Ils sont rééligibles.

(3) L'élection a lieu au plus tard vingt (20) jours avant l'expiration du mandat des conseillers municipaux.

(4) Le mandat des conseillers municipaux commence le jour de la première session du conseil municipal de plein droit qui suit la proclamation des résultats de l'élection. Ladite session de plein droit se tient le deuxième mardi suivant la proclamation des résultats.

**ARTICLE 170.-** (1) Les conseils municipaux sont renouvelés intégralement tous les cinq (05) ans à la même date.

(2) Toutefois, en cas de nécessité, le Président de la République peut, par décret, proroger ou abréger le mandat des conseillers municipaux pour une durée n'excédant pas dix-huit (18) mois, après consultation du Gouvernement et du Bureau du Sénat.

**ARTICLE 171.-** (1) L'élection des conseillers municipaux a lieu au scrutin de liste, sans vote préférentiel ni panachage.

(2) Chaque commune constitue une circonscription électorale.

(3) La constitution de chaque liste doit tenir compte :

Elections Cameroon - ELECAM

- des différentes composantes sociologiques de la commune concernée ;

- du genre.

**ARTICLE 172.-** (1) Le scrutin pour l'élection des conseillers municipaux est un scrutin mixte à un (01) tour, comportant un système majoritaire et un système de représentation proportionnelle.

(2) A l'issue du scrutin :

- lorsqu'une liste a obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, elle est proclamée élue et remporte la totalité des sièges à pourvoir ;

- lorsqu'aucune liste n'a obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, la répartition des sièges se fait ainsi qu'il suit :

- la liste arrivée en tête se voit attribuer un nombre de sièges égal à la moitié des sièges à pourvoir, arrondi, le cas échéant, à l'entier supérieur ; en cas d'égalité des voix entre deux (02) ou plusieurs listes, ce nombre de sièges arrondi le cas échéant, est attribué à la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée ;

- le restant des sièges est réparti aux autres listes, y compris celle ayant obtenu la majorité relative, par application de la représentation proportionnelle suivant la règle du plus fort reste ; en cas d'égalité des voix, la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée est privilégiée.

(3) Les listes ayant obtenu moins de 5% des suffrages exprimés au niveau de la circonscription ne sont pas admises à la répartition proportionnelle des sièges.

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

(4) Les sièges sont attribués aux candidats dans l'ordre de présentation sur chaque liste.

**ARTICLE 173.-** (1) Le nombre de conseillers municipaux est fixé ainsi qu'il suit :

- commune de moins de cinquante mille (50.000) habitants : vingt cinq (25) conseillers ;
- commune de cinquante mille (50.000) à cent mille (100.000) habitants : trente et un (31) conseillers ;
- commune de cent mille un (100.001) à deux cent mille (200.000) habitants : trente cinq (35) conseillers ;
- commune de deux cent mille un (200.001) à trois cent mille (300.000) habitants : quarante et un (41) conseillers ;
- commune de plus de trois cent mille (300.000) habitants : soixante et un (61) conseillers.

(2) Le nombre de conseillers municipaux par commune est déterminé par décret du Président de la République, sur la base du recensement officiel de la population précédant immédiatement les élections municipales.

**ARTICLE 174.-**(1) Des élections municipales partielles ont lieu lorsqu'un conseil municipal a perdu au moins les 2/5<sup>ème</sup> de ses membres. Dans ce cas, les partis politiques ayant présenté une liste de candidats aux élections municipales générales sont seuls habilités à présenter une liste de candidats complémentaire.

(2) Il n'y a pas lieu à l'élection partielle si les cas de vacance visés à l'alinéa 1 ci-dessus surviennent moins d'un an avant la fin du mandat des conseillers municipaux.

## **CHAPITRE II** **DES CONDITIONS D'ELIGIBILITE ET DES** **INCOMPATIBILITES**

**ARTICLE 175.-** (1) Peut être candidat aux élections municipales, tout citoyen camerounais sans distinction de sexe, jouissant du droit de vote et régulièrement inscrit sur une liste électorale, âgé de vingt-trois (23) ans révolus à la date du scrutin, sachant lire et écrire le français ou l'anglais, et justifiant d'une résidence effective d'au moins six (6) mois sur le territoire de la commune concernée.

(2) Les personnes non résidentes peuvent être candidates si elles justifient d'un domicile d'origine dans le territoire de la commune concernée.

(3) L'étranger qui a acquis la nationalité camerounaise par naturalisation n'est éligible qu'à l'expiration d'un délai de dix (10) ans à compter de la date d'acquisition.

**ARTICLE 176.-** (1) Sont inéligibles les personnes, qui de leur propre fait, se sont placées dans une situation de dépendance ou d'intelligence vis-à-vis d'une personne, d'une organisation, d'une puissance étrangère ou d'un Etat étranger.

(2) L'inéligibilité est constatée par la juridiction administrative compétente dans les trois (03) jours de sa saisine, à la diligence de toute personne intéressée ou du ministère public.

**ARTICLE 177.-** (1) Sont également inéligibles et ne peuvent être candidats aux élections des conseillers municipaux, pendant l'exercice de leurs fonctions et pendant les six (06) mois qui suivent la cessation de ces fonctions par démission, destitution, mutation ou de toute autre manière, les personnels des services concourant à la

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

défense et à la sécurité du territoire, notamment de la sûreté et de la police, ainsi que les militaires et assimilés des forces armées.

(2) Cette inéligibilité s'applique également dans les mêmes conditions aux personnes exerçant ou ayant exercé, pendant une durée d'au moins six (06) mois, les fonctions visées à l'alinéa 1 ci-dessus, sans être ou sans en avoir été titulaires.

**ARTICLE 178.-** (1) Est déchu de plein droit de sa qualité de conseiller municipal, celui dont l'inéligibilité se révèle postérieurement à la proclamation des résultats des élections ou qui, pendant la durée de son mandat, ne réunit plus les conditions d'éligibilité prévues par la loi.

(2) La déchéance est prononcée, suite à une délibération du conseil municipal, par arrêté du ministre chargé des collectivités territoriales décentralisées. Ledit arrêté peut faire l'objet de recours devant la juridiction administrative compétente.

**ARTICLE 179.-** (1) Ne peuvent exercer le mandat de conseiller municipal dans le ressort de leur circonscription administrative, pendant l'exercice de leurs fonctions :

- les Gouverneurs ;
- les secrétaires généraux et inspecteurs généraux dans les services du gouverneur ;
- les préfets, sous-préfets et leurs adjoints.

(2) Ne peuvent également exercer le mandat de conseiller municipal dans le territoire d'exercice de leurs fonctions :

- les fonctionnaires de police, les gendarmes, les militaires, les personnels de l'administration pénitentiaire et assimilés ;

Elections Cameroon - ELECAM

- les secrétaires généraux de mairie, les receveurs municipaux et les chefs de service municipaux ;
- les magistrats.

**ARTICLE 180.**- (1) Tout conseiller municipal qui, pour une cause survenue postérieurement à son élection, se trouve dans un des cas d'incompatibilité prévue par la loi, doit opter pour son mandat municipal ou pour la fonction concernée. Faute d'option dans les quinze (15) jours suivant l'accession à ladite fonction, il est déclaré démissionnaire par arrêté du ministre chargé des collectivités territoriales décentralisées.

(2) Nul ne peut être candidat sur plus d'une liste, ni membre de plus d'un conseil municipal.

### **CHAPITRE III** **DES DECLARATIONS DE CANDIDATURE**

**ARTICLE 181.**- (1) Les candidatures font l'objet, dans les quinze (15) jours suivant la convocation du corps électoral, d'une déclaration en trois (03) exemplaires, revêtue des signatures légalisées des candidats, auprès du démembrement communal d'Elections Cameroon. Cette déclaration est déposée contre récépissé.

- (2) La déclaration de candidature mentionne :
- les noms, prénoms, date et lieu de naissance, filiation et profession des candidats ;
  - le titre de la liste et le parti politique auquel elle se rattache ;
  - le signe choisi pour l'impression des bulletins de vote ou pour identifier le parti ;

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

- le nom du mandataire de la liste, candidat ou non, et l'indication de son domicile ;
- les indications sur la prise en compte des composantes sociologiques dans la constitution de la liste ;
- les indications sur la prise en compte du genre dans la constitution de la liste.

(3) Est interdit, le choix d'emblème comportant à la fois les trois (3) couleurs : vert, rouge, jaune.

**ARTICLE 182.-** La déclaration de candidature est accompagnée pour chaque candidat :

- d'un extrait d'acte de naissance datant de moins de trois (03) mois ;
- d'un certificat de nationalité ;
- d'un bulletin n° 3 du casier judiciaire datant de moins de trois (03) mois ;
- d'une déclaration par laquelle l'intéressé certifie sur l'honneur qu'il n'est candidat que sur cette liste et qu'il ne se trouve dans aucun cas d'inéligibilité prévu par la loi ;
- d'un certificat d'imposition ou de non imposition ;
- d'une attestation d'inscription sur une liste électorale ;
- d'une attestation de domicile ou de résidence dans la commune concernée délivrée par l'autorité administrative compétente ;
- de l'original du certificat de paiement du cautionnement ;
- d'une attestation par laquelle le parti politique investit l'intéressé en qualité de candidat.

Elections Cameroon - ELECAM

**ARTICLE 183.**- Chaque candidat doit payer au Trésor Public un cautionnement fixé à cinquante mille (50.000) francs. Un certificat de paiement du cautionnement est établi en triple exemplaire par les services du Trésor.

**ARTICLE 184.**- N'est pas recevable, toute liste :

- incomplète ;
- non accompagnée des pièces et indications visées par la présente loi ;
- comportant des candidats non membres du parti politique concerné.

**ARTICLE 185.**- (1) Dans les cinq (05) jours qui suivent le dépôt, le démembrement communal d'Elections Cameroon s'assure que la liste des candidats est conforme aux prescriptions de la présente loi.

(2) Dans tous les cas, il transmet au Directeur Général des Elections, dans les délais visés à l'alinéa 1 ci-dessus, toutes les déclarations de candidatures reçues, assorties éventuellement de ses observations.

**ARTICLE 186.**- Aucun retrait de candidat, ni aucune modification de la déclaration de candidature n'est admis (e) après le dépôt de la liste.

**ARTICLE 187.**- Soixante (60) jours au moins avant la date du scrutin, le Conseil Electoral arrête et publie les listes des candidats.

**ARTICLE 188.**- Si un candidat figurant sur une liste décède ou est déclaré inéligible, il peut être remplacé par un autre, dans les formes prévues pour la déclaration des candidatures, au plus tard trente (30) jours avant le scrutin.

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

**ARTICLE 189.-** (1) La décision d'acceptation ou de rejet d'une liste de candidats peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative compétente, par un candidat, le mandataire de la liste intéressée ou de toute autre liste, ou par tout électeur inscrit sur la liste électorale de la commune concernée.

(2) Les contestations ou réclamations sont faites sur simple requête, dans un délai maximum de cinq (05) jours suivant la publication des listes de candidats.

**ARTICLE 190.-** (1) La juridiction administrative **compétente** statue dans un délai maximum de cinq (05) jours suivant sa saisine.

(2) La décision de la juridiction administrative compétente est immédiatement notifiée au Conseil Electoral d'Elections Cameroon, pour exécution, et aux autres parties intéressées.

## **CHAPITRE IV** **DU RECENSEMENT DES VOTES** **ET DE LA PROCLAMATION DES RESULTATS**

**ARTICLE 191.-** (1) Il est créé au niveau de chaque commune, une commission communale de supervision composée ainsi qu'il suit :

**Président :** une personnalité désignée par le Directeur Général des Elections.

**Membres :**

- trois (03) représentants de l'Administration, désignés par le Préfet ;
- un (01) représentant de chaque parti politique ayant pris part à l'élection ;

Elections Cameroon - ELECAM

- trois (03) représentants d'Élections Cameroon, désignés par le Directeur Général des Elections.

(2) La composition de la commission communale de supervision est constatée par le Directeur Général des Elections.

**ARTICLE 192.**- La commission communale de supervision est chargée de la centralisation, de la vérification des décomptes des votes au vu des procès-verbaux et pièces annexes transmis par les commissions locales de vote. Elle procède, le cas échéant, à la rectification, au redressement ou à l'annulation desdits procès-verbaux.

**ARTICLE 193.**- (1) La Commission communale de supervision proclame les résultats des élections municipales au niveau de la circonscription électorale concernée, dans un délai maximal de soixante douze (72) heures à compter de la clôture du scrutin.

(2) Les travaux de la commission communale de supervision sont consignés dans un procès-verbal signé de tous les membres de la commission présents. Chacun des membres signataires en reçoit un exemplaire.

(3) Une copie dudit procès-verbal est transmise au Préfet territorialement compétent pour acheminement au Ministre chargé des collectivités territoriales décentralisées. Une copie est également transmise à la Direction Générale des Elections.

## **CHAPITRE V** **DU CONTENTIEUX ELECTORAL**

**ARTICLE 194.**- (1) Tout électeur, tout candidat ou toute personne ayant la qualité d'agent du Gouvernement pour l'élection, peut

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

réclamer l'annulation des opérations électorales de la commune concernée, devant la juridiction administrative compétente.

(2) Les contestations font l'objet d'une simple requête et doivent intervenir dans un délai maximum de cinq (05) jours à compter de la proclamation des résultats par la commission communale de supervision.

(3) La juridiction administrative compétente statue dans un délai de quarante (40) jours à compter de sa saisine.

**ARTICLE 195.**- (1) Les conseillers municipaux dont l'élection est contestée restent en fonction jusqu'à l'intervention d'une décision ayant acquis l'autorité de la chose jugée.

(2) Dans le cas où l'annulation de tout ou partie des élections est devenue définitive, des élections partielles ont lieu dans les soixante (60) jours suivant l'annulation.

(3) Seules les listes de candidats en lice aux élections municipales générales sont habilitées à prendre part à ces élections partielles.

## **CHAPITRE VI** **DISPOSITIONS DIVERSES**

**ARTICLE 196.**- (1) Le cautionnement est restitué au candidat :

- déclaré inéligible avant l'impression des bulletins de vote ;
- dont la candidature est définitivement déclarée irrecevable ;
- dont la liste a obtenu au moins 5% des suffrages exprimés dans la commune concernée. Dans ce cas, la copie du procès-verbal de proclamation des résultats délivrée par la

Elections Cameroon - ELECAM

commission communale de supervision compétente vaut ordre de paiement.

(2) Le cautionnement visé à l'alinéa 1 ci-dessus peut éventuellement être retiré par le mandataire du candidat ou de la liste de candidats.

(3) Dans tous les cas autres que ceux mentionnés à l'alinéa 1 ci-dessus, le cautionnement est acquis au Trésor Public.

## **TITRE VII** **DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU REFERENDUM**

### **CHAPITRE I** **DISPOSITIONS PRELIMINAIRES**

**ARTICLE 197.**- Le Président de la République, après consultation du Président du Conseil Constitutionnel, du Président de l'Assemblée Nationale et du Président du Sénat, peut soumettre au référendum tout projet de réforme qui, bien que relevant du domaine de la loi, serait susceptible d'avoir des répercussions profondes sur l'avenir de la Nation et les institutions nationales.

- Il en est ainsi notamment :
- des projets de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics ou sur la révision de la Constitution ;
- des projets de loi tendant à la ratification des accords ou des traités internationaux présentant, par leurs conséquences, une importance particulière ;

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

- de certains projets de réforme portant sur le statut des personnes et le régime des biens.

**ARTICLE 198.**- Le projet de loi soumis au référendum est annexé au décret convoquant le corps électoral. Ledit projet fait l'objet d'une large diffusion.

**ARTICLE 199.**- Le projet de loi soumis au référendum est adopté à la majorité des suffrages exprimés.

**ARTICLE 200.**- Les dispositions des articles 197 et 198 ci-dessus s'appliquent également aux projets et propositions de loi de révision de la Constitution soumis au référendum.

## **CHAPITRE II** **DE LA CAMPAGNE REFERENDAIRE**

**ARTICLE 201.**- Les dispositions des articles 87 à 95 ci-dessus s'appliquent à la campagne en vue du référendum, sous réserve de celles du présent chapitre.

**ARTICLE 202.**- (1) Peuvent être autorisés, sur leur demande, à participer à la campagne organisée en vue du référendum :

- les partis politiques représentés à l'Assemblée Nationale et/ou au Sénat ;
- les partis politiques ayant obtenu au moins 5% des suffrages exprimés dans au moins une circonscription au cours de la dernière élection des députés et/ou des sénateurs.

(2) La demande visée à l'alinéa 1 ci-dessus mentionne :

Elections Cameroon - ELECAM

- l'adresse complète du parti ;
- les nom et prénom du représentant légal ou du mandataire du parti politique et l'indication de son domicile ;
- l'option choisie, "OUI" ou "NON", par rapport au projet soumis au référendum.

**ARTICLE 203.-** (1) Les demandes de participation à la campagne référendaire, revêtues de la signature légalisée du représentant légal ou du mandataire du parti, doivent être accompagnées de l'original du certificat de paiement au Trésor Public du cautionnement d'un million (1.000.000) de francs.

(2) Elles sont faites en double exemplaire et déposées à la Direction Générale des Elections dans les quinze (15) jours suivant la convocation du corps électoral. Copie en est immédiatement tenue au Conseil Constitutionnel par le représentant légal ou le mandataire du parti contre accusé de réception.

**ARTICLE 204.-** (1) Le Conseil Electoral peut accepter ou déclarer irrecevable toute demande de participation à la campagne référendaire. Notification de la décision motivée de rejet ou d'acceptation d'une demande est faite au représentant ou au mandataire du parti. Mention de cette décision est consignée dans un procès-verbal immédiatement communiqué au Conseil Constitutionnel.

(2) La décision de rejet ou d'acceptation d'une demande de participation à une campagne référendaire peut faire l'objet de recours devant le Conseil Constitutionnel, dans les conditions et délais fixés aux articles 132, 133 et 134 de la présente loi.

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

### **CHAPITRE III** **DES OPERATIONS REFERENDAIRES**

**ARTICLE 205.**- Les bulletins de vote mis à la disposition des électeurs sont de couleurs différentes, et portent respectivement, en caractères identiques, les mentions « OUI » ou « NON ».

**ARTICLE 206.**- Les électeurs se prononcent par "OUI" ou par "NON" sur le projet ou la proposition soumis(e) au référendum.

**ARTICLE 207.**- Les autres opérations référendaires se déroulent conformément aux articles 98 à 107 de la présente loi.

**ARTICLE 208.**- Pour le recensement des votes, il est fait application des articles 68 et 69 de la présente loi.

### **CHAPITRE IV** **DU CONTENTIEUX DES OPERATIONS** **REFERENDAIRES**

**ARTICLE 209.**- (1) Le Conseil Constitutionnel veille à la régularité des consultations référendaires.

(2) Il examine et tranche définitivement toutes les réclamations et contestations relatives aux opérations référendaires.

**ARTICLE 210.**- En cas de contestation sur la régularité d'une consultation référendaire, le Conseil Constitutionnel peut être saisi par le Président de la République, le Président de l'Assemblée Nationale ou le Président du Sénat, un tiers des députés ou un tiers des sénateurs, dans les conditions et formes prévues aux articles 133 et 134 ci-dessus.

**ARTICLE 211.**- Dans le cas où le Conseil Constitutionnel constate

l'existence d'irrégularités dans le déroulement des opérations référendaires, il peut, eu égard à leur incidence sur les résultats, soit maintenir lesdites opérations, soit prononcer leur annulation totale ou partielle.

## **CHAPITRE V** **DE LA PROCLAMATION DES RESULTATS**

**ARTICLE 212.**- (1) Le Conseil Constitutionnel proclame les résultats du référendum dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de clôture du scrutin.

(2) Il en dresse procès-verbal en double exemplaire et en conserve l'original, l'autre exemplaire étant transmis au Président de la République.

**ARTICLE 213.**- (1) Le projet ou la proposition de loi est adopté (e) si, à l'issue du référendum, le « OUI » emporte la majorité des suffrages valablement exprimés.

(2) Le Président de la République promulgue la loi adoptée dans les quinze (15) jours suivant la transmission du procès-verbal de proclamation des résultats.

(3) Ladite loi est précédée de la mention ci-après :

- « Le Peuple Camerounais a adopté par référendum du...., le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit ».

Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012

## **TITRE VIII**

# **DISPOSITIONS RELATIVES A L'ELECTION DES SENATEURS**

## **CHAPITRE I** **DISPOSITIONS PRELIMINAIRES**

**ARTICLE 214.-** (1) Chaque Région est représentée au Sénat par dix (10) sénateurs dont sept (07) sont élus au suffrage universel indirect sur la base régionale et trois (03) nommés par décret du Président de la République.

(2) La durée du mandat des sénateurs est de cinq (05) ans.

(3) Les sénateurs élus sont rééligibles.

(4) Le mandat des sénateurs nommés est renouvelable.

**ARTICLE 215-** (1) Le mandat des sénateurs commence le jour de l'ouverture de la session ordinaire qui suit le scrutin, date à laquelle expire le mandat des sénateurs antérieurement en fonction.

(2) Le Sénat se réunit de plein droit en session ordinaire le troisième mardi suivant la proclamation des résultats des élections sénatoriales par le Conseil Constitutionnel.

(3) Le décret prévu à l'article 214 alinéa 1 ci-dessus intervient dans un délai maximal de dix (10) jours suivant la proclamation des résultats par le Conseil Constitutionnel.

**ARTICLE 216.-**(1) Le Sénat se renouvelle intégralement tous les cinq (05) ans.

Elections Cameroon - ELECAM

(2) L'élection des sénateurs a lieu au plus tard quarante (40) jours avant l'expiration du mandat.

## **CHAPITRE II** **DU MODE DE SCRUTIN**

**ARTICLE 217.-** (1) Chaque Région constitue une circonscription électorale.

(2) L'élection des sénateurs a lieu au scrutin de liste, sans vote préférentiel ni panachage.

**ARTICLE 218.-** (1) Le scrutin pour l'élection des sénateurs est un scrutin mixte à un tour, comportant un système majoritaire et un système de représentation proportionnelle.

(2) Chaque parti politique prenant part à l'élection présente une liste complète de sept (07) candidats choisis parmi ses membres. Pour chaque siège, il est prévu un candidat titulaire et un candidat suppléant. Le titulaire et le suppléant se présentent en même temps devant le collège électoral.

(3) La constitution de chaque liste doit tenir compte :

- des différentes composantes sociologiques dans la Région ;
- du genre.

(4) Lorsqu'une liste a obtenu la majorité absolue des suffrages valablement exprimés, elle est proclamée élue et remporte la totalité des sept (07) sièges mis en compétition.

(5) Lorsqu'aucune liste n'a obtenu la majorité absolue des

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

suffrages exprimés, il est attribué à la liste ayant la majorité relative la moitié des sièges à pourvoir arrondi à l'entier supérieur, soit quatre (04) sièges.

(6) En cas d'égalité de suffrages entre les listes arrivées en tête, ces quatre (04) sièges sont répartis à égalité entre lesdites listes. Le cas échéant, le siège supplémentaire est attribué à la liste dont les candidats ont la moyenne d'âge la plus élevée.

(7) L'attribution visée aux alinéas 5 et 6 ci-dessus étant opérée, les trois (03) autres sièges sont répartis entre toutes les listes, y compris celles ayant obtenu la majorité relative à la représentation proportionnelle, suivant la règle du plus fort reste. Sont exclues de cette répartition, les listes ayant obtenu moins de 5% des suffrages exprimés au niveau de la Région.

(8) Les sièges sont attribués aux candidats dans l'ordre de présentation sur chaque liste.

(9) Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats.

**ARTICLE 219.-** (1) En cas de décès d'un sénateur élu et conformément aux dispositions de l'article 155 ci-dessus, il est procédé à des élections partielles à l'échelon de la région concernée.

(2) Les élections partielles se déroulent comme il est précisé à l'article 218 ci-dessus. Toutefois, s'il n'y a qu'un seul siège vacant à pourvoir, l'élection se fait au scrutin uninominal majoritaire à un tour.

(3) En cas de décès d'un sénateur nommé, un nouveau

sénateur est nommé pour achever le mandat, à la diligence du Président du Sénat.

### **CHAPITRE III** **DES CONDITIONS D'ELIGIBILITE ET DES** **INCOMPATIBILITES**

**ARTICLE 220.**- (1) Les candidats à la fonction de sénateur, ainsi que les personnalités nommées à ladite fonction, doivent avoir quarante (40) ans révolus à la date de l'élection ou de la nomination.

(2) Ils doivent être citoyens camerounais d'origine et justifier d'une résidence effective sur le territoire de la région concernée.

**ARTICLE 221.**- Les autres conditions d'éligibilité et les incompatibilités sont les mêmes que celles fixées par les articles 156 à 163 ci-dessus.

### **CHAPITRE IV** **DU COLLEGE ELECTORAL**

**ARTICLE 222.**- (1) Les sénateurs sont élus dans chaque région par un collège électoral composé des conseillers régionaux et des conseillers municipaux.

(2) Les conseillers régionaux et les conseillers municipaux dont l'élection est contestée exercent leur droit de suffrage tant que la juridiction compétente n'a pas rendu une décision définitive.

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

## **CHAPITRE V** **DES LISTES ELECTORALES**

**ARTICLE 223.-** (1) Dans chaque région, la liste des électeurs sénatoriaux du ressort comprenant les conseillers régionaux et les conseillers municipaux, est dressée et actualisée par le démembrement régional d'Élections Cameroon.

(2) Figurent sur ladite liste, suivant un ordre alphabétique, les nom et prénoms, ainsi que les date et lieu de naissance, la nature du mandat électif, la profession et le domicile ou la résidence de chaque électeur.

**ARTICLE 224.-** (1) Dès la publication du décret convoquant le collège électoral, la liste des électeurs sénatoriaux fait l'objet d'une actualisation.

(2) La liste actualisée des électeurs sénatoriaux tient compte, le cas échéant, des additions et retranchements issus notamment des décès, déchéances, élections partielles et de divers cas d'inéligibilité et d'incompatibilité prévus par la loi.

(3) La liste actualisée des électeurs sénatoriaux est publiée trente jours (30) jours au moins avant la date du scrutin. Elle peut être copiée ou communiquée à tout requérant.

## **CHAPITRE VI** **DES CARTES ELECTORALES**

**ARTICLE 225.-** (1) Tout électeur sénatorial reçoit une carte d'électeur sur laquelle figurent obligatoirement ses nom et prénom, date et lieu de naissance, photos, empreintes digitales, nature du mandat électif, filiation, profession, domicile ou résidence.

(2) Les cartes électorales susvisées ne peuvent servir qu'à l'occasion de l'élection des sénateurs.



**ARTICLE 226.**-(1) La distribution des cartes électorales est faite par les démembrements départementaux d'Élections Cameroon, dans les vingt (20) jours qui précèdent le scrutin.

(2) Les cartes non distribuées restent à la disposition de leurs titulaires jusqu'à la clôture du scrutin au siège du démembrement départemental d'Élections Cameroon.

## **CHAPITRE VII** **DES BUREAUX DE VOTE**

**ARTICLE 227.**- (1) Le vote se déroule au chef-lieu de chaque département.

(2) Les membres du collège électoral sont tenus, à peine de déchéance, de prendre part au scrutin.

(3) Toutefois, un membre du collège électoral empêché peut donner procuration à un autre membre. Aucun membre du collège électoral ne peut être porteur de plus d'une procuration.

(4) L'Etat prend en charge les frais afférents à la participation des membres du collège électoral au scrutin suivant les modalités fixées par voie réglementaire.

**ARTICLE 228.**- La liste des bureaux de vote ainsi que la répartition des électeurs au sein desdits bureaux sont fixées par le Directeur Général des Elections.

**ARTICLE 229.**- Le tableau de la liste des bureaux de vote et de la répartition des électeurs sénatoriaux est affiché dans les démembrements départementaux et communaux d'Élections Cameroon, au moins quinze (15) jours avant le scrutin.

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

## **CHAPITRE VIII** **DE LA CONVOCATION DU COLLEGE ELECTORAL** **ET DES DECLARATIONS DE CANDIDATURE**

**Art. 230** - (nouveau) Le collège électoral en vue de l'élection des sénateurs est convoqué par le président de la République, quarante-cinq jours au moins avant la date du scrutin, suivant les modalités prévues aux alinéas (1), (3) et (4) de l'article 86 ci-dessus.

**Art. 231** - (nouveau) (1) Les déclarations de candidature en vue de l'élection des sénateurs se font en application des articles 164 à 166 de la présente loi.

(2) Les dispositions des articles 125, 127, 128, 129, 130 et 131 de la présente loi relatives aux déclarations de candidature, aux contestations, aux réclamations en cas de rejet ou d'acceptation d'une candidature, ainsi qu'à celles portant sur la couleur, le sigle ou le symbole adopté par un candidat ou une liste de candidats, s'appliquent à l'élection des sénateurs.

(3) Quinze jours au moins avant la date du scrutin, le Conseil électoral arrête et publie la liste des candidats. Notification en est faite immédiatement au Conseil Constitutionnel .

## **CHAPITRE IX** **DE LA CAMPAGNE ELECTORALE**

**ARTICLE 232.**- Les dispositions des articles 87 à 95 de la présente loi s'appliquent à la campagne en vue de l'élection des sénateurs.

## **CHAPITRE X** **DES OPERATIONS ELECTORALES**

**ARTICLE 233.**- Sous réserve des dispositions du présent chapitre, les opérations électorales se déroulent conformément aux articles 96 à 115 de la présente loi.

**ARTICLE 234.**- (1) Les résultats de l'élection des sénateurs dans chaque bureau de vote sont consignés au procès-verbal.

(2) Le procès-verbal, rédigé en double exemplaire plus un, est signé par le président et de tous les membres du bureau de vote présents.

Un exemplaire est remis à chaque membre signataire.

(3) Ces deux exemplaires sont transmis au démembrement régional d'Elections Cameroon. Y sont annexés, les bulletins nuls, les enveloppes et les bulletins ayant fait l'objet de contestation, les feuilles de pointage signées par chacun des scrutateurs, ainsi que tout document utile sur le déroulement du scrutin.

(4) Un exemplaire est conservé par le démembrement régional d'Elections Cameroon. L'autre exemplaire est transmis à la commission régionale de supervision, à la diligence du démembrement régional d'Elections Cameroon.

## **CHAPITRE XI** **DU RECENSEMENT DES VOTES**

**ARTICLE 235.**- (1) Il est créé au niveau de chaque région une commission régionale de supervision composée ainsi qu'il suit :

**Président** : un magistrat de la Cour d'Appel, désigné par le Président de la Cour d'Appel du ressort.

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

**Membres :**

- trois (03) représentants de l'Administration, désignés par le Gouverneur ;
- un (01) représentant de chaque parti politique ayant pris part à l'élection ;
- trois (03) représentants d'Elections Cameroon, désignés par le Président du Conseil Electoral.

(2) La composition de la Commission régionale de supervision est constatée par le Président du Conseil Electoral.

**ARTICLE 236.-** (1) La liste des membres de la Commission régionale de supervision est tenue en permanence au démembrement régional d'Elections Cameroon.

(2) Elle peut être consultée par tout électeur de la circonscription.

**ARTICLE 237.-** (1) La Commission régionale de supervision procède à la centralisation, au recensement des votes et à la vérification des opérations de décompte des suffrages, au vu des procès-verbaux transmis par le bureau de vote.

(2) La Commission régionale de supervision ne peut procéder à l'annulation des procès-verbaux visés à l'alinéa 1 ci-dessus

(3) Toutefois, en cas d'erreur de calcul ou de données chiffrées erronées, elle peut redresser les procès-verbaux. Dans ce cas, elle est tenue de motiver sa décision et d'en faire mention dans son procès-verbal.

(4) La Commission régionale de supervision doit faire état dans son procès-verbal de tout cas d'incohérence ou de doute sur la sincérité des opérations. Elle transmet ledit procès-verbal

## Elections Cameroon - ELECAM

accompagné de ses observations à la Commission nationale de recensement général de votes.

**ARTICLE 238.**- Le recensement des votes au niveau national s'effectue conformément aux dispositions des articles 68 et 69 de la présente loi, sous réserve du remplacement des commissions départementales de supervision par les commissions régionales de supervision.

## **CHAPITRE XII** **DU CONTENTIEUX ELECTORAL** **ET DE LA PROCLAMATION DES RESULTATS**

**ARTICLE 239.**- (1) Le Conseil Constitutionnel veille à la régularité de l'élection des sénateurs.

(2) Le contentieux des élections sénatoriales obéit aux dispositions des articles 133 à 136 de la présente loi.

**ARTICLE 240.**- (1) Le Conseil Constitutionnel proclame les résultats de l'élection des sénateurs dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la date de clôture du scrutin.

(2) Le procès-verbal des opérations électorales et de proclamation des résultats est dressé par le Conseil Constitutionnel en quadruple exemplaire dont il conserve l'original. Les trois (03) autres exemplaires sont respectivement transmis au Sénat, au ministère chargé des collectivités territoriales décentralisées et au Conseil Electoral.

(3) Les résultats de l'élection sont publiés suivant la procédure d'urgence, puis insérés au Journal Officiel en français et en anglais.

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

## **CHAPITRE XIII** **DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES**

**ARTICLE 241.**- Le cautionnement versé par les candidats à l'élection des sénateurs est restitué dans les conditions fixées à l'article 147 de la présente loi.

**ARTICLE 242.**- Nonobstant les dispositions de l'article 222 alinéa 1 ci-dessus, au cas où la mise en place du Sénat intervient avant celle des Régions, le collège électoral pour l'élection des sénateurs est composé exclusivement des conseillers municipaux.

## **TITRE IX**

### **DISPOSITIONS RELATIVES A L'ELECTION DES CONSEILLERS REGIONAUX**

#### **CHAPITRE I** **DISPOSITIONS PRELIMINAIRES**

**ARTICLE 243.**- (1) Les conseillers régionaux sont :

- les délégués des départements, élus au suffrage universel indirect ;
- les représentants du commandement traditionnel, élus par leurs pairs.

(2) Leur mandat est de cinq (05) ans. Ils sont rééligibles.

## Elections Cameroon - ELECAM

**ARTICLE 244.-** Les conseillers régionaux élus se réunissent de plein droit en session ordinaire du conseil régional, le deuxième mardi suivant la proclamation des résultats des élections par les commissions régionales de supervision.

**ARTICLE 245.-** (1) Les conseils régionaux se renouvellent intégralement tous les cinq (05) ans. L'élection a lieu au plus tard vingt (20) jours avant l'expiration du mandat des conseillers régionaux.

(2) Dans toutes les régions, les collèges électoraux sont convoqués le même jour, suivant les modalités et dans les délais fixés à l'article 230 de la présente loi.

**ARTICLE 246.-** (1) Le conseil régional doit refléter :

- les différentes composantes sociologiques dans la région ;
- le genre.

(2) Le nombre, la proportion par catégorie et le régime des indemnités des conseillers régionaux font l'objet d'une loi spécifique.

**ARTICLE 247.-** (1) Chaque département constitue une circonscription électorale pour l'élection des conseillers régionaux.

(2) Toutefois, en raison de leur situation particulière, certaines circonscriptions peuvent faire l'objet d'un regroupement ou d'un découpage spécial par décret du Président de la République.

## **CHAPITRE II** **DU MODE DE SCRUTIN**

**ARTICLE 248.-** (1) Les délégués des départements sont élus par un collège électoral composé des conseillers municipaux.

(2) Les représentants du commandement traditionnel sont

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

élus par un collège électoral composé des chefs traditionnels de 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> degrés autochtones, dont la désignation a été homologuée, conformément à la réglementation en vigueur.

(3) Les chefs traditionnels justifiant de la qualité de conseiller municipal ne peuvent exprimer leur suffrage que dans un seul collège électoral.

**ARTICLE 249.-** Les modalités de composition des collèges électoraux prévus aux alinéas 1 et 2 de l'article 248 ci-dessus sont fixées par voie réglementaire.

**ARTICLE 250.-** (1) Les représentants des départements sont élus au scrutin de liste mixte à un tour, comportant un système majoritaire et un système de représentation proportionnelle.

(2) Les représentants du commandement traditionnel sont élus au scrutin de liste majoritaire à un tour.

(3) Par dérogation aux dispositions des alinéas 1 et 2 ci-dessus, l'élection a lieu au scrutin uninominal majoritaire à un tour, lorsqu'il n'existe qu'un siège à pourvoir dans un département ou, le cas échéant, dans une zone électorale résultant du découpage ou du regroupement spécial prévu à l'article 247 alinéa 2 ci-dessus.

### **CHAPITRE III** **DES CONDITIONS D'ELIGIBILITE ET DES** **INCOMPATIBILITES**

**ARTICLE 251.-** (1) Nul ne peut être candidat à un mandat de conseiller régional, s'il ne réside de manière effective dans le ressort de la région concernée.

## Elections Cameroon - ELECAM

(2) Toutefois, les personnes non résidentes peuvent être candidates au mandat de conseiller régional, lorsqu'elles justifient d'un domicile réel sur le territoire de la région retenue.

**ARTICLE 252.-** Les conditions d'éligibilité prévues aux articles 175 à 180 ci-dessus sont applicables à l'élection des conseillers régionaux.

**ARTICLE 253.-**(1) Les Chefs de circonscription administrative et/ou leurs adjoints ne peuvent être candidats à un siège de conseiller régional pendant la durée de leurs fonctions.

(2) L'incompatibilité visée à l'alinéa 1 ci-dessus est également applicable, suivant les mêmes modalités et pendant la durée de leurs fonctions :

- aux personnels de police, de la gendarmerie et de l'administration pénitentiaire ;
- aux fonctionnaires et agents de l'administration régionale ;
- aux militaires ;
- aux magistrats ;
- aux fonctionnaires et agents publics ayant à connaître des finances ou de la comptabilité de la région concernée.

(3) L'incompatibilité prévue aux alinéas 1 et 2 ci-dessus continue de s'appliquer dans un délai d'un (01) an suivant la cessation des fonctions concernées.

**ARTICLE 254.-**(1) Tout conseiller régional placé dans l'une des situations d'incompatibilité prévues à l'article 253 alinéas 1 et 2 ci-dessus est tenu d'opter, dans un délai maximum d'un (01) mois, pour son mandat ou pour la fonction concernée.

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

(2) Il en informe, par tout moyen laissant trace écrite, le représentant de l'Etat dans la région qui fait connaître son option au Président du Conseil régional.

(3) A défaut d'option conformément aux dispositions des alinéas 1 et 2 ci-dessus, le conseiller régional est déclaré démissionnaire d'office de son mandat par arrêté du ministre en charge des collectivités territoriales décentralisées.

**ARTICLE 255.-** (1) Tout conseiller régional qui, pour une cause survenue postérieurement à son élection, se trouve dans un des cas d'inéligibilité et/ou d'incompatibilité prévus dans la présente loi, est déclaré démissionnaire d'office par arrêté du ministre chargé des collectivités territoriales décentralisées.

(2) Les dispositions de l'alinéa 1 ci-dessus sont également applicables à tout conseiller régional frappé d'une incapacité électorale.

(3) L'arrêté prévu à l'alinéa 1 ci-dessus est susceptible de recours devant la juridiction administrative compétente.

(4) Lorsqu'un conseiller régional est déclaré démissionnaire d'office à la suite d'une condamnation pénale devenue définitive, prononcée à son encontre, et entraînant la perte de ses droits civiques et électoraux, le recours éventuel prévu à l'alinéa 3 n'est pas suspensif.

**ARTICLE 256.-** Nul ne peut être candidat sur plus d'une liste, ni être membre de plus d'un conseil régional.

**ARTICLE 257.-** Les dispositions des articles 181 à 190 ci-dessus sont applicables aux déclarations de candidature en vue de l'élection des conseillers régionaux, sous réserve du remplacement du

démembrement communal par le démembrement départemental d'Élections Cameroon.

## **CHAPITRE IV** **DES OPERATIONS PREPARATOIRES AU SCRUTIN**

**ARTICLE 258.**- (1) Le démembrement départemental d'Élections Cameroon dresse une liste électorale comportant les membres des deux (02) collèges électoraux prévus à l'article 248 ci-dessus.

(2) La liste des membres des collèges électoraux est actualisée, arrêtée et publiée dans les quinze (15) jours suivant la convocation des collèges électoraux.

(3) Les membres du collège électoral composé des représentants du commandement traditionnel doivent justifier d'un domicile dans le ressort de l'arrondissement concerné.

(4) Les cartes électorales sont distribuées dans les délais prévus à l'article 226 ci-dessus.

**ARTICLE 259.**- (1) Toute décision d'acceptation ou de rejet d'une candidature ou d'une liste de candidats peut être attaquée par tout candidat, tout mandataire d'une liste, et/ou par tout membre d'un collège électoral.

(2) La requête est portée devant la juridiction administrative compétente, dans un délai maximum de cinq (05) jours suivant la notification de la décision de rejet ou d'acceptation.

(3) La juridiction visée à l'alinéa 2 ci-dessus statue dans un délai maximum de sept (07) jours suivant le dépôt de la requête. Sa décision est immédiatement notifiée au Conseil Electoral, pour exécution.

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

**ARTICLE 260.-** (1) En période de campagne électorale, les contestations se rapportant à la couleur, au sigle, au symbole choisi par un candidat ou une liste de candidats, sont portées devant la juridiction administrative compétente, dans un délai maximum de trois (03) jours à compter de la date de publication des candidatures ou du constat des faits allégués. La juridiction administrative compétente statue dans un délai maximum de quatre (4) jours à compter de la date de saisine.

(2) Les atteintes à l'honneur des candidats, ainsi que toutes autres infractions, sont poursuivies devant la juridiction de droit commun saisie sur simple requête. La juridiction de droit commun statue dans un délai maximum de quatre (04) jours à compter de la date de saisine. Elle peut prononcer la disqualification d'un ou de plusieurs candidats.

## **CHAPITRE V** **DES OPERATIONS ELECTORALES**

**ARTICLE 261.-** (1) Le vote se déroule au chef-lieu de chaque département.

(2) Les bureaux de vote sont déterminés par décision du Directeur Général des Elections.

**ARTICLE 262.-** Les opérations électorales s'effectuent conformément aux dispositions des articles 96 à 115 de la présente loi. Les procès-verbaux établis par les commissions locales de vote sont transmis à la commission régionale de supervision pour centralisation et vérification.

## **CHAPITRE VI** **DU RECENSEMENT DES VOTES ET DE LA** **PROCLAMATION DES RESULTATS**

**ARTICLE 263.-** (1) Il est créé au niveau de chaque région une commission régionale de supervision composée ainsi qu'il suit :

**Président :** Un magistrat de la Cour d'Appel, désigné par le Président de la Cour d'Appel du ressort.

**Membres :**

- trois (03) représentants de l'Administration, désignés par le Gouverneur ;
- un (01) représentant de chaque parti politique ayant pris part à l'élection ;
- trois (03) représentants d'Elections Cameroon, désignés par le Président du Conseil Electoral sur proposition du Directeur Général.

(2) La composition de la Commission régionale de supervision est constatée par le Conseil Electoral.

**ARTICLE 264.-** (1) La Commission régionale de supervision procède à la centralisation, au recensement des votes et à la vérification des opérations de décompte des suffrages, au vu des procès-verbaux transmis par les commissions locales de vote.

(2) Elle procède, le cas échéant, à la rectification, au redressement ou à l'annulation de ces procès-verbaux.

**ARTICLE 265.-** (1) La commission régionale de supervision proclame les résultats des élections des conseillers régionaux au niveau de la circonscription électorale concernée, dans un délai

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

maximal de soixante-douze (72) heures à compter de la clôture du scrutin.

(2) Les travaux de la commission régionale de supervision sont consignés dans un procès-verbal établi en autant d'exemplaires que de listes de candidats plus deux, signé de tous les membres présents. Chaque membre signataire en reçoit un exemplaire.

(3) Une copie du procès-verbal est transmise au représentant de l'Etat dans la Région pour acheminement au ministre chargé des collectivités territoriales décentralisées. Une copie est également transmise à la Direction Générale des Elections.

**ARTICLE 266.-** (1) A l'issue du scrutin :

- en cas de scrutin uninominal, est déclaré élu le candidat ayant obtenu la majorité des voix. En cas d'égalité des voix, le candidat le plus âgé est déclaré élu ;
- dans les circonscriptions à scrutin de liste :
  - a) pour les délégués des départements :
    - lorsqu'une liste obtient la majorité absolue des suffrages exprimés, elle acquiert la totalité des sièges à pourvoir ;
    - lorsqu'aucune liste n'obtient la majorité absolue des suffrages exprimés, la répartition s'opère de la manière suivante :
      - la liste arrivée en tête acquiert un nombre de sièges égal à la moitié des sièges à pourvoir, arrondi le cas échéant à l'entier supérieur. En cas d'égalité des voix entre deux (2) ou plusieurs listes, ce nombre de sièges arrondi à l'entier supérieur est attribué à la liste dont les candidats ont la moyenne d'âge la plus élevée ;
      - le restant des sièges est réparti à toutes les listes, par

## Elections Cameroon - ELECAM

application de la proportionnelle au plus fort reste. En cas d'égalité des voix, la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée est privilégiée.

- b) pour les représentants du commandement traditionnel :
- la liste qui obtient la majorité des voix acquiert la totalité des sièges à pourvoir ;
  - les listes ayant obtenu moins de cinq pour cent (5%) des suffrages valablement exprimés dans la circonscription électorale ne sont pas admises à la répartition proportionnelle ;
  - les sièges sont attribués aux candidats dans l'ordre de leur présentation sur chaque liste.

## **CHAPITRE VII** **DU CONTENTIEUX ELECTORAL**

**ARTICLE 267.**- (1) Tout électeur, tout candidat ou le représentant de l'Etat dans la Région peut saisir la juridiction administrative compétente sur simple requête, d'une demande en annulation totale ou partielle des opérations électorales de la région concernée.

(2) Le recours doit intervenir dans un délai maximum de cinq (05) jours, à compter de la date de proclamation des résultats.

(3) La juridiction visée à l'alinéa 1 ci-dessus, statue dans un délai maximum de quarante (40) jours. Sa décision est susceptible d'appel.

**ARTICLE 268.**- (1) Les conseillers régionaux dont l'élection est contestée restent en fonction jusqu'à l'intervention d'une décision ayant acquis l'autorité de chose jugée.

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

(2) Lorsque l'annulation de tout ou partie de l'élection est devenue définitive, les collèges électoraux concernés sont convoqués dans un délai maximum de soixante (60) jours suivant l'annulation.

(3) Seules les listes de candidats ayant pris part aux élections générales sont habilitées à participer aux élections partielles.

## **CHAPITRE VIII** **DISPOSITIONS DIVERSES**

**ARTICLE 269.-** (1) Les membres des collèges électoraux prévus à l'article 248 ci-dessus sont tenus de prendre part au scrutin.

(2) L'Etat prend en charge les frais afférents à la participation des membres des collèges électoraux au scrutin, suivant des modalités prévues par voie réglementaire.

**ARTICLE 270.-** (1) Le cautionnement est restitué au candidat :

- déclaré inéligible avant l'impression des bulletins de vote ;
- dont la candidature est définitivement déclarée irrecevable ;
- dont la liste a obtenu au moins 5% de suffrages exprimés dans la région concernée. Dans ce cas, la copie du procès-verbal de proclamation des résultats délivrée par la commission régionale de supervision compétente vaut ordre de paiement.

(2) Le cautionnement visé à l'alinéa 1 ci-dessus peut éventuellement être retiré par le mandataire du candidat ou de la liste de candidats.

Elections Cameroon - ELECAM

(3) Dans tous les cas autres que ceux mentionnés à l'alinéa 1 ci-dessus, le cautionnement est acquis au Trésor Public.

**TITRE X**  
**DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU VOTE DES**  
**CITOYENS CAMEROUNAIS ETABLIS OU**  
**RESIDANT A L'ETRANGER**

**ARTICLE 271.**- Les citoyens camerounais établis ou résidant à l'étranger exercent leur droit de vote par la participation à l'élection du Président de la République et au référendum.

**ARTICLE 272.**- (1) Les citoyens camerounais établis ou résidant à l'étranger sont inscrits sur les listes électorales ouvertes auprès des représentations diplomatiques et des postes consulaires dans les pays de résidence ou de rattachement.

(2) Ils doivent jouir de leurs droits civils et politiques et remplir toutes les conditions légales requises pour être électeurs.

(3) Des bureaux de vote sont créés au niveau des représentations diplomatiques et des postes consulaires, sur proposition du Gouvernement.

**ARTICLE 273.**- (1) En vue de la participation des citoyens camerounais établis ou résidant à l'étranger à l'élection du Président de la République ou au référendum, il est créé au niveau des représentations diplomatiques et des postes consulaires :

- des commissions chargées de l'établissement et de la révision des listes électorales ;

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

- des commissions chargées de l'établissement et de la distribution des cartes électorales ;
- des commissions locales de vote.

(2) Le Conseil Electoral organise des consultations avec les représentations diplomatiques, les postes consulaires et les partis politiques en vue de la constitution des commissions prévues à l'alinéa 1 ci-dessus.

(3) La composition des Commissions visées à l'alinéa 1 ci-dessus est constatée par le Directeur Général des Elections.

(4) La composition et les modalités de fonctionnement des commissions visées à l'alinéa 1 du présent article sont fixées par voie réglementaire.

**ARTICLE 274.**- Les règles spécifiques applicables aux opérations préparatoires à l'élection du Président de la République et au référendum, à l'organisation et à la supervision des opérations électorales et référendaires, aux opérations de vote ainsi qu'au recensement des votes des citoyens camerounais établis ou résidant à l'étranger, sont fixées par voie réglementaire.

## TITRE XI

# DISPOSITIONS RELATIVES AU FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES ET DES CAMPAGNES ELECTORALES ET REFERENDAIRES

## CHAPITRE I DISPOSITIONS PRELIMINAIRES

**ARTICLE 275.-** (1) Les partis et formations politiques concourent à l'expression du suffrage.

(2) A ce titre, ils peuvent bénéficier du financement public dans le cadre de leurs missions suivant les modalités fixées par la présente loi.

**ARTICLE 276.-** (1) Le financement public concerne aussi bien les dépenses couvrant les activités permanentes des partis politiques que celles consacrées à l'organisation des campagnes électorales et référendaires.

(2) Les fonds provenant du financement public sont des deniers publics.

(3) Le financement public dont bénéficient les partis politiques ou les candidats ne peut être source d'enrichissement personnel.

**ARTICLE 277.-** (1) Il est institué une commission de contrôle, habilitée à vérifier sur pièces que l'utilisation, par les partis politiques ou les candidats, des fonds à eux alloués est conforme à l'objet visé par la présente loi.

(2) Les partis politiques ou les candidats bénéficiaires d'un financement public ont l'obligation de tenir une comptabilité y afférente.

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

(3) L'organisation, la composition, les attributions et les modalités de fonctionnement de la commission visée à l'alinéa 1 ci-dessus sont fixées par décret du Président de la République.

**ARTICLE 278.-** (1) Il est interdit à un parti politique de recevoir des subsides et des financements provenant de personnes, d'organisations, de puissances étrangères et/ou d'Etat étranger.

(2) Un texte particulier fixe les modalités de financement privé des partis politiques et des campagnes électorales et référendaires.

## **CHAPITRE II** **DU FINANCEMENT PUBLIC DES PARTIS** **POLITQUES**

**ARTICLE 279.-** Il est inscrit chaque année, dans la loi de finances, une subvention destinée à contribuer à certaines dépenses de fonctionnement des partis politiques légalement reconnus, dans les conditions fixées par l'article 281 ci-dessous.

**ARTICLE 280.-** La subvention visée à l'article 279 ci-dessus est servie par l'Etat à un parti politique pour concourir notamment :

- au fonctionnement de son administration courante ;
- à la diffusion de son programme politique ;
- à la coordination de l'action politique de ses membres ;
- à la préparation des consultations électorales et référendaires.

**ARTICLE 281.-** La subvention est répartie en deux (02) tranches d'égal montant :

Elections Cameroon - ELECAM

- la première tranche destinée aux partis politiques représentés à l'Assemblée Nationale, au Sénat, au Conseil régional et/ou au Conseil municipal;
- la deuxième tranche destinée aux partis politiques en fonction de leurs résultats aux dernières élections à l'Assemblée Nationale, au Sénat, et/ou aux élections régionales et municipales.

**ARTICLE 282.**- (1) La tranche destinée au financement des partis politiques représentés à l'Assemblée Nationale, au Sénat, au Conseil régional et/ou au Conseil municipal, leur est allouée proportionnellement à leur nombre de sièges respectifs.

(2) Les listes des députés, des sénateurs, des conseillers régionaux et/ou des conseillers municipaux, par parti politique, sont fournies respectivement par les bureaux de l'Assemblée Nationale et du Sénat, ainsi que par les Conseils Régionaux et les Conseils Municipaux.

**ARTICLE 283.**- (1) La tranche destinée au financement des partis politiques en fonction des résultats aux dernières élections des députés à l'Assemblée Nationale, des sénateurs, des conseillers régionaux et des conseillers municipaux leur est servie à condition qu'ils aient obtenu au moins 5% des suffrages exprimés dans au moins une circonscription au cours desdites élections.

(2) La répartition s'effectue au prorata des résultats obtenus.

### **CHAPITRE III** **DU FINANCEMENT PUBLIC DES CAMPAGNES** **ELECTORALES ET REFERENDAIRES**

**ARTICLE 284.**- (1) L'Etat participe au financement des campagnes électorales et référendaires par la prise en charge de certaines

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

dépenses des partis politiques ou des candidats.

(2) La participation de l'Etat aux dépenses visées à l'alinéa 1 ci-dessus est inscrite dans la loi de finances de l'année de l'organisation de la consultation électorale ou référendaire.

**ARTICLE 285.-** Dans le cas des élections des députés, des sénateurs, des conseillers régionaux ou des conseillers municipaux, les fonds publics destinés au financement des campagnes électorales sont répartis en deux (2) tranches d'égal montant aux partis politiques qui participent à ces élections ainsi qu'il suit :

- la première tranche est servie, après la publication des listes de candidats, à tous les partis politiques au prorata des listes présentées et acceptées dans les différentes circonscriptions électorales ;
- la seconde tranche est servie, après la proclamation des résultats, aux partis proportionnellement au nombre de sièges obtenus.

**ARTICLE 286.-** (1) En cas d'élection présidentielle, les fonds publics destinés au financement de la campagne électorale sont répartis en deux (2) tranches d'égal montant aux candidats, ainsi qu'il suit :

- la première tranche est, après la publication de la liste des candidats, allouée sur une base égalitaire aux différents candidats ;
- la deuxième tranche est, après la proclamation des résultats, servie proportionnellement aux résultats obtenus, aux candidats ayant obtenu au moins 5% des suffrages exprimés.

Elections Cameroon - ELECAM

(2) Est tenu de reverser au Trésor Public la totalité de la somme reçue au titre de la première tranche visée à l'alinéa 1 ci-dessus :

- tout candidat qui se désiste avant le scrutin ;
- tout candidat qui ne participe pas effectivement à la campagne électorale.

**ARTICLE 287.**- (1) En cas de référendum, les fonds publics destinés au financement de la campagne référendaire sont répartis en deux (2) tranches d'égal montant aux partis politiques, ainsi qu'il suit :

- la première tranche est, après la publication de la liste des partis autorisés à participer à la campagne référendaire, allouée aux différents partis, proportionnellement aux résultats aux dernières élections des députés et/ou des sénateurs,
- la deuxième tranche est, après la proclamation des résultats, servie proportionnellement aux résultats obtenus par chaque parti concerné aux dernières élections des députés et/ou des sénateurs.

(2) Est tenu de reverser au Trésor Public la totalité de la somme reçue au titre de la première tranche visée à l'alinéa 1 ci-dessus :

- tout parti politique qui se désiste avant le scrutin ;
- tout parti politique qui ne participe pas effectivement à la campagne référendaire.

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

## **TITRE XII**

### **DISPOSITIONS PENALES, DIVERSES ET FINALES**

#### **CHAPITRE I DES DISPOSITIONS PENALES**

**ARTICLE 288.-** (1) Est puni des peines prévues par l'article 122-1 du Code Pénal, celui qui :

- se fait inscrire sur les listes électorales sous une fausse identité ou qui, en se faisant inscrire, dissimule une incapacité prévue par la présente loi ;
- à l'aide de déclarations mensongères ou de faux certificats, se fait inscrire indûment sur une liste électorale ou qui, à l'aide des mêmes moyens, inscrit ou y raye indûment un citoyen ;
- déchu du droit de vote, participe au scrutin ;
- vote soit en vertu d'une inscription frauduleuse, soit en prenant les noms et qualités d'autres électeurs inscrits ;
- à la suite des inscriptions multiples, vote plus d'une fois ;
- étant chargé dans un scrutin de recevoir, compter ou dépouiller les bulletins contenant les suffrages des citoyens, soustrait, ajoute ou altère des bulletins, ou indique un autre nom que celui inscrit ;
- à l'aide de fausses nouvelles, de propos calomnieux ou autres manœuvres frauduleuses supprime ou détourne des suffrages, détermine un ou plusieurs électeurs à s'abstenir de voter ;

## Elections Cameroon - ELECAM

- avant pendant ou après un scrutin, par inobservation des dispositions législatives ou réglementaires, ou par tout autre acte frauduleux, viole le secret, porte atteinte à la sincérité, empêche les opérations du scrutin ou en modifie le résultat ;
- se rend coupable de manœuvres frauduleuses dans la délivrance ou la production des certificats d'inscription ou de radiation des listes électorales ;
- utilise à des fins autres qu'électorales, les données personnelles contenues dans le fichier électoral ;
- le jour du scrutin, avec violence ou non, se rend auteur ou complice d'un enlèvement frauduleux de l'urne ou de tout autre matériel électoral.

(2) Si l'auteur ou son complice est fonctionnaire au sens de l'article 131 du Code Pénal, il est passible des peines prévues par l'article 141 du Code Pénal.

**ARTICLE 289.-** Est puni des peines prévues par l'article 123-1 du Code Pénal, celui qui :

- par attroupement, par clameurs ou démonstrations menaçantes, trouble les opérations électorales ou porte atteinte à l'exercice du droit ou à la liberté du vote ;
- le jour du scrutin, se rend coupable d'outrages ou de violences, envers la commission locale de vote ou envers un de ses membres, ou qui par voies de fait ou de menaces, retarde ou empêche les opérations électorales ;
- par dons, libéralités, faveurs, promesses d'octroi d'emplois publics ou privés ou d'autres avantages particuliers faits en vue d'influencer le vote d'un ou de plusieurs électeurs, obtient leur suffrage soit directement, soit par l'entremise d'un tiers ;

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

- directement ou par l'entremise d'un tiers, accepte ou sollicite des candidats des dons, libéralités, faveurs ou avantages cités au tiret ci-dessus ;
- par voies de fait, violences ou menaces contre un électeur, soit en lui faisant craindre de perdre son emploi, d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune, influence son vote.

**ARTICLE 290.-** (1) Est puni d'une amende de 25.000 à 250.000 francs et d'un emprisonnement de dix (10) jours à deux (2) mois ou de l'une de ces deux peines seulement, celui qui entre dans un bureau de vote avec une arme apparente.

(2) La peine d'emprisonnement peut être portée à quatre (4) mois et l'amende à 500.000 francs si l'arme était cachée.

**ARTICLE 291.-** (1) Toute activité ou manifestation à caractère politique est interdite au sein des établissements publics, ainsi que dans les établissements scolaires ou universitaires.

(2) Toute infraction aux dispositions de l'alinéa 1 ci-dessus est punie d'une amende de 25.000 à 250.000 francs et d'un emprisonnement de dix (10) jours à quatre (04) mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

**ARTICLE 292.-** Est punie de la peine prévue par l'article 184 du Code Pénal, toute personne qui, agissant en son nom ou pour le compte d'un parti politique, utilise les fonds reçus dans le cadre du financement public à des fins autres que celles prévues par la présente loi.

**ARTICLE 293.-** Hors le cas de flagrant délit, aucune poursuite pénale contre un candidat à une élection pour infraction aux dispositions de la présente loi ne peut être intentée avant la proclamation des résultats du scrutin.

## **CHAPITRE II** **DES DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES**

**ARTICLE 294.-** (1) Le coût du papier, l'impression des bulletins de vote, des enveloppes et de divers documents électoraux, ainsi que les frais de transport ou de mise en place du matériel et des documents électoraux sont pris en charge par le budget des élections.

(2) La prise en charge du fonctionnement des commissions électorales est assurée par le budget d'Elections Cameroon et/ou le budget des élections.

**ARTICLE 295.-** (1) Tous les actes judiciaires sont, en matière électorale, dispensés du timbre et enregistrés gratis.

(2) Les extraits des actes de naissance nécessaires pour établir l'âge des électeurs et des candidats sont délivrés gratuitement sur papier libre à tout réclamant. Ils portent à l'en-tête de leur texte, l'énonciation de leur destination spéciale et ne peuvent servir à aucune autre.

**ARTICLE 296.-** (1) Dans le cadre de la supervision du processus électoral et référendaire, Elections Cameroon peut collaborer avec les observateurs nationaux et internationaux accrédités.

(2) Les observateurs nationaux sont accrédités par le ministre chargé de l'administration territoriale.

(3) Les observateurs internationaux sont accrédités par le ministre chargé de l'administration territoriale, après avis du ministre chargé des relations extérieures.

(4) Le code de conduite des observateurs est établi par le ministère chargé de l'administration territoriale, de concert avec Elections Cameroon.

*Loi n° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral,  
modifiée et complétée par la loi n°2012/017 du 21 décembre 2012*

**ARTICLE 297.-** (1) Sont abrogées, et remplacées par celles de la présente loi, les dispositions de :

- la loi n° 91/20 du 16 décembre 1991 fixant les conditions d'élection des députés à l'Assemblée Nationale, modifiée et complétée par la loi n° 97/13 du 19 mars 1997 et par celle n° 2006/009 du 29 décembre 2006 ;
- la loi n° 92/02 du 14 août 1992 fixant les conditions d'élection des conseillers municipaux, modifiée par la loi n° 95/24 du 11 décembre 1995 et par celle n° 2006/010 du 26 décembre 2006 ;
- la loi n° 92/10 du 17 septembre 1992 fixant les conditions d'élection et de suppléance à la Présidence de la République, modifiée et complétée par la loi n° 97/20 du 9 septembre 1997 et par la loi n° 2011/002 du 6 mai 2011 ;
- la loi n° 97/06 du 10 janvier 1997 fixant la période de révision et de refonte des listes électorales ;
- la loi n° 2000/15 du 19 décembre 2000 relative au financement des partis politiques et des campagnes électorales ;
- la loi n° 2006/004 du 14 juillet 2006 fixant le mode d'élection des conseillers régionaux ;
- la loi n° 2006/005 du 14 juillet 2006 fixant les conditions d'élection des sénateurs ;
- la loi n° 2010/003 du 13 avril 2010 fixant les procédures du référendum ;
- la loi n° 2006/011 du 29 décembre 2006 portant création, organisation et fonctionnement d' « Elections Cameroon » (ELECAM) modifiée et complétée par la loi n°2008/005 du 29 juin 2008, par la loi n° 2010/005 du 13 avril 2010 et par la loi n° 2011/001 du 06 mai 2011 ;

Elections Cameroon - ELECAM

- la loi n° 2011/013 du 13 juillet 2011 relative au vote des citoyens camerounais établis ou résidant à l'étranger.

**ARTICLE 298.**- Des textes réglementaires précisent, en tant que de besoin, les modalités d'application de la présente loi.

**ARTICLE 299.**- La présente loi sera enregistrée, publiée suivant la procédure d'urgence, puis insérée au Journal Officiel en français et en anglais./-

**YAOUNDE, LE 19 AVRIL 2012**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

**(e) PAUL BIYA**

# **ELECTIONS CAMEROON ELECAM**

## **ELECTORAL CODE**



**REPUBLIC OF CAMEROON**

-----  
PEACE – WORK – FATHERLAND

**LAW N° 2012/001 OF 19 APRIL 2012  
RELATING TO THE ELECTORAL CODE,  
AMENDED AND SUPPLEMENTED  
BY LAW N° 2012/017  
OF 21 DECEMBER 2012**

**DGE**



## SUMMARY

<b>PART I :</b>	GENERAL PROVISIONS.....	<b>7</b>
<b>PART II :</b>	PROVISIONS SPECIFIC TO THE BODY RESPONSIBLE FOR THE ORGANIZATION, MANAGEMENT AND SUPERVISION OF ALL ELECTION AND REFERENDUM OPERATIONS.....	<b>8</b>
<b>PART III :</b>	COMMON PROVISIONS RELATING TO THE ELECTION OF THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC, MEMBERS OF PARLIAMENT, MUNICIPAL COUNCILLORS AND REFERENDUMS	<b>23</b>
<b>PART IV :</b>	PROVISIONS SPECIFIC TO VACANCY OF AND ELECTION TO THE PRESIDENCY OF THE REPUBLIC.....	<b>51</b>
<b>PART V :</b>	PROVISIONS SPECIFIC TO THE ELECTION OF MEMBERS OF PARLIAMENT.....	<b>63</b>
<b>PART VI :</b>	PROVISIONS SPECIFIC TO THE ELECTION OF MUNICIPAL COUNCILLORS.....	<b>71</b>
<b>PART VII :</b>	PROVISIONS SPECIFIC TO REFERENDUMS.....	<b>81</b>
<b>PART VIII :</b>	PROVISIONS RELATING TO THE ELECTION OF SENATORS.....	<b>86</b>
<b>PART IX :</b>	PROVISIONS RELATING TO THE ELECTION OF REGIONAL COUNCILLORS.....	<b>95</b>
<b>PART X :</b>	PROVISIONS SPECIFIC TO VOTING BY CAMEROONIAN CITIZENS SETTLED OR RESIDING ABROAD.....	<b>105</b>

Elections Cameroon - ELECAM

<b>PART XI :</b>	PROVISIONS SPECIFIC TO THE PUBLIC FUNDING OF POLITICAL PARTIES AND ELECTION AND REFERENDUM CAMPAIGNS.....	<b>106</b>
<b>PART XII :</b>	PENAL, MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS.....	<b>110</b>

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

## **PART I** **GENERAL PROVISIONS**

**SECTION 1.**- (1) This law relates to the electoral code.

(2) In particular, it lays down:

- Provisions specific to the body responsible for the organization, management and supervision of all election and referendum operations;
- Common provisions governing the election of the President of the Republic, Members of Parliament and Municipal Councillors and to Referendums;
- Provisions specific to the vacancy of and election to the Presidency of the Republic;
- Provisions specific to the election of Members of Parliament to the National Assembly;
- Provisions specific to the election of municipal councillors;
- Provisions specific to referendums;
- Provisions applicable to the election of Senators;
- Provisions applicable to the election of Regional Councillors;
- Provisions specific to voting by Cameroonian citizens settled or residing abroad;
- Provisions specific to the funding of political parties and election campaigns and referendums.

**SECTION 2.**- (1) Elections shall be by universal suffrage and by equal and secret ballot.

(2) Suffrage may be direct or indirect under the terms and conditions provided for by the Constitution and by this law.

**SECTION 3.**- The organization, management and supervision of all election and referendum operations shall devolve upon "Elections Cameroon", abbreviated as "ELECAM".

## **PART II**

# **PROVISIONS SPECIFIC TO THE BODY RESPONSIBLE FOR THE ORGANIZATION, MANAGEMENT AND SUPERVISION OF ALL ELECTION AND REFERENDUM OPERATIONS**

## **CHAPTER I** **GENERAL PROVISIONS**

**SECTION 4.-** (1) "Elections Cameroon" shall be an independent body responsible for the organization, management and supervision of all election and referendum operations.

(2) Elections Cameroon shall perform its duties in keeping with the Constitution and laws and regulations in force.

(3) Elections Cameroon shall have legal personality and management autonomy.

(4) The Head Office of Elections Cameroon shall be in Yaounde.

**SECTION 5.-** (1) Members of Elections Cameroon shall refrain from any act that may undermine the independence and dignity of their duties. They shall specifically, during their tenure of office, refrain from using their status for purposes other than those relating to their mandate.

(2) Members of Elections Cameroon shall, under no circumstances, seek or receive instructions or orders from a public or private authority, be it national or foreign, during the performance of their duties.

**SECTION 6.-** (1) Members of Elections Cameroon may not be

Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012

prosecuted, investigated, arrested, detained or tried for their views expressed in the performance of their duties.

(2) Save in cases of *flagrante delicto*, members of Elections Cameroon may not be prosecuted during their tenure of office.

## **CHAPTER II** **DUTIES**

**SECTION 7.**- (1) Elections Cameroon shall be responsible for the organization, management and supervision of election and referendum operations.

(2) In this respect, Elections Cameroon shall be vested with all the requisite powers to perform its duties.

## **CHAPTER III** **ORGANIZATION AND FUNCTIONING**

**SECTION 8.**- Elections Cameroon shall perform its duties through the following organs:

The Electoral Board (EB);

The General Directorate of Elections (GDE).

**SECTION 9.**- (1) Elections Cameroon shall be under the authority of the Electoral Board.

(2) The Electoral Board shall ensure the smooth functioning of Elections Cameroon.

Elections Cameroon - ELECAM

I – THE ELECTORAL BOARD

A - DUTIES

**SECTION 10.-** (1) The Electoral Board shall ensure compliance with the electoral law by all stakeholders for the purpose of guaranteeing regular, impartial, free, fair, transparent and credible polls.

(2) In this respect, the Electoral Board shall:

- carry out any verifications and controls it may deem appropriate;
- scrutinize candidacy papers and publish the final list or lists of candidates contesting presidential, legislative, senatorial, regional and municipal elections;
- forward election reports to the Constitutional Council or bodies provided for by law;
- ensure the timely publication and notification of the list of members of local polling commissions to the appropriate persons specified in the electoral law, notably representatives of lists of candidates or candidates;
- control the preparation of election material and election documents within the deadlines laid down by law;
- hear and determine claims and petitions regarding pre-election and election operations, subject to the jurisdiction of the Constitutional Council and appropriate courts or authorities;
- order corrections warranted following consideration of claims or petitions filed in respect of elections or referendums.

**SECTION 11:** (1) Within the framework of its duties, the Electoral Board shall:

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

- adopt the by-laws of Elections Cameroon;
- submit reports and/or proposals to the relevant authorities on issues that fall within their competence;
- examine and approve draft budgets prepared by the Director General of Elections;
- approve the action programme prepared by the Director General of Elections;
- approve progress reports drawn up by the Director General of Elections;
- give its opinion or make suggestions on any election-related draft instrument submitted to it;
- on the proposal of the Director General of Elections, determine the organization and conditions of functioning of branches;

(2) The Electoral Board shall hold consultations with the Administration, the judiciary, political parties and, where necessary, civil society within the framework of the management of the electoral process.

## B - COMPOSITION AND TENURE OF OFFICE

**SECTION 12:** (1) The Electoral Board shall comprise eighteen (18) members, including 1 (one) Chairperson and 1 (one) Vice-Chairperson.

(2) Members of the Electoral Board shall be designated from among independent personalities of Cameroonian nationality, recognized for their competence, moral uprightness, intellectual honesty, patriotism, neutrality and impartiality.

(3) The Chairperson, Vice-Chairperson and members of the

## Elections Cameroon - ELECAM

Electoral Board shall be appointed by decree of the President of the Republic upon consultation with political parties represented in the National Assembly and civil society.

(4) The Chairperson and Vice-Chairperson of the Electoral Board shall be the Chairperson and Vice-Chairperson of Elections Cameroon.

(5) The term of office of members of the Electoral Board shall be four (4) years, renewable as appropriate.

6) Before assuming office, members of the Electoral Board shall take the following oath before the Constitutional Council: ***“I swear to fully and faithfully discharge my duties and to exercise my office without fear or favour in accordance with the Constitution and laws in force, to ensure the confidentiality of proceedings and votes, to abstain from taking public positions and to decline any consultation on matters falling within the purview of Elections Cameroon.”***

(7) They shall be bound to declare their property and assets.

**SECTION 13:** (1) An Electoral Board member’s term of office shall expire in one of the following cases:

- non-renewal of the term;
- resignation;
- death.

(2) The resignation referred to in Sub-section (1) above shall be duly established by the Electoral Board. In such case, the member whose resignation has been established shall be replaced by the President of the Republic, upon consultation with the Chairperson of the Electoral Board. The member appointed shall serve the remainder of the term of the person resigning. He

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

shall take the oath as set out in Section 12 (6) above.

**SECTION 14:** (1) Temporary incapacity of a member shall be duly established by the Electoral Board. Where such incapacity exceeds 6 (six) months, the duties of such member may be terminated by decree of the President of the Republic.

(2) The member appointed to replace the incapacitated member shall serve the remainder of the latter's term. He shall take the oath as set out in Section 12 (6) above.

**SECTION 15:** An Electoral Board member's term of office may be terminated in one of the following cases:

- physical or mental incapacity duly established by the Electoral Board;
- gross misconduct, notably breach of oath, duly established by the Electoral Board;
- penalty imposed for a felony (life or fixed-term imprisonment coupled with banishment and civic disqualification).

**SECTION 16:** A member whose term comes to an end, pursuant to the provisions of Sections 13, 14 and 15 above, shall not be candidate for any election following the end of such term.

## C - INCOMPATIBILITIES

**SECTION 17:** The duties of Chairperson, Vice-Chairperson and member of the Electoral Board shall be incompatible with those of:

- Member of Government and persons ranking as such;
- Member of the Constitutional Council;
- Judicial/Legal Officer in active employment;
- Secretary-General of a ministry and persons ranking as such;

Elections Cameroon - ELECAM

- General Manager of a public establishment, public and semi-public enterprise;
- Central administration director and persons ranking as such;
- Person holding an elective office in a national, regional or local body;
- Governor, Secretaries General and Inspectors General in the Governor's office;
- Senior Divisional Officer, Sub-divisional Officer and their Assistants;
- Traditional ruler;
- President of Trades Chamber;
- Official and personnel of the forces of law and order in active employment;
- Person disqualified or ineligible for elections;
- Candidates standing for the elections supervised by Elections Cameroon;
- Members of a political party or support group of a political party, list of candidates or candidate.

D - FUNCTIONING

**SECTION 18:** The Electoral Board shall hold 4 (four) ordinary sessions each year when convened by its Chairperson. However, when the need arises or at the request of 2/3 (two-thirds) of its members, the Board shall meet in extraordinary session.

**SECTION 19:** (1) During an election period, the Electoral Board shall meet as often as necessary.

(2) The Electoral Board shall meet at least once every fortnight upon the convening of the electorate.

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

**SECTION 20:** Meetings of the Electoral Board shall be convened by the Chairperson or, where the latter is unavailable, by the Vice-Chairperson.

**SECTION 21:** (1) Decisions of the Electoral Board shall be taken by consensus or, failing that, decisions shall be taken by a simple majority of members present. In the event of a tie, the Chairperson shall have the casting vote.

(2) The quorum shall be at least 2/3 (two-thirds) of members present.

(3) Minutes of Electoral Board meetings shall be taken, and shall be signed by the Chairperson and Secretary.

(4) The secretarial services of Electoral Board meetings shall be provided by the General Directorate of Elections.

## **CHAPTER IV** **GENERAL DIRECTORATE OF ELECTIONS**

**SECTION 22:** The General Directorate of Elections shall be responsible for the preparation and material organization of election and referendum operations, under the supervision of the Electoral Board.

**SECTION 23:** (1) The General Directorate of Elections shall be under the authority of a Director General, who may be assisted by a Deputy Director General.

(2) The duties of Director General and Deputy Director General shall be incompatible with the duties or offices referred to in Section 17 of this law.

### **I – APPOINTMENT**

**SECTION 24:** (1) The Director General and the Deputy Director Gen-



## Elections Cameroon - ELECAM

eral of Elections shall be appointed by decree of the President of the Republic for a term of 5 (five) years, which may be renewable upon consultation with the Electoral Board.

2) In the event of vacancy of the office of Director General or Deputy Director General of Elections, he/she shall be replaced in accordance with the procedure laid down in Sub-section (1) above, to serve for the remainder of the term.

**SECTION 25:** (1) The duties of Director General or Deputy Director General of Elections shall be terminated in one of the following cases:

- non-renewal of the term of office;
- resignation;
- death.

(2) The term of office of the Director General or Deputy Director General of Elections may be terminated in one of the following cases:

physical or mental incapacity duly established by the Electoral Board;  
 gross misconduct, duly established by the Electoral Board;  
 penalty imposed for a felony (life or fixed-term imprisonment coupled with banishment and civic disqualification).

## II – DUTIES

**SECTION 26:** (1) The Director General of Elections shall be responsible, under the authority of the Electoral Board, for all election and referendum operations, in particular:

- drawing up, managing, updating and keeping the national voters' register as well as election documents and materials;

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

- procuring and distributing election materials and documents;
  - drawing up electoral registers, in conjunction with the relevant joint commissions;
  - publishing electoral registers;
  - issuing voter cards;
  - distributing voter cards, in conjunction with the relevant joint commissions;
  - organizing or supervising the training of electoral personnel;
  - preparing the annual draft budget of Elections Cameroon;
  - preparing draft budgets of elections;
  - executing the budget of Elections Cameroon and the budget of elections;
  - managing sundry resources and equipment placed at his disposal;
  - receiving and forwarding to the Electoral Board candidacy papers for presidential, legislative, senatorial, regional and municipal elections;
  - receiving and forwarding to the Electoral Board applications to participate in referendum campaigns;
  - distributing, within the statutory time-limit, samples of ballot papers to candidates or political parties taking part in the polls for election or referendum campaign purposes;
  - coordinating the work of observers accredited by the appropriate national authorities;
  - organizing polling stations;
  - coordinating all bodies responsible for election operations;
- coordinating the forwarding of election reports and other election

Elections Cameroon - ELECAM

documents from polling stations to the head office of Elections Cameroon;  
forwarding election reports to the Electoral Board.

(2) In this respect, the Director General of Elections shall be vested with all powers necessary for the performance of his duties.

(3) He shall report on his activities to the Electoral Board at least once every three months and as often as may be necessary in an election period.

(4) After every election, the Director General of Elections shall be responsible for centralizing and keeping all election documents and materials.

(5) He shall draw up the final report on the conduct of the poll.

**SECTION 27:** (1) The Director General of Elections shall be responsible, under the authority of the Electoral Board, for the administration of Elections Cameroon.

(2) He shall attend Electoral Board meetings in an advisory capacity.

(3) He shall represent Elections Cameroon within the framework of his duties and may go to law.

(4) The Deputy Director General of Elections shall perform such duties and carry out such missions as shall be entrusted to him by the Director General of Elections within the framework of the administration of Elections Cameroon.

III – SUPPORT BODIES

**SECTION 28:** (1) The General Directorate of Elections shall have support bodies.

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

(2) The organization and functioning of support bodies referred to under Section 28 (1) above shall be laid down by the Electoral Board, upon the proposal of the Director General of Elections.

(3) Officials of support bodies shall be appointed by the Director General of Elections, upon the approval of the Electoral Board.

## IV – STAFF

**SECTION 29:** (1) The Director General of Elections shall recruit staff on behalf of Elections Cameroon, in keeping with the laws and regulations in force.

(2) He may also request the secondment of civil servants or transfer of State contract workers governed by the Labour Code and Categories 1-6 State employees.

(3) Staff of Elections Cameroon shall be governed by the in-house staff rules adopted by the Electoral Board in keeping with the laws and regulations in force.

(4) Throughout their employment, civil servants seconded or transferred, shall be governed by labour laws, subject to the general rules and regulations of the Civil Service in respect of retirement, advancement and end of secondment.

(5) During the election period, the Director General of Elections may hire temporary staff for the period required to perform specific duties.

## V - BRANCHES

**SECTION 30:** (1) Elections Cameroon shall have branches at regional, divisional and council levels.

Elections Cameroon - ELECAM

(2) The organization and functioning of branches shall be laid down by the Electoral Board, upon the proposal of the Director General of Elections.

(3) Officers of the regional branches shall be appointed by the Electoral Board, on the recommendation of the Director General of Elections.

(4) Officials of the divisional and council branches shall be appointed by the Director General of Elections, upon the approval of the Electoral Board.

## **CHAPTER V** **FINANCIAL PROVISIONS**

**SECTION 31:** The resources of Elections Cameroon shall be public funds managed in compliance with public accounting rules.

**SECTION 32:** (1) Elections Cameroon shall have an annual budget and an elections budget in an election year.

(2) The Director General of Elections shall be the authorizing officer of the budget of Elections Cameroon and of the elections budget.

**SECTION 33:** (1) The draft budgets referred to in Section 32 above shall be prepared by the Director General of Elections and approved by the Electoral Board.

(2) The Chairperson of the Electoral Board shall forward the draft budgets referred to in Sub-section (1) above to Government for concerted consideration and tabling before Parliament for adoption as part of the Finance Law.

**SECTION 34:** (1) The Electoral Board shall have a special appro-

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

priation set out in the Finance Law, to be used to pay the staff referred to in section 41 below.

(2) The Treasury Accounting Officer provided for in Section 36 below shall execute the expenditure of the Electoral Board in accordance with the instruments in force.

(3) At the end of the financial year, he shall prepare a statement of expenditure which he shall submit to the Minister in charge of finance for auditing. Such statement of expenditure shall be accompanied by the other accounting documents to be forwarded to the Audit Bench.

**SECTION 35:** (1) Upon adoption of the State budget by Parliament, the Minister in charge of finance shall disburse funds to Elections Cameroon as priority State expenditure as set out in the appropriations of the Finance Law.

(2) Where elections are held in a non-election year, the State shall take appropriate measures to allocate requisite resources to Elections Cameroon for the organization of the elections.

**SECTION 36:** The Minister in charge of finance shall appoint a Treasury Accounting Officer to Elections Cameroon.

**SECTION 37:** (1) An Auditor shall be appointed to Elections Cameroon by the Minister in charge of finance for a term of office of 3(three) years, renewable once.

(2) At the end of every financial year, the Auditor shall submit to the Minister in charge of finance a report on the financial management of Elections Cameroon.

**SECTION 38:** The administrative accounts and management accounts of Elections Cameroon shall be submitted annually to the Minister in charge of finance and to the Audit Bench of the Supreme Court.

**SECTION 39:** The accounts of Elections Cameroon shall be audited annually by the relevant State services.

## **CHAPTER VI** **MISCELLANEOUS PROVISIONS**

**SECTION 40:** A decree of the President of the Republic shall lay down the protocol ranks and privileges of the Chairperson and Vice-Chairperson of the Electoral Board, members of the Electoral Board, as well as the Director General and Deputy Director General of Elections.

**SECTION 41:** (1) The Chairperson and Vice-Chairperson of the Electoral Board as well as the Director General and the Deputy Director General of Elections shall be entitled to monthly remuneration and benefits in kind.

(2) Members of the Electoral Board shall be entitled to session allowance during Electoral Board meetings and shall be reimbursed all expenses incurred in respect of such meetings upon production of supporting documents.

(3) Allowances and mission allowances shall be granted to members of the Electoral Board.

(4) The monthly remuneration, session allowances, allowances and mission allowances referred to in Sub-sections 1, 2 and 3 above shall be determined by decree of the President of the Republic.

**SECTION 42:** The rules of procedure and *modus operandi* of Elections Cameroon shall be laid down by by-laws.

**SECTION 43** (1) Government services shall collaborate with and support Elections Cameroon in the performance of its statutory duties.

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

(2) The Minister in charge of territorial administration shall ensure permanent liaison between Government and Elections Cameroon. In this respect, the latter shall submit copies of minutes and progress reports to him.

**SECTION 44:** (1) In the event of shortcomings or dysfunctions on the part of Elections Cameroon, the President of the Republic shall take the remedial measures he deems necessary.

(2) Pursuant to Articles 5 and 8 of the Constitution, the President of the Republic may terminate, as the case may be, the duties of the Chairperson, Vice-Chairperson and members of the Electoral Board as well as those of the Director General and Deputy Director General of Elections.

**PART III**  
**COMMON PROVISIONS RELATING TO THE**  
**ELECTION OF THE PRESIDENT OF THE**  
**REPUBLIC, MEMBERS OF PARLIAMENT,**  
**MUNICIPAL COUNCILLORS AND**  
**REFERENDUMS**

**CHAPTER I**  
**THE ELECTORATE**

**I - QUALIFICATION OF ELECTORS**

**SECTION 45:** Every person of Cameroonian nationality of either sex, who has reached the age of 20 (twenty) years, is registered on an electoral register and is free from all cases of disqualification provided for by law, shall be entitled to be an elector.



## Elections Cameroon - ELECAM

**SECTION 46:** (1) Every Cameroonian citizen enjoying the right to vote who has their home of origin or place of abode within a council area or has actually been resident therein for at least the last 6 (six) months may be entered in the electoral register in such council area.

(2) Every Cameroonian citizen who does not satisfy the age or residence conditions at the time of revision of electoral registers may also be entered in the electoral register, provided they satisfy such conditions before final closure of the said register or, if need be, polling day.

(3) Every member of the Armed Forces and person of equivalent status in any corps may be entered in the electoral register of the place where their unit or home port is established without taking into account the residence condition.

(4) Every citizen who proves that their name is on the income tax assessment list of a given constituency for the fifth consecutive year may likewise be entered on the electoral register of such constituency.

(5) In the case referred to in Sub-section (4) above, any application for registration shall necessarily be accompanied by a certificate issued by the Council Branch of Elections Cameroon having jurisdiction over the applicant's place of abode or habitual residence to the effect that the applicant is not registered or that they have been struck off the electoral register.

## II - ELECTORAL DISQUALIFICATIONS

**SECTION 47:** Whoever:

- has been convicted of a felony, even by default;
- has been sentenced to a term of imprisonment, without suspension, of more than 3 (three) months;

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

- has been sentenced to a term of imprisonment, accompanied by suspension of sentence or probation, of more than 6 (six) months;
- is the subject of a warrant of arrest;
- is an un-discharged bankrupt who has been so adjudged either by a Cameroonian court or a foreign judgment enforceable in Cameroon;
- is insane or of unsound mind,
- shall not be entered on the electoral register.

**SECTION 48:** (1) Whoever has been convicted of any offence against the security of the State, without being rehabilitated or granted amnesty, may not be entered on any electoral register for a period of 10 (ten) years.

(2) The period of 10 (ten) years provided for in Sub-section (1) above shall run from the day of release for persons sentenced to a term of imprisonment or from the day of payment of the fine, where applicable.

## **CHAPTER II** **ELECTORAL COMMISSIONS**

**SECTION 49:** Joint electoral commissions shall be set up and charged respectively with preparing electoral activities, organizing and supervising election operations, polling operations and the final counting of votes.

### **I - COMMISSIONS CHARGED WITH PREPARING ELECTORAL ACTIVITIES**

**SECTION 50:** Preparing electoral activities shall include drawing up



## Elections Cameroon - ELECAM

and revising electoral registers as well as the issuance and distribution of voters' cards.

**A - Commissions Charged with the Revision of Electoral Registers**

**SECTION 51:** Electoral registers shall be drawn up by the branches of Elections Cameroon, in conjunction with the competent joint commissions.

**SECTION 52:** (1) In every council, there shall be a commission charged with the revision of the electoral registers. Where the area or size of the population of the council so warrants, the Director General of Elections may set up several electoral register revision commissions.

(2) The electoral register revision commission shall comprise:

***Chairperson:*** a representative of Elections Cameroon, appointed by the officer of the divisional branch of Elections Cameroon;

***Members:***

- a representative of the Administration, appointed by the Sub-divisional Officer;
- the Mayor, or a Deputy Mayor or a Municipal Councillor, appointed by the Mayor;
- a representative of each legalized political party operating within the territorial jurisdiction of the council concerned.

(3) The Sub-divisional Officer, the Mayor and each political party must, within at least 15 (fifteen) days before the revision of the electoral register commences, notify the Council Branch of Elections Cameroon of the names of their representatives appointed to sit on the commission.

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

(4) Where a political party fails to appoint a representative in good time, the Head of the Council Branch of Elections Cameroon may, after a formal notice remains unheeded, appoint a civil society personality to the commission.

(5) Where the Mayor fails to appoint a representative in good time, the Head of the Council Branch of Elections Cameroon shall, after a formal notice remains unheeded, refer the matter to the Senior Divisional Officer who shall appoint a council official to sit on the commission as the representative of the Council.

(6) The composition of each voter register revision commission shall be approved by a decision of the Head of the Divisional Branch of Elections Cameroon.

(7) The duties of member of the revision commission shall be honorary.

(8) The work of the commission may be validly carried out by a single member provided that all the other members are kept informed of such work prior to its completion.

(9) At the end of its proceedings, the voter register revision commission shall draw up a report, signed by the Chairperson and commissioners.

**B - Commissions charged with supervising  
the issuance and distribution of voter cards**

**SECTION 53:** (1) In every Council area, there shall be one or several commissions charged with supervising the issuance and distribution of voter cards.

(2) This commission referred to in (1) above shall comprise the following:

**Chairperson:** a representative of Elections Cameroon, appointed



Elections Cameroon - ELECAM

by the Head of the Divisional Branch of Elections Cameroon;

**Members:**

- a representative of the Administration, appointed by the Sub-divisional Officer;
- the Mayor, or a Deputy Mayor or a Municipal Councillor, appointed by the Mayor;
- a representative of each legally authorized political party operating within the jurisdiction of the council concerned.

(3) The composition of the commission charged with supervising the preparation and distribution of voter cards shall be approved by a decision of the Head of the Divisional Branch of Elections Cameroon who, at least 15 (fifteen) days before the distribution of voter cards commences, shall transform the commissions charged with the revision of electoral registers into commissions charged with supervising the preparation and distribution of voter cards.

(4) At the end of its deliberations, the commission charged with supervising the preparation and distribution of voter cards shall draw up a report, signed by the Chairperson and commissioners.

## II - LOCAL POLLING COMMISSIONS

**SECTION 54:** (1) Every polling station shall have a Local Polling Commission comprising:

**Chairperson:** a personality appointed by the Head of the Divisional Branch of Elections Cameroon.

**Members:**

- a representative of the Administration, appointed by the Subdivisional Officer;

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

- a representative of each candidate, list of candidates or political party.

(2) The names of representatives of the Administration and candidates, list of candidates or political parties chosen from among electors registered in the electoral register of the polling station concerned shall be notified to the Council Branch of Elections Cameroon, no later than the sixth day before the election day.

(3) The composition of each Local Polling Commission shall be approved by a decision of the Head of the Divisional Branch of Elections Cameroon.

**SECTION 55:** During vote counting, the Chairperson of the Local Polling Commission shall appoint 4 (four) electors from among electors registered on the electoral register of the polling station to serve as scrutineers.

**SECTION 56:** Where one or more representatives of candidates, lists of candidates or political parties is/are absent at the opening of the poll, the Chairperson of the Local Polling Commission must, by decision recorded in the report, fill up such vacancies in the Commission by appointing electors whose names feature in the electoral register of the polling station and who can read and write English or French.

**SECTION 57:** (1) At least 3 (three) members of the Local Polling Commission must be present at the polling station or its immediate vicinity throughout polling.

(2) However, where the Chairperson finds it absolutely impossible to form the Local Polling Commission, they may open the polling station at the time fixed for the commencement of the poll. The Chairperson shall mention in their report the time when Commissioners were appointed and assumed duty.

**SECTION 58:** Representatives of candidates, lists of candidates or political parties who, for no valid reasons, are not present at the time

Elections Cameroon - ELECAM

of commencement of polling and have been replaced by the Chairperson under the conditions specified in Sections 56 and 57 above, shall not be entitled to sit on the Local Polling Commission.

**SECTION 59:** Every candidate, list of candidates or political party may appoint 3 (three) polling agents for each Subdivision who shall have free access to all the polling stations of the Subdivision. Such agents may be expelled from a polling station only if they cause a breach of the peace. Such expulsion shall be recorded in the report. The agents may make comments on the conduct of the poll to the Local Polling Commission. Such comments shall be recorded in the report.

**SECTION 60:** (1) The Chairperson of the Local Polling Commission shall alone be responsible for maintaining law and order at the polling station.

(2) They shall order the expulsion from the polling station of any person who is not an elector registered under the polling station, with the exception of candidates, heads of administrative units within whose territorial jurisdiction the station is situated and their representatives.

(3) They shall prohibit anyone from obstructing the polling station. They may requisition the forces of law and order to restore order in the polling station or to cause the station to be vacated.

(4) No elector may be allowed to enter the polling station if they are carrying any weapon whatsoever.

**SECTION 61:** (1) The Local Polling Commission shall rule on any difficulties relating to the organization and conduct of the poll and vote counting. In case of a tie, the Chairperson shall have the casting vote.

(2) Where the decision of the Local Polling Commission is

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

impugned either, by a Commissioner, an elector affected, a candidate, or an agent of a list of candidates or political party, mention of such decision, the reasons therefore and the dispute shall be made in the report.

**SECTION 62:** (1) The Local Polling Commission shall prepare a report on all polling operations. The said report shall be signed by the Chairperson and members present and forwarded to the Head of the Divisional Branch of Elections Cameroon.

(2) The Head of the Council Branch of Elections Cameroon shall, within 48 (forty-eight) hours of the close of polling operations, forward a copy of the reports of Local Polling Commissions and appended documents to the Divisional Supervisory Commission or the Council Supervisory Commission, if need be.

(3) The Divisional Supervisory Commission shall, within 72 (seventy-two) hours, forward the report of its proceedings to the National Commission for the Final Counting of Votes.

### III - DIVISIONAL SUPERVISORY COMMISSIONS

**SECTION 63:** A Divisional Supervisory Commission shall be set up in each Division and shall be responsible for ensuring the smooth conduct of election preparations and election operations proper. To this end, the Divisional Supervisory Commission shall:

- supervise operations for drawing up, keeping and revising electoral registers;
- examine all protests or claims relating to electoral registers or voter cards;
- supervise the distribution of voter cards;
- authorize any corrections it deems necessary after examining protests or claims against the decisions of the competent commissions relating to the electoral register or voter cards;

Elections Cameroon - ELECAM

- centralize and check returning operations carried out by Local Polling Commissions and documents relating thereto. In case of a minor irregularity, it may request immediate regularization by members of the Local Polling Commission.

**SECTION 64:** (1) The Divisional Supervisory Commission, whose seat shall be the chief-town of the Division, shall comprise:

**Chairperson:** the President of the High Court with territorial jurisdiction.

**Members:**

- 3 (three) representatives of the Administration, appointed by the Senior Divisional Officer;
- 3 (three) representatives of Elections Cameroon, appointed by the Head of the Divisional Branch of Elections Cameroon;
- a representative of each candidate.

(2) The composition of the Divisional Supervisory Commission shall be approved by decision of the Head of the Regional Branch of Elections Cameroon.

(3) Notwithstanding the provisions of Sub-section (1) above, the Divisional Supervisory Commission shall be presided over by a Judicial /Legal Officer appointed by the President of the Court of Appeal with territorial jurisdiction where there is no High Court in the Division, or where the President of the said High Court is unavoidably absent, as the case may be.

(4) The defaulting member may, by simple notification to the Chairperson of the Divisional Supervisory Commission, be replaced by the authority or candidate who appointed them.

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

**SECTION 65:** (1) The list of members of the Divisional Supervisory Commission shall be kept permanently at the Registry of the High Court, at the Senior Divisional Office, and at the Divisional Branch of Elections Cameroon.

(2) It may be consulted by any elector of the constituency.

**SECTION 66:** The duties of Chairperson and of member of the Divisional Supervisory Commission shall be honorary.

**SECTION 67:** (1) The proceedings of the Divisional Supervisory Commission shall be conducted on the basis of reports forwarded by officials of Council Branches of Elections Cameroon.

(2) In case of miscalculation, the Divisional Supervisory Commission may correct the corresponding reports. However, it shall not cancel them. In case of rectification or adjustment, the Divisional Supervisory Commission must explain its decision and mention it in its report.

(3) The deliberations of the Divisional Supervisory Commission shall be recorded in reports signed by the Chairperson and commissioners present. Copies of this report shall be established according to the members present plus two. Each signatory of the report shall receive a copy. The copy held by the representatives of ELECAM shall be the authentic text.

(4) A copy of the said report shall be forwarded to the General Directorate of Elections.

#### IV - THE NATIONAL COMMISSION FOR THE FINAL COUNTING OF VOTES

**SECTION 68:** (1) A National Commission for the Final Counting of Votes is hereby set up. It shall be composed as follows:

**Chairperson:** a member of the Constitutional Council, appointed by

Elections Cameroon - ELECAM

the President of the Constitutional Council;

**Members:**

- 2 (two) Judicial Officers appointed by the Chief Justice of the Supreme Court;
- 5 (five) representatives of the Administration, appointed by the Minister in charge of territorial administration;
- 5 (five) representatives of Elections Cameroon, appointed by the Director General of Elections;
- 1 (one) representative of each candidate or political party taking part in the election, appointed by the candidate or his political party.

(2) The composition of the National Commission for the Final Counting of Votes shall be approved by a resolution of the Electoral Board.

(3) The list of members of the National Commission shall be notified to the Constitutional Council and made available to the public.

**SECTION 69:** (1) The National Commission for the Final Counting of Votes shall carry out the final counting of votes, on the basis of reports and appended documents submitted by Divisional Supervisory Commissions.

(2) It shall correct any clerical errors in the counting of votes. However, it shall not cancel the corresponding reports.

(3) The final counting of votes shall be public and shall take place at the seat of the Constitutional Council.

(4) The National Commission for the Final Counting of Votes shall draw up a report on all its operations. The report, copies of

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

which are established according to the members, shall be signed by the Chairperson and Commissioners present. A copy of this report shall be given to each signatory member. A copy with appended documents shall be forwarded within 5 (five) days to the Constitutional Council.

## **CHAPTER III** **ELECTORAL REGISTERS**

### **I - DRAWING UP OF ELECTORAL REGISTERS**

**SECTION 70:** (1) Electoral registers shall be drawn up and kept in every Council. An electoral register shall also be drawn up for each polling station.

(2) The electoral registers shall be drawn up in alphabetical order.

(3) Every newly registered elector shall be issued a receipt bearing the date, place and registration number.

(4) The receipt referred to in subsection (3) above shall be used only for lodging complaints relating to voter registration operations and may not, for any reason whatsoever, be used in place of the voter card.

(5) The register shall contain the full name, date and place of birth, occupation, residence or place of abode of every elector.

**SECTION 71:** Entry on the electoral register shall be a right. It shall be carried out by the branches of Elections Cameroon, in collaboration with the relevant joint commissions.

**SECTION 72:** (1) The electoral register shall bear the names of all registered electors who have been residing in the council for at least 6 (six) months.

## Elections Cameroon - ELECAM

(2) The electoral register shall further contain the names of electors who have been registered under the provisions of Section 46 of this law.

(3) Such registration shall not be carried out automatically. It shall be done only at the express request of the elector who shall first adduce evidence that their name does not appear on any other electoral register.

**SECTION 73:** (1) No person may have their name entered on more than one electoral register or several times on the same register.

(2) Where an elector is registered several times on the same register, only one registration shall be valid. Such elector shall be automatically struck off the other registers.

(3) Where an elector is registered on several registers, only the last registration shall be valid, save otherwise requested by the elector. They shall be automatically struck off the other registers.

(4) Any refusal to register an elector must be justified and notified to the elector concerned. Such refusal may be disputed or challenged before the Divisional Supervisory Commission or the Electoral Board as the case may be.

## II - ANNUAL REVISION OF ELECTORAL REGISTERS

**Section 74:** (1) Electoral registers shall be permanent. They shall be revised every year throughout the national territory.

(2) The annual revision of the electoral registers shall commence on 1 January and end on 31 August of every year.

**SECTION 75** (1) The Director General of Elections may, after obtaining the assent of the Electoral Board, order by decision, a thorough recompilation of the registers at the time of annual revision.

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

(2) Notwithstanding the provisions of Sections 74 (2) and 75 (1) above, annual revision or, where applicable, the recompilation of electoral registers shall be suspended from the date of convening the electors.

(3) In case of recompilation of electoral registers, the Director General of Elections may extend the period provided for in Section 74 (2) above by no more than 3 (three) months.

(4) During the period of the revision of electoral registers, applications for expunging names or for modification shall be submitted to the commissions provided for under Section 52 above. Such commissions shall carry out the corresponding operations.

**SECTION 76:** (1) In case of recompilation, entirely new electoral registers shall be drawn.

(2) During the period of revision, the following persons shall be entered in the electoral register:  
citizens who meet the conditions laid down by law;  
citizens whose names were previously omitted.

(3) The commission shall expunge from the register the names of:  
deceased persons;  
- persons ordered to be struck off the register by the competent judicial authority;  
- persons who no longer meet the conditions laid down by law;  
- persons found to have been wrongfully registered.

(4) Modifications shall be made to the electoral register following any change of residence or clerical errors noticed especially regarding the full name, parentage, date and place of birth of electors.

Elections Cameroon - ELECAM

**SECTION 77:** (1) Operations to enter electors, expunge electors' names and make adjustments on the electoral register shall be carried out on the registers and forms provided for that purpose by Elections Cameroon.

(2) The registers referred to in Section 77 (1) above shall be kept and preserved at Council Branches of Elections Cameroon. Such registers may be consulted by any person who so desires.

(3) During the period of revision of electoral registers, any citizen whose name has been omitted from the electoral register may apply to be entered on the register.

**SECTION 78:** (1) The Chairperson of the Commission charged with the Revision of Electoral registers shall forward the report of the proceedings of the said Commission to the Divisional Branch of Elections Cameroon, no later than 5 September. All documents relating to deletion of names and modifications shall be appended to such report.

(2) After keying in, carrying out technical checks and drawing up the provisional electoral register of the Division, the Head of the Divisional Branch of Elections Cameroon shall forward the corresponding electoral registers to the Council Branches concerned for posting up no later than 20 October.

(3) Once the provisional electoral registers are published, any political party or elector may refer any irregularities or omissions noted to the Revision Commission or, where necessary, the Divisional Supervisory Commission.

**SECTION 79:** (1) The Commission charged with the Revision of Electoral registers shall forward a report on any corrections made on the provisional registers to the Divisional Branch of Elections Cameroon, no later than 10 November.

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

(2) Following the drawing up of the revised electoral register for the Division, the Divisional Branch of Elections Cameroon shall forward the said register to the Director General of Elections, through the Regional Branch, no later than 10 December.

**SECTION 80:** At the end of the revision exercise, and based on the documents and data provided by the Regional Branches of Elections Cameroon, the Director General of Elections shall draw up and publish the national electoral register, no later than 30 December.

**SECTION 81:** (1) The Director General of Elections shall be responsible for keeping the national electoral register.

(2) Any political party, elector or representative of a political party or candidate may petition the Electoral Board for any case in particular of omission, error or multiple entry of an elector on the national electoral register.

(3) Where the petition is rejected, the person concerned may file an appeal to the Court of Appeal with territorial jurisdiction over Elections Cameroon, which shall give a final ruling, free of charge and with no particular procedure, within 5 (five) days of the filing of the appeal.

### III - REGISTRATION OUTSIDE REVISION PERIODS

**SECTION 82:** (1) The following persons may be entered on the electoral register outside revision periods, without any residence requirements and where such changes lead to a change of residence:

- (a) Civil Servants and State employees who have been either transferred or placed on retirement after the closing date for registration, as well as any members of their families who are living with them on the date of such transfer or retirement;
- (b) Servicemen who have been demobilized after the expiry of the time limit for registration;

Elections Cameroon - ELECAM

(2) The provisions of Section 82(1) (a) above shall also apply to private sector employees who have been either transferred or placed on retirement.

(3) Applications for entry on electoral registers outside the revision period shall be supported by all relevant information and filed with the Council Branch of Elections Cameroon.

**SECTION 83:** (1) Applications shall be examined by the (Council) Commission charged with the Revision of Electoral registers within a period of 9 (nine) days, and no later than 6 (six) days before polling day. The decisions of the Commission shall be notified forthwith to the parties concerned.

(2) The Commission shall enter the name of the elector in the electoral register and in the addendum which shall be published no later than 4 (four) days before the polling day.

## **CHAPTER IV** **VOTER CARDS**

**SECTION 84 - (new)** (1) Every elector whose name has been entered on the electoral register shall be issued a biometric voter card which shall bear their full name, date and place of birth, parentage, photograph, finger prints, occupation, domicile or residence.

(2) Voter cards shall be permanent.

(3) Where voter cards are renewed or new names are entered on the electoral register, the cards shall be distributed within a period of 40 (forty) days before the polling day.

(4) However, in the event of recompilation, the distribution of voter cards shall be carried out during registration or once the cards are produced, when the technical conditions have been met.

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

**SECTION 85:** (1) The distribution of voter cards shall be carried out under the supervision of the Commission referred to in Section 53 of this law.

(2) Voter cards not delivered to their legal holders shall be left at the polling station where such holders are registered and shall remain at their disposal until the close of the poll.

(3) Such cards shall be delivered to the legal holders only upon the production of the identity card of each holder or the receipt referred to in Section 70 above.

(4) In every polling station, at the close of the poll, the Commission shall count the unclaimed cards, stamp and place them in a sealed packet which it shall take to the Council Branch of Elections Cameroon with the election report specifying the number of such cards.

## **CHAPTER V** **CONVENING THE ELECTORS**

**SECTION 86:** (1) Electors shall be convened by decree of the President of the Republic.

(2) No less than 90 (ninety) days shall elapse between the date of publication of the convening decree and the day of election.

(3) Polling shall take place on a Sunday or a day declared a public holiday and shall last a single day.

(4) The decree convening electors shall specify the time of opening and closing of polling stations.



## **CHAPTER VI** **ELECTION CAMPAIGN**

**SECTION 87:** (1) The election campaign shall open on the 15<sup>th</sup> (fifteenth) day preceding the election and close at midnight on the eve of the election day.

(2) Candidates may prepare circulars, manifestos or posters, at their own expense or that of the party presenting their candidatures.

(3) Such circulars, manifestos or posters shall be in the colour chosen for the candidate or party. They shall bear the initials chosen for printing the ballot papers.

(4) The maximum size of the posters prepared for the election campaign shall be determined by decision of the Director General of Elections.

**SECTION 88:** (1) The General Directorate of Elections shall, for every candidate, party or list of candidates running in the election, print a number of ballot papers equivalent to the number of electors registered, plus one quarter thereof, as well as campaign ballot papers.

(2) The size of ballot papers shall be determined by decision of the General Directorate of Elections, after consultation with the Electoral Board.

**SECTION 89:** (1) Such circulars, manifestoes and posters signed by the representative of the list, candidate or political party shall be submitted in duplicate to Elections Cameroon for prior endorsement.

(2) A copy of such circular, manifesto and poster shall be filed and the other copy, carrying the endorsement, shall be handed back to the candidate or to the representative of the candidate, list or po-

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

litical party. The printed document shall make mention of the endorsement.

(3) The endorsement shall be withheld where a document is tantamount to a call to violence or undermines national territorial integrity, the Republican form of the State, State sovereignty, national unity or incites hatred against a State official or a citizen or a body of citizens.

(4) The endorsement shall indicate the colour and initials assigned to each candidate or political party.

**SECTION 90:** Any document published and circulated in contravention of the provisions of Sections 87, 88 and 89 shall, at the instance of Elections Cameroon, be seized by the Administrative Authorities without prejudice to such criminal prosecution as may be instituted against the authors of such documents and the disseminators thereof.

**SECTION 91:** (1) At the instance of Elections Cameroon, Council authorities shall make available to every candidate or list of candidates space for the display of posters and other campaign material.

(2) No public display of posters in relation to the election, albeit stamped, shall be allowed outside the authorized spaces, whether by candidates or by any other person or group.

(3) This prohibition shall equally apply to posters or notices displayed in a place open to the public or on private premises if they are not displayed by the owner of the premises.

(4) It is prohibited for candidates, lists of candidates or political parties to post up their campaign material on panels reserved for other candidates, lists of candidates or political parties.

(5) Elections Cameroon shall order any posters unlawfully displayed to be removed.

Elections Cameroon - ELECAM

**SECTION 92:** (1) It is forbidden for any one to circulate or cause the circulation of any ballot papers, circulars, documents articles or objects related to the election in any way whatsoever, on election day.

(2) Any document or other articles circulated in violation of the provisions of Section 92 (1) above shall, at the behest of Elections Cameroon, be seized by the Administrative Authorities without prejudice to such criminal prosecution as may be instituted against the offenders.

**SECTION 93:** (1) During the election campaign period, the political parties running, or candidates or their representatives may organize meetings to explain and present electoral platforms and manifestoes to electors.

(2) For the purposes of Section 93 (1) above, the representative of each list or any other agent of each political party or candidate intending to hold election meetings shall submit the meeting schedule to the administrative authorities and the branches of Elections Cameroon so that steps can be taken to ensure the maintenance of law and order.

(3) In the absence of a meeting schedule, any public meeting organized as part of the election campaign must be declared with the Administrative Authorities and the branches of Elections Cameroon at least 24 (twenty-four) hours in advance, indicating the time and venue of the meeting.

**SECTION 94:** (1) Where public law and order are seriously threatened, the administrative authority may, by order, prohibit any such meeting(s).

(2) In such case, the administrative authority shall agree with the organizers on a new date or, where necessary, venue to enable them to hold such meeting(s). It shall inform the competent branches of Elections Cameroon of such arrangements.

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

**SECTION 95:** (1) Unless otherwise authorized by the competent administrative authorities with territorial jurisdiction, meetings may not be held on the public highway.

(2) The administrative authority may, having regard to local conditions, fix by order the hour after which no meeting may continue.

## **CHAPTER VII** **THE POLL**

### **I - POLLING STATIONS**

**SECTION 96:** (1) The Director General of Elections shall draw up the list of polling stations for every council.

(2) Such list shall specify the area covered by each polling station.

(3) There shall be one polling station for a maximum of 500 (five hundred) electors.

(4) Every polling station shall be located in public premises or in premises open to the public.

**SECTION 97:** The list of polling stations shall be forwarded to Council Branches of Elections Cameroon for posting up at least 8 (eight) days before the day of election.

### **II - CONDUCT OF THE POLL**

**Section 98:** (1) Every polling station shall have the electoral registers eligible to vote. One of such registers shall be used for electors to enter their signatures. One list shall be posted up at the polling station.

Elections Cameroon - ELECAM

(2) Every polling station shall have the necessary election material for the conduct of the poll.

**SECTION 99:** (1) The Chairperson of the Local Polling Commission shall, at the start of polling, take note of the time of opening of the poll which they shall mention in the polling report.

(2) Before the first elector casts their vote, the Chairperson of the Local Polling Commission shall publicly open the ballot box to ascertain that it is empty and has no opening, then lock it under the control of the other members of the polling station and, where applicable, in the presence of any other accredited person.

**SECTION 100:** (1) The election shall be by secret ballot. Uniform and opaque envelopes shall be used in voting.

(2) In every polling station, the number of ballot papers of each candidate or list of candidates as well as envelopes must be more than the number of registered voters.

**SECTION 101:** (1) Any voter whose name is duly entered in the electoral register shall be entitled to vote.

(2) However, the right to vote shall be suspended for whoever is remanded in custody or is detained after conviction by a criminal court.

**SECTION 102:** (1) No person shall be allowed to vote unless their name appears on the electoral register of the polling station concerned.

(2) The provisions of Section 102 (1) above notwithstanding, the Chairperson and members of the Local Polling Commission shall be allowed to vote in the polling station upon producing their voter's cards.

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

(3) In case of appeal by an elector, any decision by the competent court ordering registration, as evidenced by an Order, shall be tantamount to registration of the said elector on the electoral register concerned.

**Section 103:** (1) On entering the polling station, the elector shall produce their voter's card. They shall also prove their identity by producing their national identity card.

(2) The Local Polling Commission may allow any elector registered in the polling station whom, for one reason or the other, may be unable to produce their voter's card. The Commission shall first check the elector's identity as provided for in Section 103 (1) above.

**SECTION 104:** (1) After having been identified, every elector shall themselves take an envelope and each of the ballot papers placed at their disposal, and compulsorily enter the polling booth where they shall make their choice.

(2) They shall come out of the polling booth and, after satisfying the Commission that they hold a single envelope only, shall place such envelope in the ballot-box.

(3) The polling booth shall be set up in such manner as to ensure secrecy of the ballot.

**SECTION 105:** (1) Any elector suffering an infirmity or whose physical state makes them unable to carry out on their own, any of the operations described in Sections 103 and 104 above, may enlist the assistance of an elector of their choice.

(2) The elector chosen must be registered on the electoral register of the polling station concerned and shall not be a candidate or representative of a candidate, list of candidates or political party. They may not assist more than one elector on polling day.

Elections Cameroon - ELECAM

**SECTION 106:** (1) The fact that an elector has voted shall be evidenced by affixing the elector's signature and finger print using indelible ink on the relevant column of the electoral register.

(2) Where the elector is unable to sign, the fact that such elector has voted shall be evidenced by affixing the elector's finger print using indelible ink on the relevant column of the electoral register.

**SECTION 107:** Initialled copies of the electoral register shall be kept by the Council Branch of Elections Cameroon. In case of dispute, such initialled copies shall be forwarded to the Constitutional Council for consultation or to the competent administrative court, at its instance.

### III - COUNTING OF THE VOTES

**SECTION 108:** (1) Once the time set for the close of polls is up, the Chairperson of the Local Polling Commission shall declare the close of polls.

(2) No elector who arrives after the close of polls may be allowed to vote.

(3) However, any elector who, at the time of closing the polls is within the premises of the polling station or who has been waiting to enter the polling station shall be allowed to vote. The report of the Commission shall mention the time when voting actually ended.

**SECTION 109:** Vote counting and tallying shall take place in each polling station immediately after the actual end of voting, in the presence of voters who so desire provided the hall can contain them without obstructing the counting operation.

**SECTION 110:** (1) However, where public peace so warrant, the Chairperson of the Local Polling Commission shall seal the ballot box, under the supervision of members of the Local Polling Com-

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

mission and the forces of law and order.

(2) The Chairperson shall thereupon, accompanied by the members of the Commission, take the ballot-box to the Council Branch of Elections Cameroon.

(3) The opening of the ballot-box and envelopes and the counting of votes shall be carried out in the presence of the head of the Council Branch of Elections Cameroon, or their representative and members of the Local Polling Commission.

**SECTION 111:** (1) Envelopes shall be checked and opened by members of the Local Polling Commission assisted by appointed scrutineers.

(2) The names of the appointed scrutineers shall be entered in the report of each Local Polling Commission.

**SECTION 112:** (1) The vote counting procedure shall be as follows: The ballot box shall be opened and the number of envelopes contained therein checked;

- One of the scrutineers shall take the ballot paper out of each envelope, unfold it and hand it to another scrutineer who shall read it aloud; the name of the candidate or list of candidates, or the choice "YES" or "NO" in case of referendum, appearing on the ballot paper shall be recorded by two scrutineers on specially prepared counting sheets. Where an envelope contains several ballot papers, such ballot papers shall be invalid if they are different; they shall count as one vote if they are identical.

(2) The result of counting shall not take into account:

- Any ballot paper bearing any signs, marks or signature by which the elector may be identified;
- Ballot papers contained in envelopes bearing signs of a



Elections Cameroon - ELECAM

similar nature or in envelopes other than those officially made available to electors;

- Any ballot paper other than officially printed ballot papers.

(3) Ballot papers so declared invalid and, where applicable, envelopes containing such ballot papers shall be attached to the report which shall mention the number of such invalid ballot papers. Ballot papers found in the ballot box without any envelope and envelopes found empty shall likewise be regarded as invalid and mentioned in the report. Counting sheets shall be attached to the report.

**SECTION 113:** Once counting is over, the results obtained in each polling station shall be proclaimed.

**SECTION 114:** Any objections which may be raised by electors at the time of vote counting shall be decided upon by the Local Polling Commission and shall be recorded in the report.

**SECTION 115:** (1) The results of the poll shall forthwith be entered into a report. Such report, which shall be made in as many copies as there are members plus 2 (two), shall be closed and signed by all the members.

(2) A copy of the report shall be handed to each member of the Local Polling Commission present and having signed it.

(3) The Chairperson of the Local Polling Commission shall forward the original copy of the report to the Head of the Council Branch of Elections Cameroon for filing. The said original copy shall be authentic.

(4) A copy of the report shall be forwarded, within 48 (forty-eight) hours following the close of the poll, to the Chairperson of

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

the Divisional Supervisory Commission or to the Chairperson of the Council Supervisory Commission, where necessary.

## **PART IV** **PROVISIONS SPECIFIC TO VACANCY OF AND** **ELECTION TO THE PRESIDENCY OF THE** **REPUBLIC**

### **CHAPTER I** **TERM OF OFFICE AND POLLING**

**Section 116:** (1) The President of the Republic shall be elected for a term of office of 7 (seven) years by universal suffrage and by direct, equal and secret ballot.

(2) He shall be eligible for re-election.

(3) He shall be elected by a single-round majority ballot. Voting shall take place no less than 20 (twenty) days and no more than 50 (fifty) days before the expiry of the term of office of the incumbent President of the Republic.

(4) The candidate having obtained the majority of the votes cast shall be declared elected.

### **CHAPTER II** **ELIGIBILITY AND INCOMPATIBILITIES**

**SECTION 117:** (1) Candidates for the office of President of the Republic must be in full possession of their civic and political rights and must be aged 35 (thirty-five) years and above by the date of election.



## Elections Cameroon - ELECAM

(2) They shall be Cameroonian citizens by birth and show proof of having resided in Cameroon for an uninterrupted period of at least 12 (twelve) months and of having their names entered in the electoral register by the date of election.

**SECTION 118:** (1) All persons who, by their own doing, have placed themselves in a situation of dependence on or connivance with a foreign person, organization or power or foreign State shall not be eligible.

(2) Ineligibility shall be established by the Constitutional Council within 3 (three) days of referral to it, at the behest of any concerned person or the Legal Department.

**SECTION 119:** The office of President of the Republic shall be incompatible with any other public elective office or professional activity.

## **CHAPTER III** **NOMINATION OF CANDIDATES**

**SECTION 120:** Any candidate wishing to stand for presidential elections shall declare their candidature through a declaration bearing their authenticated signature.

**SECTION 121:** (1) A candidate may be:

- (a) Either put forward by a political party;
- (b) Or independent, on condition that they are put forward by at least 300 (three hundred) dignitaries hailing from all the Regions, with 30 signatures from each Region. Persons who qualify to append such signatures shall be either Members of Parliament or of Trades Chambers, or Regional Councillors, Municipal Councillors, or First-Class Chiefs.

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

(2) The candidate nominated by a political party not represented at the National Assembly, the Senate, in a Regional Council or in a Municipal Council should also fulfil the conditions laid out under Section 121(1)(b) above applicable to independent candidates.

The said dignitaries shall affix to a candidate's papers their signatures authenticated by the administrative authorities with territorial competence. Each dignitary may affix their signature only once and for a single candidate.

**SECTION 122:** (1) The candidacy papers shall bear the following information:

The full name, date and place of birth, occupation and residence of the candidate;

The colour, emblem and title chosen for printing ballot papers.

(2) The candidacy papers shall be accompanied by:

- The list of the 300 signatures of dignitaries as required under Section 121 above, where applicable;
- A certified copy of the candidate's birth certificate, no more than 3 (three) months old;
- The presentation and nomination papers submitted by the party sponsoring the candidate, where applicable;
- A declaration whereby the candidate undertakes, on honour, to abide by the Constitution;
- A certificate of non-conviction (Criminal record form No.3), no more than 3 (three) months old;
- A tax or no-tax certificate;
- A certificate of nationality;
- The original copy of a certificate showing payment of the deposit.

Elections Cameroon - ELECAM

(3) It shall be forbidden to choose an emblem bearing all the 3 (three) colours, namely GREEN, RED and YELLOW.

**SECTION 123:** (1) Candidacy papers shall be submitted in duplicate, within 10 (ten) days of the date of convening of electors.

(2) Candidacy papers shall be submitted to the General Directorate of Elections. They may also be submitted to the Regional Branches of Elections Cameroon, which shall forward them within 24 (twenty-four) hours to the General Directorate of Elections.

(3) A copy thereof shall be forwarded forthwith to the Constitutional Council by the candidate or his representative, against an acknowledgement of receipt.

(4) Candidacy papers may further be delivered by registered mail with acknowledgement of receipt, which shall be addressed to the General Directorate of Elections with a copy sent to the Constitutional Council, provided that such registered letter is received within the time-limit provided for in Sub-section (1) above.

(5) Where candidacy papers are submitted, a provisional receipt shall be issued. Where they are forwarded by registered mail, the acknowledgement of receipt shall stand in lieu thereof.

**SECTION 124:** (1) Each candidate shall pay a deposit of CFA 30 000 000 (Thirty million) francs into the Treasury.

(2) The Treasury Services shall then issue a certificate, in triplicate, showing payment of the deposit referred to in Sub-section (1) above. One of the copies of the certificate shall be forwarded forthwith by the Treasury Services to the Constitutional Council. The original and the other copy shall be handed over to the candidate.

**SECTION 125:** (1) The Electoral Board may accept or reject a candidacy.

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

(2) The Director General of Elections shall notify the person concerned of the reasoned decision to reject their candidacy. A copy of the said decision shall be forwarded forthwith to the Constitutional Council.

(3) The decision to reject a candidacy or to publish candidacies may be appealed against before the Constitutional Council under the conditions laid down in Sections 128, 129, and 130 below.

**SECTION 126:** Within no less than 60 (sixty) days to the date of the poll, the Electoral Board shall draw up and publish the list of candidates. It shall forthwith notify the Constitutional Council of such list of candidates.

**SECTION 127:** (1) Where a candidate put forward by a political party dies before the opening of the election campaign, such candidate may be replaced on the initiative of the said political party.

(2) The replacement referred to in Sub-section (1) above may be possible only where fresh candidacy papers are submitted to the General Directorate of Elections no later than the 20<sup>th</sup> day preceding the day of election.

(3) Independent candidates may not be replaced.

**SECTION 128:** (1) Where a candidate put forward by a political party is disqualified by the Constitutional Council after the publication of the list of candidates, they may be replaced by another candidate of the same political party. The said candidate must fulfil the conditions of eligibility laid down by this law.

(2) Such replacement must take place within no more than 3 (three) days of the decision of the Constitutional Council.

**SECTION 129:** Objections or petitions relating to the rejection or acceptance of candidates, as well as those relating to the colour, initials or emblem adopted by a candidate may be brought before the Con-

Elections Cameroon - ELECAM

stitutional Council by any candidate or political party taking part in the election or any person serving as a Government representative in the said election, within a maximum period of 2 (two) days following the publication of the list of candidates.

**Section 130:** (1) Objections and petitions shall be filed through ordinary petitions to the Constitutional Council.

(2) Such petitions shall not stay execution.

(3) The petitions shall be recorded by the Constitutional Council.

(4) Under pain of rejection, petitions shall specify the alleged facts and means.

(5) Petitions shall be notified to all the parties concerned through any fast means leaving a paper trail, and posted up at the Constitutional Council within 24 (twenty-four) hours following the filing thereof.

(6) The written evidence of the person concerned shall be deposited within 24 (twenty four) hours of the notification or posting up of the petition. The Constitutional Council shall issue an acknowledgement of receipt thereof.

**SECTION 131:** (1) In case of objections or petitions relating to the rejection or acceptance of candidacies as well as those relating to the colour, initials or emblem chosen by a candidate, the Constitutional Council, before which the matter is brought, shall rule within no more than 10 (ten) days of the filing of the petition.

(2) In case of a petition relating to the colour, initials or emblem adopted by a candidate, the Constitutional Council shall assign by priority to each candidate their habitual colours, initials or emblem by order of seniority of the political party which put forward the candidate and, as concerns the other cases, according to the

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

date of submission of the candidacy papers, as evidenced by the submission receipt.

(3) Any decision following a petition against the rejection or acceptance of a candidacy, as well as that relating to the colour, initials and/ or emblem shall be notified forthwith to the Electoral Board and to the political parties concerned.

## **CHAPTER IV** **ELECTORAL DISPUTES**

**SECTION 132:** (1) The Constitutional Council shall ensure the regularity of the presidential election.

(2) The Constitutional Council shall rule on all petitions filed by any candidate, any political party which took part in the election or any person serving as a representative of the Administration for the election, requesting the total or partial cancellation of election operations.

**SECTION 133:** (1) All petitions filed pursuant to the provisions of Section **132** above must reach the Constitutional Council within no more than 72 (seventy two) hours of the close of the poll.

(2) The Constitutional Council may, if it deems it necessary, hear any applicant or request the submission of evidence, against a receipt.

(3) Under pain of rejection, the petition shall specify the alleged facts and means. It shall be posted up within 24 (twenty four) hours of its submission and notified to the parties concerned who shall be allowed 48 (forty-eight) hours to submit their replies, against a receipt.

**SECTION 134:** The Constitutional Council may, without prior adver-

## Elections Cameroon - ELECAM

serial hearing, issue a reasoned decision to reject any petition it considers inadmissible or to be based solely on objections which cannot influence the outcome of the election.

**SECTION 135:** (1) In the event of cancellation of the elections, notification thereof shall forthwith be made to the Minister of Territorial Administration and Elections Cameroon.

(2) Notwithstanding the provisions of Section 86 of this law, a new election shall be held within no less than 20 (twenty) days and no more than 40 (forty) days of the date of cancellation.

(3) The incumbent President of the Republic shall remain in office up to the election and swearing-in of the President-elect, and shall convene the electorate within the time-limit provided for in Sub-section (2) above.

**SECTION 136:** The decisions of the Constitutional Council relating to elections, election results and candidatures shall be final.

## **CHAPTER V** **PROCLAMATION OF RESULTS**

**SECTION 137:** The Constitutional Council shall adopt and proclaim the results of the presidential election within no more than 15 (fifteen) days of the close of the poll.

**SECTION 138:** (1) Where, after the election, no candidate is declared President-elect of the Republic, the incumbent shall remain in office until a new President is elected and sworn in.

(2) In such case, a new election shall be held within the time-limit provided for under Section 135 above, from the expiry of the legal time-limit for the proclamation of the election results.

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

**SECTION 139:** (1) The election results shall be published according to the procedure of urgency and inserted in the Official Gazette in English and French.

(2) The publication provided for under Sub-section (1) above shall apply to any decision by the Constitutional Council to modify or cancel the said results.

## **CHAPTER VI** **OATH TAKING**

**SECTION 140:** (1) The President-elect shall assume office once he or she takes the oath within no less than 15 (fifteen) days of the proclamation of the results by the Constitutional Council.

(2) He shall take oath of office before the Cameroonian people in the presence of Members of Parliament, the Constitutional Council and the Supreme Court meeting in solemn session in the manner and words prescribed hereinunder:

- The President of the National Assembly shall administer the oath following a short address which he shall conclude in the following established form:
- “Mr. President of the Republic,
- Do you pledge yourself on your honour to faithfully perform the duties entrusted to you by the people, and do you solemnly swear before God and all men to devote all your efforts to preserving, protecting and defending the Constitution and the laws of the Republic of Cameroon, to watch over the commonwealth of the Nation, and to uphold and defend the unity, integrity and independence of the Cameroon Fatherland?”

The President-elect, standing, raising his right hand and facing the Members of Parliament, the Constitutional Council and the

Supreme Court shall pledge himself by answering:  
- **“I SO DO SWEAR.”**

**SECTION 141:** (1) Five (5) authentic original copies shall be made of the oath taking, signed by the President of the National Assembly and co-signed by the Presidents of the Senate, the Constitutional Council and the Supreme Court.

(2) One of the originals of the oath-taking deed referred to in Sub-section (1) above shall be kept at the Secretariat General of the National Assembly, 3 (three) original copies shall be deposited with and kept as record or minutes of the respective registries of the Senate, the Constitutional Council and the Supreme Court.

(3) One original copy shall be handed over to the President of the Republic.

## **CHAPTER VII** **VACANCY OF THE OFFICE OF** **PRESIDENT OF THE REPUBLIC**

**SECTION 142:** Where the Presidency of the Republic becomes vacant as a result of death, resignation or permanent unavailability ascertained by the Constitutional Council, the powers of the interim President of the Republic shall be exercised as of right until the election of a new president by the President of the Senate. Where the latter is also unable to exercise the powers, they shall be exercised by the Vice-President following the order of precedence in the Senate.

**SECTION 143:** (1) In the event of vacancy of the Office of President of the Republic due to resignation, the resigning President shall so inform the nation in a message.

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

(2) The President of the Republic shall then tender his resignation to the President of the Constitutional Council, who shall send a copy thereof to the President of the Senate.

(3) The message referred to in Sub-section (1) above shall be published according to the procedure of urgency and inserted in the Official Gazette in English and French.

(4) The interim President of the Republic shall exercise his duties in accordance with Section 142 above.

**SECTION 144:** (1) The interim President of the Republic, that is, the President of the Senate or his Vice, may neither amend the Constitution nor reshuffle the Government. He may not organize a referendum or be a candidate in the Presidential election.

(2) However, in case of necessity related to the organization of the presidential election, the acting President of the Republic may, upon consultation with the Constitutional Council, reshuffle the Government.

**SECTION 145:** (1) The permanent unavailability of the President of the Republic shall be ascertained by a majority of 2/3 (two-thirds) of the members of the Constitutional Council.

(2) Such unavailability shall be referred to the Constitution Council by the President of the National Assembly under the conditions laid down by regulation.

(3) The declaration of the vacancy of the office of President of the Republic as duly ascertained in accordance with Sub-sections (1) and (2) above, shall be published by the Constitutional Council according to the procedure of urgency and inserted in the Official Gazette in English and French.

**SECTION 146:** In the cases referred to in Sections 143 and 145

Elections Cameroon - ELECAM

above, the poll for the election of the new President of the Republic must be held no less than 20 (twenty) days and no more than 120 (one hundred and twenty) days of the vacancy of the office.

## **CHAPTER VIII** **MISCELLANEOUS PROVISIONS**

**Section 147:** (1) The deposit shall be refunded by the Public Treasury:

Either to the candidate who withdraws their candidacy prior to the printing of ballot papers, upon presentation of a receipt of payment of such deposit and a certificate of withdrawal of candidacy duly established by the Director General of Elections; or

To the elected candidate or candidate who obtained at least 10% of valid votes cast. In such case, the deposit shall be refunded upon presentation of a certificate of valid votes cast, issued by the Constitutional Council and having the value of a payment order; or

(2) In cases other than those specified above, the deposit shall remain in the Treasury.

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

## **PART V** **PROVISIONS SPECIFIC TO THE ELECTION OF** **MEMBERS OF PARLIAMENT**

### **CHAPTER I** **TERM OF OFFICE AND POLLING**

**SECTION 148.**- (1) Members of Parliament shall be elected for a term of 5 (five) years by universal suffrage and direct and secret ballot.

(2) They shall be eligible for re-election.

(3) All the seats in the National Assembly shall be renewed every 5 (five) years. Elections shall be held not later than 40 (forty) days to the expiry of the term of office of Members of Parliament.

(4) The term of office of Members of Parliament shall commence on the day of the session held as of right following the election.

(5) The National Assembly shall meet as of right in ordinary session on the second Tuesday following the proclamation of results of the election of Members of Parliament by the Constitutional Council.

**SECTION 149.**- (1) The division shall constitute an electoral constituency.

(2) However, certain electoral constituencies could be awarded on the grounds of their peculiar situation by a decree of the President of the Republic.

**SECTION 150.**-(1) The National Assembly shall have 180 (one hundred and eighty) members.

Elections Cameroon - ELECAM

(2) A decree by the President of the Republic shall fix the number of members representing each constituency.

**SECTION 151.**-(1) Voting shall be for a list of candidates without voters indicating any preference of candidates nor transferring candidates from one list to another.

(2) Each political party existing legally and willing to take part in the election in a constituency shall submit a complete list having the same number of candidates chosen from its members as the seats to be filled.

(3) Each list shall take into consideration the various sociological components of the constituency concerned. It shall also take into consideration gender aspects.

**SECTION 152.**-(1) Members of Parliament shall be elected through a mixed single round ballot, comprising a majority system and a proportional representation system.

(2) However, in constituencies having only one seat, there shall be a majority uninominal voting for a single candidate.

(3) After the ballot:

- In single member constituencies, the candidate with a majority of the votes cast shall be declared elected ; should there be a tie, the eldest candidate shall be declared elected ;
- In constituencies where the list system is applicable :
- the list that obtains an absolute majority of the votes cast shall win all the seats available;
- if no list obtains an absolute majority of the votes cast, the seats shall be shared as follows:

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

\* the list with the highest number of votes shall be allocated half of the seats rounded off, if need be, to the nearest whole number above ; where there is a tie between 2 (two) or more lists, the number of seats rounded off to the nearest whole number above shall be allocated to the list with the highest average age;

\* the remaining seats shall be allocated to the other lists through the application of proportional representation to the lists with the highest votes ; where there is a tie in the number of votes, the seat(s) shall be allocated to the list with the highest average age.

(4) Lists which obtain less than 5 % of the votes cast in the constituency concerned shall not be eligible for the proportional distribution of seats.

(5) Seats shall be allocated to candidates in the order in which they appear on each list.

**SECTION 153.**- For every seat to be filled, there shall be a substantive candidate and an alternate candidate, both of whom shall go before the electorate at the same time.

**SECTION 154.**- After their election, and in all cases of vacancy other than the death of the substantive member, the alternate shall take the seat of the Member of Parliament at the National Assembly until the expiry of the latter's term.

**SECTION 155.**- (1) Where one or more seats become vacant in a constituency either because of the death, resignation of the substantive or alternate member, or for any other reason, by-elections shall be held within a period of 12 (twelve) months following the occurrence of the vacancy.

(2) By-elections shall be held in the electoral constituency in the manner specified in Sections 153 and 154 above.



Elections Cameroon - ELECAM

(3) Where a seat becomes definitively vacant in an electoral constituency with many seats, there shall be a single ballot.

(4) Only political parties that took part in the general elections in the constituency shall be allowed to take part in the by-elections.

(5) No by-election shall be held if the vacancy occurs less than a year before the end of the legislative period.

## **CHAPTER II** **QUALIFICATION OF CANDIDATES**

**SECTION 156.**- Any Cameroonian citizen, of either sex, who enjoys the right to vote and is entered on electoral registers, is aged 23 (twenty-three) years at the date of the election and can read and write English or French can be nominated as a candidate for election to the National Assembly.

**SECTION 157.**- Any alien who has acquired Cameroonian nationality by way of naturalization shall be eligible only after a prescription period of 10 (ten) years, with effect from the date of acquisition of such nationality.

**SECTION 158.**- (1) No person shall be eligible for election where, by virtue of his own act, he has placed himself in a position of dependency on an alien, a foreign organization, power or State or is an intelligence agent thereof.

(2) On application of the relevant government service or any interested person(s), such ineligibility shall be established by the Constitutional Council.

**SECTION 159.**- (1) All persons serving in defence and territorial security services, especially in the security and police forces, and

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

members of the armed forces and the like shall likewise be ineligible and may not stand for election to the National Assembly during the discharge of their duties and during the 6 (six) months following the termination of their service by resignation, dismissal, transfer or by any other manner.

(2) Such ineligibility shall apply, under the same conditions, to persons who are performing or have performed the duties referred to in sub-section (1) above for a period of at least 6 (six) months, even if they are not or had not been on the regular strength.

**SECTION 160.**-(1) Public servants elected to the office of Member of Parliament shall, as of right, be seconded to the National Assembly for the whole term of their office.

(2) For State employees governed by the Labour Code, their employment contract shall be suspended for their whole term of office.

**SECTION 161.**- (1) Every member and every alternate shall meet the conditions for eligibility throughout his term of office.

(2) The seat in the National Assembly of a member or of an alternate shall automatically become vacant if, after the proclamation of the results of election, it is established that such member or alternate was ineligible or if during his term of office he is no longer eligible for membership under the conditions laid down in this law.

(3) The seat of a Member of Parliament shall be declared vacant by the Constitutional Council, at the behest of the bureau of the National Assembly. That of the alternate member shall be automatic.

(4) Where a Member of Parliament is convicted and declared ineligible after an election, the Constitutional Council shall establish such vacancy.

Elections Cameroon - ELECAM

### **CHAPTER III** **INCOMPATIBILITIES**

**SECTION 162.**- (1) The office of Member of Parliament shall be incompatible with the office of member of Government or of persons ranking as such, member of the Constitutional Council and of member of the Economic and Social Council.

(2) The office of Member of Parliament shall further be incompatible with the office of Senator, mayor, government delegate to a city council, president of a regional council, with any other non-elective public office and with the duties of president of a consular chamber, board chairperson or with the status of wage earner in a public establishment or public and semi-public enterprise.

**SECTION 163.**-(1) The occupation of one of the posts referred to in Section 162 above shall render the parliamentary seat vacant.

(2) No Member of Parliament shall cause or allow his name to be followed by any reference to his capacity as Parliamentarian in any advertisement concerning a financial, industrial or commercial undertaking.

### **CHAPTER IV** **NOMINATION OF CANDIDATES**

**SECTION 164.**- (1) Candidatures shall, within 15 (fifteen) days from the convening of the electorate, be made out in nomination paper in triplicate, bearing the legalized signature of candidates.

(2) Such nomination paper shall be submitted and registered, against a receipt, at the General Directorate of Elections or at the divisional branch of Elections Cameroon of the constituency concerned. A copy thereof shall immediately be sent to the Constitutional Council by the candidate or his representative, against acknowledgment of receipt.

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

(3) Nomination papers submitted at the divisional branch of Elections Cameroon shall be sent forthwith to the General Directorate of Elections.

(4) The nomination paper shall contain the following particulars:

- the full name, date and place of birth, filiations, occupation and residence of candidates;
- the name of the list and the political party sponsoring such list;
- the symbol selected for the purpose of printing ballot papers or of identifying the party;
- the name of the representative, whether he is a candidate or not, and the address of his residence;
- evidence of representation of sociological components of the constituency in drawing up the list;
- evidence of consideration of gender in drawing up the list.

(5) Any emblem comprising all of the following 3 (three) colours: green, red, yellow shall be forbidden.

**SECTION 165.**- The nomination paper shall include for each candidate, substantive or alternate:

- a copy of his birth certificate, not more than 3 (three) months old;
- a certificate of nationality ;
- a criminal record (Bulletin No. 3), not more than three months old;
- a declaration by which the substantive or alternate candidate testifies, on his honour, that his name appears only on that list and that he is not the object of any of the disqualifications provided for by this law;

Elections Cameroon - ELECAM

- a tax certificate or a tax exemption certificate;
- an attestation of registration on electoral registers ;
- the original receipt of payment of deposit ;
- an attestation by which the political party sponsors the person as candidate.

**SECTION 166** - (new) (1) The substantive candidate and his alternate shall both pay a deposit into the State Treasury in the amount of 1 000 000 (one million) CFA francs, according to the form and terms of Section 124 (2) of this law.

(2) The deposit shall be refunded by the State Treasury in the cases provided for by Section 147 of this law.

**SECTION 167.**- The provisions of Sections 125, 126, 129, 130 and 131 of this law relating to the nomination of candidates, disputes and complaints in respect of rejection or acceptance of candidatures as well as those on colour, initials or emblem chosen by a candidate or list of candidates shall be applicable to the election of Members of Parliament.

## **CHAPTER V** **ELECTORAL DISPUTES AND PROCLAMATION OF RESULTS**

**SECTION 168.**- (1) The Constitutional Council shall ensure the regularity of the election of Members of Parliament. It shall proclaim the results within a maximum period of 20 (twenty) days with effect from the date of closure of polls.

(2) Electoral disputes and organization of a new election, as the case may be, shall be carried out in pursuance of the provisions of Sections 132 to 136 of this law.

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

(3) The report on the conduct of electoral operations and proclamation of results shall be prepared by the Constitutional Council in four copies. It shall file the original copy and forward the other copies to the Ministry in charge of territorial administration, the National Assembly and the Electoral Board.

## **PART VI** **PROVISIONS SPECIFIC TO THE ELECTION** **OF MUNICIPAL COUNCILLORS**

### **CHAPTER I** **TERM OF OFFICE AND POLLING**

**SECTION 169.**- (1) (1) Municipal councillors shall be elected for a term of 5 (five) years by universal suffrage and direct and secret ballot.

(2) They shall be eligible for re-election.

(3) The election shall take place 20 (twenty) days before the expiry of the term of office of municipal councillors.

(4) The term of office of municipal councillors shall commence on the day of the first session held as of right following the proclamation of the results of the election. The said session shall hold on the second Tuesday following the proclamation of results.

**SECTION 170.**- (1) All the seats of municipal councillors shall be renewed every 5 (five) years at the same date.

(2) However, if need be, the President of the Republic may, by decree, extend or abridge the term of office of municipal councillors for a period not exceeding 18 (eighteen) months, after consultation with the Government and the Bureau of the Senate.

Elections Cameroon - ELECAM

**SECTION 171.-** (1) Voting shall be for a list of candidates without voters indicating any preference of candidates nor transferring candidates from one list to another.

(2) Each council shall constitute an electoral constituency.

(3) Each list shall take into consideration:

- the various sociological components of the constituency concerned;
- gender aspects.

**SECTION 172.-** (1) Municipal councillors shall be elected through a mixed single round ballot, comprising a majority system and a proportional representation system.

(2) After the ballot :

- the list that obtains an absolute majority of the votes cast shall win all the seats available ;
- if no list obtains an absolute majority of the votes cast, the seats shall be shared as follows:
  - the list with the highest number of votes shall be allocated half of the seats rounded off, if need be, to the nearest whole number above ; where there is a tie between 2 (two) or more lists, the number of seats rounded off to the nearest whole number above shall be allocated to the list with the highest average age;
  - the remaining seats shall be allocated to the other lists, including the list with a relative majority, through the application of proportional representation to the lists with the highest votes ; where there is a tie in the number of votes, the seat(s) shall be allocated to the list with the highest average age.

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

(3) Lists which obtain less than 5% of the votes cast in the constituency concerned shall not be eligible for the proportional distribution of seats.

(4) Seats shall be allocated to candidates in the order in which they appear on each list.

**SECTION 173.**- (1) The number of municipal councillors shall be fixed as follows:

- councils with less than 50 000 ( fifty thousand) inhabitants:  
25 (twenty-five) councillors;
- councils with from 50 000 (fifty thousand) to 100 000 (one hundred thousand) inhabitants : 31 (thirty-one) councillors;
- councils with from 100 001 (one hundred thousand and one) to 200 000 (two hundred thousand) inhabitants: 35 (thirty-five) councillors;
- councils with from 200 001 (two hundred thousand and one) to 300 000 (three hundred thousand) inhabitants: 41 (forty-one) councillors;
- councils with more than 300 000 (three hundred thousand) inhabitants: 61 (sixty-one) councillors.

(2) A decree of the President of the Republic shall fix the number of municipal councillors by council, on the basis of the official population census immediately preceding the municipal elections.

**SECTION 174.**-(1) By-elections shall be held where a municipal council loses at least two-fifths of its members. In such case, only political parties that submitted a list of candidates for the general municipal elections shall be allowed to submit an additional list of candidates.

Elections Cameroon - ELECAM

(2) No by-election shall be held if the vacancy referred to in sub-section (1) above occurs less than a year before the end of the term of office of municipal councillors.

**CHAPTER II**  
**QUALIFICATION OF CANDIDATES AND**  
**INCOMPATIBILITIES**

**SECTION 175.**- (1) Any Cameroonian citizen, of either sex, who enjoys the right to vote, is entered on electoral registers, is aged 23 (twenty-three) years at the date of the election, can read and write English or French and shows proof of effective residence of at least 6 (six) months within the area of the council concerned can be nominated as a candidate for municipal elections.

(2) Persons not resident within the area of the council concerned may stand for municipal elections if they have a place of abode therein.

(3) Any alien who has acquired Cameroonian nationality by way of naturalization shall be eligible only after a prescription period of 10 (ten) years, with effect from the date of acquisition of such nationality.

**SECTION 176.**- (1) No person shall be eligible for election if, by virtue of his own act, he has placed himself in a position of dependency on an alien, a foreign organization, power or State or is an intelligence agent thereof.

(2) On application of the relevant government service or any interested person(s), such ineligibility shall be established by the competent administrative court within 3 (three) days following referral of the matter.

**SECTION 177.**- (1) All persons serving in defence and territorial se-

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

curity services, especially in the security and police forces, and members of the armed forces and the like shall likewise be ineligible and may not stand for election to the office of municipal councillor during the discharge of their duties and during the 6 (six) months following the termination of their service by resignation, dismissal, transfer or by any other manner.

(2) Such ineligibility shall apply, under the same conditions, to persons who are performing or have performed the duties referred to in sub-section (1) above for a period of at least 6 (six) months, even if they are not or had not been on the regular strength.

**SECTION 178.**- (1) The seat of a municipal councillor shall automatically become vacant if, after the proclamation of the results of election, it is established that such councillor was ineligible or if during his/her term of office s/he is no longer eligible for membership under the conditions laid down in this law.

(2) The vacancy shall be declared, after a deliberation of the municipal council, by an order of the Minister in charge of local and regional authorities. The said order may be challenged before the competent administrative court.

**SECTION 179.**- (1) The office of Governor, Secretary-General and Inspector-General at the governor's office, Senior Divisional Officer, Sub-Divisional Officers and their deputies shall be incompatible during the tenure of such office with the office of municipal councillor within the administrative unit of their jurisdiction.

(2) The office of municipal councillor shall likewise be incompatible with the following positions:

- police officer, gendarme, serviceman, prison administration officer and persons ranking as such;
- secretary-general of a council, municipal revenue collector

Elections Cameroon - ELECAM

- and municipal service head;
- legal and judicial officer.

**SECTION 180.**- (1) A municipal councillor who, subsequent to election, becomes ineligible for office as provided by this law, shall have to opt for his municipal office or the function concerned. Where no choice is made known within 15 (fifteen) days following accession to the said function, he shall be considered to have resigned by an order of the Minister in charge of local and regional authorities.

(2) No candidate shall be on more than 1 (one) list, nor be member of more than 1 (one) municipal council.

### **CHAPTER III** **NOMINATION OF CANDIDATES**

**SECTION 181.**- (1) Candidatures shall, within 15 (fifteen) days from the convening of the electorate, be made out in nomination paper in 3 (three) copies, bearing the legalized signature of candidates and submitted at the council branch of Elections Cameroon against a receipt.

(2) The nomination paper shall contain the following particulars:

- the full name, date and place of birth, filiation and occupation of candidates;
- the name of the list and the political party sponsoring such list;
- the symbol selected for the purpose of printing ballot papers or of identifying the party;
- the name of the representative of the list, whether he is a candidate or not, and the address of his residence;

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

- evidence of representation of sociological components of the constituency in drawing up the list;
- evidence of consideration of gender aspects in drawing up the list.

(3) Any emblem comprising all of the following 3 (three) colours : green, red, yellow ; shall be forbidden.

**SECTION 182.**- The nomination paper shall include for each candidate :

- a copy of his birth certificate, not more than 3 (three) months old;
- a certificate of nationality ;
- a criminal record (Bulletin No 3), not more than three months old;
- a declaration by which the candidate testifies, on his honour, that his name appears only on that list and that he is not the object of any of the disqualifications provided for by this law;
- a tax certificate or a tax exemption certificate;
- an attestation of registration on electoral registers ;
- an attestation of abode or residence in the council concerned, issued by the competent administrative authority;
- the original receipt of payment of deposit ;
- an attestation by which the political party sponsors the person as candidate.

**SECTION 183.**- Each candidate shall pay a deposit of 50 000 (fifty thousand) CFA francs into the Public Treasury. A certificate of payment of the deposit shall be issued by the treasury services in three copies.

Elections Cameroon - ELECAM

**SECTION 184.**- The following shall be rejected :

- incomplete lists;
- lists not containing the documents and items referred to in this law ;
- lists including candidates who are not members of the party concerned.

**SECTION 185.**- (1) The council branch of Elections Cameroon shall, within 5 (five) days following the submission, ensure that the list of candidates conforms with the provisions of this law.

(2) In any case, it shall, within the time limit referred to in subsection (1) above, forward to the Director-General of Elections all nomination papers received, including any observations.

**SECTION 186.**- After submission of lists, no withdrawal of candidates or modification of the nomination of candidates shall be allowed.

**SECTION 187.**- The Electoral Board shall draw up and publish the lists of candidates at least 60 (sixty) days before the date of the poll.

**SECTION 188.**- If a candidate whose name appears on a list dies or is disqualified, he may be replaced, not later than 30 (thirty) days to the opening of the poll by another candidate, in accordance with the procedure for the nomination of candidates.

**SECTION 189.**- (1) The decision to accept or reject a list of candidates may be challenged before the competent administrative court by a candidate, the representative of the list concerned or of any other list or by an elector whose name appear on the electoral register of the council concerned.

(2) Disputes or complaints shall be filed by simple petition within 5 (five) days following the publication of lists of candidates.

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

**SECTION 190.-** (1) The competent administrative court shall rule within 5 (five) days following the filing of the petition.

(2) The decision of the competent administrative court shall be notified immediately to the Electoral Board of Elections Cameroon for enforcement and to the other parties concerned.

## **CHAPTER IV** **COUNTING OF VOTES AND** **PROCLAMATION OF RESULTS**

**SECTION 191.-** (1) A council supervisory commission shall be set up in each council, composed as follows :

**Chairperon :** a personality appointed by the Director-General of Elections.

**Members :**

- 3 (three) representatives of the administration, appointed by the Senior Divisional Officer;
- 1 (one) representative of each political party taking part in the polls;
- 3 (three) representatives of Elections Cameroon, appointed by the Director-General of Elections.

(2) The composition of Council Supervisory Commissions shall be established by the Director-General of Elections.

**SECTION 192.-** The Council Supervisory Commission shall be responsible for the centralization, verification of vote counts, on the basis of reports and documents forwarded by local polling commissions. It shall, as the case may be, correct, review or cancel the said reports.

Elections Cameroon - ELECAM

**SECTION 193.**- (1) The Council Supervisory Commission shall proclaim the results of municipal elections in the electoral constituency concerned within 72 (seventy-two) hours following the close of the polls.

(2) The proceedings of the Council Supervisory Commission shall be minuted in a report signed by all commission members present. Each signatory member shall receive a copy.

(3) A copy of the said report shall be forwarded to the Senior Divisional Officer of the jurisdiction for on-ward transmission to the Minister in charge of local and regional authorities. Another copy shall be sent to the General Directorate of Elections.

## **CHAPTER V** **ELECTORAL DISPUTES**

**SECTION 194.**- (1) Any elector, candidate or person acting in the capacity of a government election officer may petition for the cancellation of elections in the council concerned before the competent administrative court.

(2) Disputes shall be a simple petition filed within 5 (five) days following the proclamation of results by the Council Supervisory Commission.

(3) The competent administrative court shall give a ruling within 40 (forty) days from the day the petition was filed.

**SECTION 195.**- (1) The municipal councillor whose election is challenged shall remain in office until a final decision is issued.

(2) Where all or part of the election is finally cancelled, by-elections shall be held within 60 (sixty) days following the cancellation.

(3) Only the lists of candidates submitted during the general municipal elections shall be allowed to take part in the by-elections.

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

## **CHAPTER VI** **MISCELLANEOUS PROVISIONS**

**SECTION 196.-** (1) The deposit shall be returned to the candidate:  
- who is declared ineligible before the printing of ballot papers;  
- whose candidature is definitively disqualified ;  
- whose list obtained at least 5% of votes cast in the council concerned. In this case, the copy of the results proclamation report issued by the Council Supervisory Commission shall entail order to pay.

(2) The deposit referred to in sub-section (1) above may subsequently be collected by the representative of the candidate or list of candidates.

(3) In all cases other than those mentioned in sub-section (1) above, the deposit shall be retained by the Public Treasury.

## **PART VII** **PROVISIONS SPECIFIC TO REFERENDUMS**

### **CHAPTER I** **INTRODUCTORY PROVISIONS**

**SECTION 197.-** The President of the Republic may, after consulting with the President of the Constitutional Council, the President of the National Assembly and the President of the Senate, submit to a referendum any reform bill which, although normally reserved to the legislative power, could have profound repercussions on the future of the Nation and national institutions.

Elections Cameroon - ELECAM

This shall apply in particular to:

- bills to organize public authorities or to amend the Constitution;
- bills to ratify international agreements or treaties having particularly important consequences;
- certain reform bills relating to laws on persons and property.

**SECTION 198.**- The bill submitted to a referendum shall be appended to the decree to convene electors. The said bill shall be widely disseminated.

**SECTION 199.**- The bill submitted to a referendum shall be adopted by a majority of votes cast.

**SECTION 200.**- The provisions of Sections 197 and 198 above shall equally apply to bills and private members' bills on the amendment of the Constitution submitted to a referendum.

## **CHAPTER II** **REFERENDUM CAMPAIGN**

**SECTION 201.**- The provisions of Sections 87 to 95 above shall be applicable to the referendum campaign, subject to those of this Chapter.

**SECTION 202.**- (1) The following may apply to take part in the referendum campaign:

- political parties represented at the National Assembly and/or the Senate;
- political parties which obtained at least 5% of votes cast in at least one constituency during the last election of Members of Parliament and/or Senators.

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

(2) The application referred to in sub-section (1) above shall indicate:

- the full address of the political party;
- the full name and domicile of the legal representative of the political party;
- the “YES” or “NO” vote on the bill submitted to the referendum.

**SECTION 203.**- (1) Applications to take part in the referendum campaign shall bear the legalized signature of the legal representative of the political party and must be submitted together with the original of the receipt for payment into the Public Treasury of a deposit fixed at 1 000 000 (one million) CFA francs.

(2) Applications shall be submitted in 2 (two) copies to the General Directorate of Elections Cameroon within 15 (fifteen) days following the convening of electors. A copy of the application shall be forwarded immediately to the Constitutional Council by the legal representative of the party against acknowledgement of receipt.

**SECTION 204.**- (1) The Electoral Board may accept or reject any application to take part in the referendum campaign. The legal representative of the party shall be notified of a reasoned decision to accept or reject an application. This decision shall be minuted in a report which shall be forwarded immediately to the Constitutional Council.

(2) An appeal may be lodged before the Constitutional Council against the decision to reject or accept an application, in accordance with the conditions and time limits fixed in Sections 132, 133 and 134 of this law.

### **CHAPTER III**

## **REFERENDUM OPERATIONS**

**SECTION 205.**- The ballot papers made available to voters shall be of different colours and respectively bear, in identical characters, the words “YES” or “NO”.

**SECTION 206.**- Voters shall cast “YES” for or “NO” against the bill submitted to the referendum.

**SECTION 207.**- The other referendum operations shall be conducted in accordance with Sections 98 to 107 of this law.

**SECTION 208.**- The provisions of Sections 68 and 69 of this law shall apply for the counting of votes.

### **CHAPTER IV**

## **REFERENDUM DISPUTES**

**SECTION 209.**- (1) The Constitutional Council shall ensure the regularity of referendums.

(2) It shall examine and give final ruling on all referendum complaints and disputes.

**SECTION 210.**- Any complaint relating to the regularity of a referendum may be referred to the Constitutional Council by the President of the Republic, the President of the National Assembly, the President of the Senate, one-third of Members the National Assembly or one-third of Senators, in accordance with the provisions of Sections 133 and 134 above.

**SECTION 211.**- Where the Constitutional Council has established the existence of irregularities in the conduct of the referendum, it

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

may, considering the gravity of such irregularities, maintain the results or declare them wholly or partly null and void.

## **CHAPTER V** **PROCLAMATION OF RESULTS**

**SECTION 212.**- (1) The Constitutional Council shall proclaim referendum results within 15 (fifteen) days following the date of closing of the poll.

(2) It shall prepare a report on the results in two copies, file the original and forward the other copy to the President of the Republic.

**SECTION 213.**- (1) The referendum bill shall be adopted where, at the end of the referendum, "YES" carries the majority of the valid votes cast.

(2) The President of the Republic shall enact the law adopted within 15 (fifteen) days following the transmission of the results proclamation report.

(3) The law shall be preceded by the following:

- "The Cameroonian people have adopted by referendum of....., the President of the Republic hereby enacts the law set forth below".

**PART VIII**  
**PROVISIONS RELATING TO THE ELECTION**  
**OF SENATORS**

**CHAPTER I**  
**INTRODUCTORY PROVISIONS**

**SECTION 214.**- (1) Each Region shall be represented in the Senate by 10 (ten) senators, 7 (seven) of whom shall be elected by indirect universal suffrage on a regional basis and 3 (three) appointed by decree of the President of the Republic.

(2) Senators shall serve a term of 5 (five) years.

(3) Senators shall be eligible for re-election.

(4) The term of the appointed senators shall be renewable.

**SECTION 215.**- (1) The term of senators shall commence on the day of the ordinary session following the election, being the expiry date of the term of the incumbent senators.

(2) The Senate shall meet as of right in ordinary session on the third Tuesday following the proclamation of the results of senatorial elections by the Constitutional Council.

(3) The decree specified under Section 214 (1) above shall be published within 10 (ten) days following the proclamation of results by the Constitutional Council.

**SECTION 216.**- (1) The entire Senate shall be renewed every 5 (five) years.

(2) Senatorial elections shall be held no later than 40 (forty) days to the expiry of the current term of office.

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

## **CHAPTER II** **POLLING**

**SECTION 217-** (1) Each Region shall make up a constituency.

(2) Senatorial elections shall be by list system, with no changing of the serial order of candidate's names or vote splitting.

**SECTION 218-** (1) Senatorial elections shall be a mixed single ballot, comprising a majority system and a proportionate representation system.

(2) Every political party taking part in the election shall present a full list of 7 (seven) candidates selected from among its members. For each seat, there shall be a substantive candidate and his alternate, both of whom shall appear before the Electoral College at the same time.

(3) The composition of each list must reflect:

- the various sociological components of the Region;
- gender aspects.

(4) Where a list obtains an absolute majority of the votes cast, it shall be declared the winner of the elections, filling all 7 (seven) seats.

(5) Where no list obtains an absolute majority of the votes cast, the list with a relative majority shall be awarded half of the seats to be filled rounded up to the next whole number, that is, 4 (four) seats.

(6) In case of a tie among winning lists, the 4 (four) seats shall be shared equally among the said lists; where applicable, the remaining seat shall be awarded to the list with the highest age average.

## Elections Cameroon - ELECAM

(7) After the sharing of the seats as stipulated in sub-sections (4), (5) and (6) above, the remaining 3 (three) seats shall be shared amongst all the lists, including those that obtained a relative majority in proportionate representation, following the highest remainder rule. Lists with less than 5% of the votes cast in the Region shall be excluded from the sharing.

(8) Seats shall be awarded to candidates in the order in which they appear on each list.

(9) Where several lists have the same average for the award of the last seat, the seat shall be awarded to the list having obtained the highest number of votes. Where there is a tie in the number of votes obtained, the seat shall be awarded to the eldest candidate.

**SECTION 219.**- (1) In case of death of an elected Senator and in compliance with the provisions of Section 155 above, by-elections shall be held in the Region concerned.

(2) By-elections shall be held under the conditions stipulated in Section 218 above. However, where there is only one vacant seat to be filled, a single ballot uninominal majority election shall be held.

(3) In case of death of an appointed Senator, at the behest of the President of the Senate, a new Senator shall be appointed to complete his term.

### **CHAPTER III** **QUALIFICATION OF CANDIDATES** **AND INCOMPATIBILITIES**

**SECTION 220.**- (1) Candidates for the office of Senator, as well as the personalities appointed to the said office must have reached the age of 40 (forty) by the date of election or appointment.

(2) The candidate must be of Cameroonian nationality and

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

must provide evidence of effective residence in the territory of the Region concerned.

**SECTION 221.**- The other qualifications of candidates and incompatibilities shall be the same as those fixed under Sections 156 to 163 above.

## **CHAPTER IV** **ELECTORAL COLLEGE**

**SECTION 222.**- (1) Senators shall be elected in each Region by an electoral college comprising regional and municipal councillors.

(2) Regional and municipal councillors whose election is contested shall exercise their voting right, pending a final ruling by the competent court.

## **CHAPTER V** **ELECTORAL REGISTERS**

**SECTION 223.**- (1) In each Region, a list of senatorial electors comprising regional and municipal councillors shall be drawn up and updated by the regional branch of Elections Cameroon.

(2) The list shall feature in alphabetical order, each elector's full name, date and place of birth, type of elective office, profession and domicile or place of residence.

**SECTION 224.**- (1) On publication of the decree convening the Electoral College, the list of senatorial electors shall be updated.

(2) The updated list of senatorial electors shall, where applicable, show the additions and deletions resulting notably from death, loss of voting rights, by-elections and various cases of ineligibility

Elections Cameroon - ELECAM

and disqualification for membership as provided by law.

(3) The updated list of senatorial electors shall be published at least 30 (thirty) days before the voting date. It may be copied or notified to any person on request.

## **CHAPTER VI** **VOTER CARDS**

**SECTION 225.**- (1) Senatorial electors shall each receive a registration card which must feature their full name, date and place of birth, photograph, finger prints, type of elective office, filiation, profession, domicile or place of residence.

(2) The abovementioned registration cards shall be used only during senatorial elections.

**SECTION 226.**- (1) Registration cards shall be distributed by the divisional branches of Elections Cameroon, within the 20 (twenty) days preceding the elections.

(2) Cards not distributed shall remain at disposal of their holders until the close of the poll at the divisional branch of Elections Cameroon.

## **CHAPTER VII** **POLLING STATIONS**

**SECTION 227.**- (1) Voting shall be conducted in the headquarters of each division.

(2) Members of the electoral college, under pain of loss of their voting right, shall be bound to take part in the polls.

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

(3) However, where unavoidably absent, a member of the electoral college may issue a proxy to another member. No member of the electoral college shall have more than one proxy.

(4) The State shall defray the costs relating to the participation of members of the Electoral College in the polls, in accordance with the conditions laid down by regulation.

**SECTION 228.**- The Director-General of Elections shall fix the list of polling stations as well as the distribution of electors within the said stations.

**SECTION 229.**- The table of the list of polling stations and of the distribution of senatorial electors shall be posted at the divisional branches of Elections Cameroon at least 15 (fifteen) days before the voting.

## **CHAPTER VIII** **CONVENING THE ELECTORAL COLLEGE** **AND NOMINATION OF CANDIDATES**

**SECTION 230** - (new) In view of the election of Senators, the electoral college shall be convened by the President of the Republic at least 45 (forty five) days before the date of the poll, in accordance with the provisions of Section 86 (1), (3) and (4) above.

**SECTION 231:** (new) (1) The nomination of candidates for the election of senators shall be conducted pursuant to Sections 164 to 166 of this law.

(2) The provisions of Sections 125, 127, 128, 129, 130 and 131 of this law relating to nomination candidates, objections, petitions relating to rejection or acceptance of candidates, as well as those relating to the color, initials or emblem adopted by a candidate or a list of candidates, shall apply to election of senators.

Elections Cameroon - ELECAM

(3) The Electoral Board shall publish the list of candidates at least 15 (fifteen) days before the day of the poll. The Constitutional Council shall be immediately notified thereof.

## **CHAPTER IX** **ELECTORAL CAMPAIGN**

**SECTION 232.**- The provisions of Sections 87 and 95 of this law shall apply to the campaign for the election of Senators.

## **CHAPTER X** **ELECTION OPERATIONS**

**SECTION 233.**- Subject to the provisions of this Chapter, election operations shall be conducted in accordance with Sections 95 and 115 of this law.

**SECTION 234.**- (1) Polling results for the election of Senators in each polling station shall be minuted in a report.

(2) The report, drafted in two copies plus one, shall be signed by the President and all members of the polling station present. A copy is given to each signatory member.

(3) The two copies shall be forwarded to the regional branch of Elections Cameroon. Invalid ballots, envelopes containing contested ballot papers, tally sheets signed by each of the supervisors as well as any other relevant documents on the conduct of the election shall be appended to the said report.

(4) A copy of the report shall be filed at the regional branch of Elections Cameroon. The other copy shall be forwarded to the regional supervisory commission, at the behest of the said regional branch of Elections Cameroon.

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

## **CHAPTER XI** **COUNTING OF VOTES**

**SECTION 235.**- (1) A regional supervisory commission shall be set up in each Region as follows:

**Chairperson:** a magistrate of the Court of Appeal, designated by the President of the Court of appeal of the jurisdiction;

**Members :**

- 3 (three) representatives of the Administration, designated by the Governor;
- 1 (one) representative of each political party taking part in the election ;
- 3 (three) representatives of Elections Cameroon, designated by the Chairperson of the Electoral Board.

(2) The composition of the regional supervisory commission shall be established by the Chairperson of the Electoral Board.

**SECTION 236.** (1) The list of members of the regional supervisory commission shall be kept permanently at the regional branch of Elections Cameroon.

(2) It may be consulted by any elector of the constituency.

**SECTION 237.** (1) The regional supervisory commission shall centralize, ensure the counting and verification of vote-counting operations, on the basis of reports forwarded by polling stations.

(2) The regional supervisory commission shall not undertake to cancel the reports referred to in sub-section (1) above.

(3) However, in case of a computing error or wrong data, it may review the said reports. In this case, it shall be bound to reason its decision and state such reasons in its report.

## Elections Cameroon - ELECAM

(4) The regional supervisory commission shall mention in its report all cases of inconsistency or doubt on the fairness of election operations. It shall forward such report, together with its observations, to the national final vote counting commission.

**SECTION 238.**- The counting of votes at national level shall be conducted in accordance with the provisions of Sections 68 and 69 of this law, subject to the replacement of divisional supervisory commissions by the regional supervisory commissions.

## **CHAPTER XII** **ELECTORAL DISPUTES AND** **PROCLAMATION OF RESULTS**

**SECTION 239.**-(1) The Constitutional Council shall ensure the regularity of the election of senators.

(2) Senatorial elections disputes shall be settled in accordance with the provisions of Sections 133 and 136 of this law.

**SECTION 240.**- (1) The constitutional council shall proclaim the results of the election of senators within 15 (fifteen) days following the close of the poll.

(2) The report on the conduct of elections and proclamation of results shall be prepared by the Constitutional Council in four copies. It shall file the original and send the 3 (three) other copies to the Senate, the Ministry in charge of local and regional authorities and the Electoral Board, respectively.

(3) The results of the election shall be published according to the procedure of urgency and inserted in the Official Gazette in English and French.

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

## **CHAPTER XIII** **MISCELLANEOUS AND TRANSITIONAL** **PROVISIONS**

**SECTION 241.**- The deposit paid by candidates for the election of Senators shall be refunded under the conditions fixed in Section 147 of this law.

**SECTION 242.**- Notwithstanding the provisions of Section 222 (1) above, where the Senate is put in place before Regions, the electoral college for senatorial elections shall exclusively comprise municipal councillors.

## **PART IX** **PROVISIONS RELATING TO THE ELECTION OF** **REGIONAL COUNCILLORS**

### **CHAPTER I** **INTRODUCTORY PROVISIONS**

**SECTION 243.**- (1) Regional councillors shall be:

- Delegates of divisions elected by indirect universal suffrage ;
- Representatives of traditional rulers elected by their peers.

(2) The term of office of regional councillors shall be 5 (five) years. They shall be eligible for re-election.

**SECTION 244.**- Elected regional councillors shall meet as of right in ordinary session of the Regional Council on the second Tuesday following the proclamation of election results by the regional supervisory commissions.

Elections Cameroon - ELECAM

**SECTION 245.**- (1) All the seats in the regional councils shall be renewed every 5 (five) years. Elections shall be held not later than 20 (twenty) days to the expiry of the term of office of regional councillors.

(2) In all the regions, electoral colleges shall be convened the same day, according to the conditions and deadlines fixed under Section 230 of this law.

**SECTION 246.**- (1) The regional council shall reflect: the various sociological components of the region; gender aspects.

(2) The number, proportion per category and allowances of regional councillors shall be fixed by a separate law.

**SECTION 247.**- (1) Each division shall constitute a constituency for the election of regional councillors.

(2) However, certain electoral constituencies could be awarded on the grounds of their peculiar situation by a decree of the President of the Republic.

## **CHAPTER II** **POLLING**

**SECTION 248.**- (1) Delegates of divisions shall be elected by an electoral college comprising municipal councillors.

(2) Representatives of traditional rulers shall be elected by an electoral college composed of 1<sup>st</sup>, 2<sup>nd</sup> and 3<sup>rd</sup> degree indigenous traditional rulers whose designation has been approved in accordance with the regulation in force.

(3) Traditional rulers holding the office of municipal councillor

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

shall cast their vote in only one electoral college.

**SECTION 249.**- Conditions for the composition of the electoral colleges provided for in Section 248 (1) and (2) above shall be fixed by regulation.

**SECTION 250.**- (1) Delegates of divisions shall be elected through a mixed single round ballot, comprising a majority system and a proportional representation system.

(2) The vote for representatives of traditional rulers shall be of a single candidate majority system.

(3) Notwithstanding the provisions of sub-sections (1) and (2) above, the vote shall be for a single candidate where there is only one seat for the division or, as the case may be, in a constituency, as a result of the warding provided for under Section 247(2) above.

### **CHAPTER III** **QUALIFICATION OF CANDIDATES** **AND INCOMPATIBILITIES**

**SECTION 251.**- (1) No person may stand for election into a regional council unless effectively resident in the region concerned.

(2) However, non-residents of a region may stand for election into a regional council if they are domiciled within the territory of the region concerned.

**SECTION 252.**- The qualification of candidates provided for under Sections 175 to 180 above shall be applicable to the election of regional councillors.

**SECTION 253.**-(1) Heads of administrative units and/or their assistants may not stand for election into regional councils during their tenure of office.

(2) The incompatibility cited in sub-section (1) above shall be equally applicable, under the same conditions and during their tenure

## Elections Cameroon - ELECAM

to:

- police, gendarmerie and prison administration officials;
- regional administration officials and employees;
- servicemen and servicewomen;
- judicial and legal officers;
- civil servants and public employees having to take cognizance of the finances or accounts of the region concerned.

(3) The incompatibility provided for in sub-sections (1) and (2) above shall remain in force for a period of one year following the end of their tenure of office.

**SECTION 254.**-(1) Any regional councillor found to be in any of the positions of incompatibility stipulated under Section 253 (1) and (2) above, shall be bound, within no more than 1 (one) month to opt for his elective office or for his current office.

(2) The councillor concerned shall, through any written means, inform the State representative in his region of his choice. The latter shall inform the President of the regional council thereof.

(3) Where a regional councillor fails to make a choice, as provided for under sub-sections (1) and (2) above, he shall be automatically declared to have resigned from his office, by order of the Minister in charge of regional and local authorities.

**SECTION 255.**- (1) Any regional councillor who, for reasons previous to his election, finds himself in a situation of ineligibility and/or incompatibility provided for under this law shall be declared to have resigned automatically by an order of the Minister in charge of local and regional authorities.

(2) The provisions of sub-section (1) above shall equally be applicable to any regional councillor deemed ineligible.

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

(3) The order provided for in sub-section (1) above may be challenged before the competent administrative court.

(4) Where a regional councillor is declared to have resigned automatically following a final penal sentence leading to the loss of his civic and voting rights, the petition referred to in sub-section (3) shall not have a suspensory effect.

**SECTION 256.**- No person may stand for election on more than one list or be member of more than one regional council.

**SECTION 257.**- The provisions of Sections 181 and 190 above shall be applicable to the nomination of candidates in view of the election of regional councillors, subject to the replacement of the council branch by the divisional branch of Elections Cameroon.

## **CHAPTER IV** **PREPARING THE POLLS**

**SECTION 258.**- (1) The divisional branch of Elections Cameroon shall draw up an electoral list comprising members of the 2 (two) electoral colleges provided for under Section 248 above.

(2) The list of members of the electoral colleges shall be updated, approved and published within 15 (fifteen) days following the convening of the electoral colleges.

(3) Members of the electoral college composed of representatives of traditional rulers must be domiciled within the territory of the subdivision concerned.

(4) Registration cards shall be distributed within the time limit provided for under Section 226 above.

**SECTION 259.**- (1) Any decision to accept or reject a candidature

## Elections Cameroon - ELECAM

or list of candidates may be challenged by the candidate concerned, any representative of a list concerned and/or any other list, and any other member of the electoral college.

(2) The petition shall be lodged with the competent administrative court, within no more than 5 (five) days of the notification of the rejection or acceptance decision.

(3) The court referred to under sub-section (2) above shall give a ruling within 7 (seven) days of lodgement of the petition. Its decision shall be communicated forthwith to the Electoral Board, for enforcement.

**SECTION 260.**- (1) During the election campaign, all complaints in respect of the colour, acronym or symbol chosen by a candidate or list of candidates shall be lodged with the competent administrative court no more than 3 (three) days of the date of publication of candidatures or of the cognizance of the allegations. The competent administrative court shall give a ruling within 4 (four) days of lodgement of the petition.

(2) Complaints in respect of acts of injuring the character of candidates or other offences shall be lodged with ordinary law courts that shall be seised by simple application. The ordinary law court shall give a ruling within 4 (four) days of lodgement of the complaint and may disqualify one or more candidates.

## **CHAPTER V** **POLLING**

**SECTION 261.**- (1) Voting shall be conducted in the headquarters of each division.

(2) Polling stations shall be determined by a decision of the Director-General of Elections.

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

**SECTION 262.**- Polling shall be conducted in accordance with the provisions of Sections 96 to 115 of this law. The reports of the local polling stations shall be forwarded to the regional supervisory commission for centralization and verification.

## **CHAPTER VI** **COUNTING OF VOTES AND** **PROCLAMATION OF RESULTS**

**SECTION 263.**- (1) A regional supervisory commission is hereby set up in each region comprising the following:

**Chairperson:** a magistrate of the Court of appeal designated by the President of the Court of Appeal of the jurisdiction.

**Members :**

- 3 (three) representatives of the administration designated by the Governor;
- 1 (one) representative of each political party participating in election;
- 3 (three) representatives of Elections Cameroon designated by the Chairperson of the Electoral Board on the proposal of the Director-General.

(2) The composition of the regional supervisory commission shall be established by the Electoral Board.

**SECTION 264.**- (1) The regional supervisory commission shall centralize, ensure the counting and verification of vote-counting operations, on the basis of reports forwarded by local polling commissions.

(2) It shall, where necessary, correct, review or cancel the said reports.



Elections Cameroon - ELECAM

**SECTION 265.**- (1) The regional supervisory commission shall proclaim the results of the election of regional councillors at the level of the constituency concerned, within 72 (seventy-two) hours following the close of the poll.

(2) The proceedings of the regional supervisory commission shall be minuted in a report established in several copies according to the lists of candidates plus two signed by all the members present. Each signatory member shall be given a copy.

(3) A copy of the report shall be forwarded to the representative of the State for onward transmission to the Minister in charge of local and regional authorities. A copy of the report shall equally be forwarded to the General Directorate of Elections.

**SECTION 266.**- After the elections :

- In the case of a single-member ballot, the candidate with the majority of votes shall be declared elected; in case of a tie, the eldest candidate shall be declared elected ;
- In the case of a list of candidates:

(a) for delegates of divisions:

- where a list obtains an absolute majority of votes cast, it shall fill all the seats;
- where no list obtains an absolute majority of votes cast, the seats shall be shared as follows:

- \* the leading list shall obtain a number of seats equal to half of the seats to be filled rounded up, where applicable; in case of a tie between 2 (two) or several lists, this number of seats rounded down shall be awarded to the list whose candidates have the highest average age;

- \* the remaining seats shared among all the lists, by applying the winner-takes more rule; in case of a tie vote, the list having the highest average age shall

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

be preferred.

(b) for representatives of traditional rulers:

- the list which obtains the majority of votes cast shall fill all the seats;
- the list that obtains less than 5 (five) per cent of votes cast in the constituency shall not be considered in the proportional allocation of seats;
- Seats shall be allocated to candidates according to the order in which they appear on each list.

## **CHAPTER VII** **ELECTION DISPUTES**

**SECTION 267.**- (1) Any elector, candidate or the state representative in the region may request the total or partial cancellation of the election operation in the region concerned by simple application to the court with jurisdiction.

(2) The application must be lodged within 5 (five) days of the date when the results were announced.

(3) The court seised of the application shall make a ruling within 40 (forty) days. Its decision can be challenged.

**SECTION 268.**- (1) Regional councillors whose election is challenged shall remain in office pending a final decision.

(2) Where cancellation of all or part of the election is final, electors shall be convened within no more than 60 (sixty) days of such cancellation.

(3) Only the lists of candidates that took part in the general elections shall be allowed to participate in the by-elections.

## **CHAPTER VIII** **MISCELLANEOUS PROVISIONS**

**SECTION 269.**- (1) Members of electoral colleges provided for under Section 248 above shall be required to take part in the poll.

(2) The State shall defray the expenses related to the participation of members of electoral colleges in the poll, in compliance with conditions laid down by regulation.

**SECTION 270.**- (1) The deposit shall be refunded to the candidate:

- who is declared ineligible before the printing of ballot papers;
- whose candidature is finally disqualified ;
- whose list obtained not less than 5% of votes cast in the region concerned. In this case, the copy of the results proclamation report delivered by the competent regional supervisory commission shall entail order to pay.

(2) The deposit referred to in sub-section (1) above may subsequently be collected by the representative of the candidate or list of candidates.

(3) In all cases other than those mentioned in sub-section (1) above, the deposit shall be retained by the public treasury.

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

## **PART X** **PROVISIONS SPECIFIC TO VOTING BY** **CAMEROONIAN CITIZENS SETTLED OR** **RESIDING ABROAD**

**SECTION 271.**- Cameroonian citizens settled or residing abroad shall exercise their right to vote through their participation in the election of the President of the Republic and in referendums.

**SECTION 272.**- (1) Cameroonian citizens settled or residing abroad shall be entered on the registers of electors opened at diplomatic representations and consular posts in their countries of residence or attachment.

(2) They must enjoy their civic and political rights and fulfil all the required legal conditions to be an elector.

(3) On the proposal of Government, polling stations shall be set up in diplomatic representations and consular posts.

**SECTION 273.**-(1) In view of the participation of Cameroonian citizens settled or residing abroad in the election of the President of the Republic or in referendums, the following structures shall be set up in diplomatic representations and consular posts:

- commissions charged with the drawing up and revision of registers of electors;
- commissions charged with the issuance and distribution of voters' cards;
- local polling commissions.

(2) The Electoral Board of Elections Cameroon (ELECAM) shall hold consultations with diplomatic representations, consular posts and political parties with a view to setting up the commissions

Elections Cameroon - ELECAM

provided for in sub-section (1) above.

(3) The composition of the commissions referred to in sub-section (1) above shall be established by the Director-General of Elections.

(4) The composition and functioning of the commissions referred to in sub-section (1) above shall be determined by regulation.

**SECTION 274.**- Specific rules applicable to preparatory activities for the election of the President of the Republic and referendums, the organization and supervision of elections and referendums, polling and the counting of the votes of Cameroonian citizens settled or residing abroad shall be laid down by regulation.

**PART XI**  
**PROVISIONS SPECIFIC TO THE PUBLIC**  
**FUNDING OF POLITICAL PARTIES AND**  
**ELECTION AND REFERENDUM CAMPAIGNS**

**CHAPTER I**  
**INTRODUCTORY PROVISIONS**

**SECTION 275.**- (1) Political parties and groups shall help the electorate in the making of voting decisions.

(2) As such, they may receive public funding in the context of their missions, according to conditions fixed under this law.

**SECTION 276.**- (1) Public financing shall concern both the routine activities of political parties and those devoted to the organization of election and referendum campaigns.

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

(2) Funds derived from public funding shall be public funds.

(3) The public funding of political parties or candidates shall not be a source of personal enrichment.

**SECTION 277.**-(1) A control commission is hereby instituted to verify, on the basis of supporting documents, that the use of funds by political parties or candidates conforms to the purpose of this law.

(2) Political parties or candidates receiving public funding shall be bound to keep an account thereof.

(3) The organization, composition, powers and functioning of the commission referred to in sub-section (1) above shall be fixed by the President of the Republic.

**SECTION 278.** (1) It shall be forbidden for any political party to receive subsidies or funding from foreign persons, organizations, powers and/or States.

(2) Conditions for the private funding of political parties and election and referendum campaigns shall be fixed by a special instrument.

## **CHAPTER II** **PUBLIC FUNDING OF POLITICAL PARTIES**

**SECTION 279.**- Each year, the finance law shall include a subsidy to cover certain operating costs of legally recognized political parties, in accordance with Section 281 below.

**SECTION 280.**- The subsidy referred to in Section 279 above shall be provided by the State to a political party to cover inter alia:

- recurrent administrative expenses;
- the dissemination of its political programme ;

Elections Cameroon - ELECAM

- the co-ordination of the political activities of its members ;
- preparation for elections and referendums.

**SECTION 281.**- The subsidy shall be divided in 2 (two) equal parts:

- the first, to be allocated to political parties represented in the National Assembly, the Senate, the regional council and/or the municipal council;
- the second, to be allocated to political parties in accordance with the results of the last election of Members of Parliament, Senators and/or regional and municipal councillors.

**SECTION 282.**- (1) The part allocated to the funding of political parties represented in the National Assembly, the Senate, the regional council and/or the municipal council shall be paid in proportion to their respective number of seats.

(2) The Bureaux of the National Assembly, the Senate, the regional council and/or the municipal council shall furnish a list of Members of Parliament, Senators, regional councillors and municipal councillors representing each political party.

**SECTION 283.**- (1) The part allocated to the functioning of political parties in accordance with the results obtained at the last election of Members of Parliament, Senators, regional councillors and municipal councillors shall be paid to parties which obtained at least 5% of the votes cast in at least one constituency at the said elections.

(2) The distribution shall be in proportion of results obtained.

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

### **CHAPTER III**

## **PUBLIC FUNDING OF ELECTION AND REFERENDUM CAMPAIGNS**

**SECTION 284.**- (1) The State shall contribute to the funding of election campaigns by defraying some expenses of political parties or candidates.

(2) The State's contribution in respect of the expenses referred to in sub-section (1) above shall be included in the finance law of each election or referendum year.

**SECTION 285.**- Public funds earmarked for the funding of election campaigns for the election of Members of Parliament, Senators, regional or municipal councillors, shall be shared in 2 (two) equal parts among the political parties taking part in the elections as follows :

- the first part shall be paid after publication of the lists of candidates to all parties depending on the lists submitted and endorsed in the various constituencies ;
- the second part shall be paid after the proclamation of results to parties proportionately to the number of seats obtained.

**SECTION 286.**- (1) Funds earmarked for the funding of election campaign for presidential election, shall be divided in 2 (two) equal parts to candidates as follows :

- a first part, after publication of the list of candidates, allotted equally to the various candidates ;
- a second, served after proclamation of results to candidates with more than 5% of votes cast, proportionately to the results obtained.

Elections Cameroon - ELECAM

(2) Any candidate who withdraws before the polls or who does not participate effectively in the election campaign shall be required to refund the totality of the amount received in respect of the first part referred to in sub-section (1) above.

**SECTION 287.**- (1) Public funds earmarked for the funding of the referendum campaign shall be shared in 2 (two) equal parts as follows :

- the first part, after the publication of the list of political parties authorized to take part in the referendum campaign, paid to the various political parties proportionately to their results at the last election of Members of Parliament and/or Senators.
- the second part, after the proclamation of results, paid proportionately to the results of each party concerned in the last election of Members of Parliament and/or Senators.

(2) Any political party that withdraws before the polls or that does not participate effectively in the election campaign shall be required to refund the totality of the amount received in respect of the first part referred to in sub-section (1) above.

**PART XII**  
**PENAL, MISCELLANEOUS AND FINAL**  
**PROVISIONS**

**CHAPTER I**  
**PENAL PROVISIONS**

**SECTION 288.**- (1) Section 122-1 of the Penal Code shall apply against any person who:

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

- registers on electoral registers using a false identity or who, during his registration, conceals any of the ineligibilities provided for under this law;
- through false statements or certificates, registers himself unduly on an electoral register or who, through the same means, unduly registers or cancels the name of a citizen ;
- upon losing his right to vote, participates in the poll ;
- votes, either by virtue of a false registration or by using the name and capacity of other registered voters;
- votes several times, following multiple registrations ;
  
- charged during an election with receiving and counting the vote of citizens, subtracts, adds or modifies the ballot papers or includes a name that is not registered ;
- through false information, slanderous statements or any other fraudulent acts, cancels or diverts votes or causes one or several voters to abstain from the vote ;
- before or after the poll, failing to comply with legislative or regulatory provisions or through any other fraudulent act, violates secrecy of the poll, prejudices its fairness, breaches the conduct of the poll and modifies the results thereof ;
- is found guilty of fraudulent acts in the issuance or production of certificates of registration or striking off from electoral registers ;
- uses personal data contained in the electoral register for purposes other than elections ;
- on polling day, with or without violence, is found to be the author or an accomplice of the stealing of a ballot box or any other election material.

## Elections Cameroon - ELECAM

(2) Where the author of the offence or his accomplice is a public servant, in the sense of Section 131 of the Penal Code, he shall be liable to the penalties provided for under Section 141 of the Penal Code.

**SECTION 289.-** Section 123-1 of the Penal Code shall apply to any person who:

- through menacing gatherings, clamours or demonstrations, disrupts election operations or infringes the exercise of the right or freedom to vote;
- on polling day, is found guilty of insult or violence against the local polling commission or any of its members, or through assaults or threats, delays or obstructs election operations ;
- through gifts, generosity, favours, promise of public or private employment or any other specific benefits offered with the purpose of influencing the vote of one or several electors, obtains their vote, either directly or through a third party ;
- directly or through a third party, accepts or requests from candidates the above-mentioned gifts, generosity, favours or benefits;
- through assault, violence or threats against an elector, either by making him fear to lose his job or expose himself, his family or fortune to a danger, influences his vote ;

**SECTION 290.-** (1) Any person who enters a polling station with a visible weapon shall be punished with a fine of 25 000 (twenty-five thousand) CFA francs and imprisonment of from 10 (ten) days to 2 (two) months or only one of the two penalties.

(2) The imprisonment term may be extended to 4 (four) months, and the fine to 500 000 (five hundred thousand) if the

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

weapon is hidden.

**SECTION 291.-** (1) Any activity or manifestation of a political character shall be prohibited within public establishments, as well as in school and university establishments.

(2) Any infringement of the provisions of sub-section (1) above shall be punished with a fine of from 25 000 (twenty-five thousand) to 250 000 (two hundred and fifty thousand) CFA francs, and imprisonment of from 10 (ten) days to 4 (four) months, or only one of the two penalties.

**SECTION 292.-** Any person who, acting on his personal behalf or on behalf of a political party, uses funds received in the context of public funding for purposes other than those provided for under this law shall be liable to the punishment provided for under Section 184 of the Penal Code.

**SECTION 293.-** Save in case of flagrante delicto, no penal proceedings shall be instituted against a candidate for infringement of any of the provisions of this law before the proclamation of the election results.

## **CHAPTER II** **MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS**

**SECTION 294.-** (1) The cost of paper, printing of ballot papers, envelopes and various election documents, as well as the cost of transportation or production of election materials or documents shall be defrayed under the elections budget.

(2) The functioning of electoral commissions shall be charged to the budget of Elections Cameroon and/or the elections budget.

**SECTION 295.-** (1) All judicial deeds concerning elections shall be exempted from stamp and registration duties.

Elections Cameroon - ELECAM

(2) Copies of birth certificate required for determining the age of electors and candidates shall be issued free of charge on an unstamped paper upon request. They shall mention, at the top of the page, the purpose for which they are issued and shall not be used for any other purpose.

**SECTION 296.**- (1) Concerning the supervision of the election and referendum process, Elections Cameroon may collaborate with accredited national and international observers.

(2) National observers shall be accredited by the Minister in charge of territorial administration.

(3) International observers shall be accredited by the Minister in charge of territorial administration, after the opinion of the Minister in charge of external relations.

(4) The Minister in charge of territorial administration, in consultation with Elections Cameroon, shall establish the code of conduct of election observers.

**SECTION 297.**- (1) The provisions of this law shall repeal and replace those of:

- Law No. 91/20 of 16 December 1991 to lay down conditions governing the election of Members of Parliament, as amended and supplemented by Law No. 97/13 of 19 March 1997 and Law No. 2006/9 of 29 December 2006 ;
- Law No. 92/2 of 14 August 1992 to lay down conditions for the election of municipal councillors, as amended by Law No. 95/24 of 11 December 1995 and Law No. 2006/10 of 26 December 2006 ;
- Law No. 92/10 of 17 September 1992 to lay down conditions governing the vacancy of and election to the Presidency of the Republic, as amended and supplemented by

*Law n° 2012/001 of 19 April 2012 relating to the Electoral Code,  
amended and supplemented by law n° 2012/017 of 21 December 2012*

Law No. 97/20 of 9 September 1997 and Law No. 2011/002 of 6 May 2011 ;

- Law No. 97/6 of 10 January 1997 to determine the period for the revision and recompilation of registers of electors;
- Law No. 2000/15 of 19 December 2000 relating to the funding of political parties and election campaigns;
- Law No. 2006/4 of 14 July 2006 to lay down the conditions governing the election of regional councillors;
- Law No. 2006/5 of 14 July 2006 to lay down conditions governing the election of Senators;
- Law No. 2010/3 of 13 April 2010 to lay down the referendum procedure ;
- Law No. 2006/11 of 29 December 2006 to set up and lay down the organization and functioning of Elections Cameroon (ELECAM), as amended and supplemented by Law No. 2008/5 of 29 June 2008, Law No. 2010/5 of 13 April 2010 and Law No. 2011/1 of 6 May 2011 ;
- Law No. 2011/13 of 13 July 2011 relating to voting by Cameroonian citizens settled or residing abroad.

**SECTION 298.**- The implementation arrangements of this law shall be specified, as necessary, by regulatory instruments.

**SECTION 299.**- This law shall be registered, published according to the procedure of urgency and inserted in the Official Gazette in English and French.

**YAOUNDE, 19 APRIL 2012**

**PAUL BIYA**

**PRESIDENT OF THE REPUBLIC**

